



EASO

Rapport d'information sur les pays d'origine (COI)

Nigeria

Indicateurs socio- économiques clés





EASO

Rapport d'information sur les pays d'origine (COI)

Nigeria

Indicateurs socio-
économiques clés

D'autres informations sur l'Union européenne sont disponibles à l'adresse: (<http://europa.eu>)

ISBN 978-92-9476-151-4

doi: 10.2847/68784

© European Asylum Support Office (EASO) 2018

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source, sauf indication contraire.

S'agissant des contenus de tierces parties reproduits dans la présente publication, il est fait référence aux mentions de droit d'auteur des différentes tierces parties.

Photo de couverture: © [IFPRI/Milo Mitchell](#), marché à Abuja, Nigeria, 22 juin 2015

Remerciements

Le présent rapport a été rédigé par l'EASO.

Les services nationaux d'asile et de migration suivants ont procédé à la relecture du présent rapport:

Suède, Migrationsverket (office suédois des migrations), Lifos – Centre d'analyse et d'information sur les pays d'origine

L'organisation externe suivante a procédé à la relecture du présent rapport:

ACCORD – Centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et l'asile

Il convient de souligner que la révision apportée par les départements, experts ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne suppose pas nécessairement leur approbation formelle du rapport final, qui relève pleinement de la responsabilité de l'EASO.

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	5
Avertissement	7
Glossaire et abréviations	8
Introduction	12
Méthodologie	12
Définition des termes de référence	12
Collecte de l'information	12
Contrôle de la qualité (examen par les pairs et examen externe)	12
Structure et utilisation du présent rapport	12
Carte	14
1. Présentation générale du Nigeria	15
2. Indicateurs de performance clés	17
2.1 Démographie	17
2.2 Croissance économique	18
2.2.1 Pétrole	19
2.2.2 Climat des affaires	21
2.3 Emploi	23
2.3.1 Données sur le chômage	23
2.3.2 Emploi formel et informel (secteurs particuliers)	24
2.3.3 Emploi chez certaines catégories (femmes, jeunes, PDI)	26
2.3.4 Programme d'amnistie dans le sud du Nigeria	30
2.4 Pauvreté	32
2.4.1 Tendances générales	32
2.4.2 Pauvreté urbaine	34
2.4.3 Ménages dirigés par une femme	34
2.4.4 Personnes déplacées (PDI)	35
2.5 Sécurité alimentaire	36
2.5.1 Prévalence	36
2.5.2 Accès à l'alimentation	38
2.5.3 Sécurité alimentaire pour les PDI à l'intérieur de leur propre pays	39
2.6 Logement et conditions de vie	40

2.6.1 Urbanisation	40
2.6.2 Conditions de vie	41
2.6.3 Conditions de vie des femmes isolées	44
2.6.4 Conditions de vie des PDI	45
2.7 Éducation	46
2.7.1 Introduction.....	46
2.7.2 Accès à l'éducation.....	47
2.8 Soins de santé	50
2.8.1 Données de base	50
2.8.2 Système de santé	51
2.8.3 Accès aux traitements	52
2.8.4 Accessibilité et disponibilité des médicaments.....	56
2.8.5 Accès des PDI aux soins de santé	56
2.9 Réseaux sociaux et mécanismes de soutien.....	57
2.9.1 Femmes	57
2.9.2 PDI à l'intérieur de leur propre pays et personnes rapatriées.....	58
2.9.3 Réseaux de soutien social	59
2.9.4 Refuges et autres structures de soutien pour les victimes de violence domestique	59
2.9.5 Orphelinats et autres structures de soutien pour les enfants non accompagnés	61
2.9.6 Refuges pour les victimes de la traite des êtres humains.....	62
3. Mobilité et déplacements internes.....	65
3.1 Vols internationaux et intérieurs opérationnels	65
3.1.1 Vols internationaux	65
3.1.2 Vols intérieurs	69
3.2 Accès aux aéroports et liberté de circulation	69
3.2.1 Liberté de circulation	69
3.3 Questions relatives à l'entrée et à l'établissement	70
Bibliography	71
Termes de référence.....	94

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de rapport relatif à l'information sur le pays d'origine de l'EASO (2012)¹. Il s'appuie sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Les informations que contient le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Ce document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, certaines personnes ou certaines organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas. Aucun événement survenu après la finalisation du présent rapport n'est pris en compte.

Par ailleurs, le présent rapport ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de protection internationale particulière. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que «réfugié», «risque» et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile, dans la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et dans le protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés.

Ni l'EASO ni aucune personne agissant en son nom ne peut être tenu pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

La rédaction du présent rapport (révision comprise) a été achevée le 4 octobre 2018. Aucun événement survenu après cette date n'est mentionné dans ce rapport. La section «[Méthodologie](#)» de l'[Introduction](#) contient de plus amples informations sur la période couverte par le présent document.

¹ La méthodologie de l'EASO se base en grande partie sur les lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur les pays d'origine (2008) et peut être téléchargée sur le site internet de l'EASO: [url](#).

Glossaire et abréviations

ABV	Aéroport international Nnamdi Azikiwe d'Abuja
AEA	Abuja Enterprise Agency (agence de l'administration du territoire de la capitale fédérale pour le développement des PME, la création d'emploi et de richesses et la réduction de la pauvreté)
AHF	AIDS Healthcare Foundation (fondation pour la prévention, le dépistage et le traitement du VIH)
ANAHT	African Network Against Human Trafficking (réseau africain contre la traite des êtres humains)
APHRC	African Population and Health Research Centre (centre africain de recherche sur la santé et la population)
APN	Association of Psychiatrists in Nigeria (association des psychiatres du Nigeria)
ASCA	Accumulated Savings and Credit Association(s) (mutuelle(s) d'épargne et de crédit)
ASOHON	Association of Orphanages and Homes Operators in Nigeria (association des exploitants d'orphelinats et de foyers d'accueil au Nigeria)
AVRR	Retour volontaire assisté et réintégration
BAD	Banque africaine de développement
BBC	British Broadcasting Corporation (société britannique de radiodiffusion)
BMI	British Medical Institute (institut médical britannique)
BNS	Bureau national de statistiques [du Nigeria]
CBQ	Aéroport international Margaret Ekpo
CHELD	Centre for Health Ethics Law and Development (initiative sans but lucratif pour la promotion et l'amélioration de la santé au Nigeria)
COI	Country of Origin Information (information sur les pays d'origine)
COSUDOW	Committee for the Support and Dignity of Women (comité de soutien à la dignité des femmes)
CDC	Center for Disease Control and Prevention (centre pour le contrôle et la prévention des maladies)
CISR	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
CP SWG	Sous-groupe de travail sur la protection au Nigeria
OSC	Organisation de la société civile
DAA	Diarrhée aqueuse aiguë
DG DEVCO	Direction générale de la coopération internationale et du développement de l'UE
DAN	Diabetes Association of Nigeria (association nigériane du diabète)
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DSVRT	Domestic and Sexual Violence Response Team (équipe d'intervention en cas de violence domestique ou de violence sexuelle)

EITI	Extractive Industries Transparency Initiative (initiative pour la transparence dans les industries extractives)
ENA	Enfants non accompagnés
ENAS	Enfants non accompagnés ou séparés
ENT	Centre national d'oto-rhino-laryngologie
ENU	Aéroport international Akanu Ibiam
ERGP	Economic Recovery and Growth Plan (Plan de relance et de croissance économiques)
FAAN	Federal Airports Authority of Nigeria (Autorité aéroportuaire fédérale du Nigeria)
FCT	Federal Capital Territory (territoire de la capitale fédérale du Nigeria, Abuja)
FEWS	Famine Early Warnings Systems Network (réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine)
FMoH	Federal Ministry of Health (ministère fédéral de la santé du Nigeria)
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
GECF	Forum des pays exportateurs de gaz
GHWA	Global Health Workforce Alliance (alliance mondiale pour les personnels de santé)
GCPEA	Global Coalition to Protect Education from Attack (coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques)
IDMC	Internal Displacement Monitoring Centre (centre de suivi des déplacements internes)
IOSR	International Organization of Scientific Research (organisation internationale de la recherche scientifique)
IPC	Integrated Food Security Phase Classification (cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire)
IRC	International Rescue Committee (comité international de secours)
KAN	Aéroport international Mallam Aminu Kano
LGA	Local Government Areas (zones d'administration locale au Nigeria)
LOS	Aéroport international Murtala Muhammed de Lagos
LSETF	Lagos State Employment Trust Fund (fonds fiduciaire pour l'emploi de l'État de Lagos)
LUA	Land Use Act (loi sur l'utilisation des terres)
MAG	Malnutrition aiguë globale
MAS	Malnutrition aiguë sévère
MST	Maladies sexuellement transmissibles
MSO	Ministères, services et organismes [fédéraux]
MEND	Movement for the Emancipation of the Niger Delta (mouvement pour l'émancipation du delta du Niger)
MPME	Micro-, petites et moyennes entreprises
NACA	National Agency for the Control of AIDS (agence nationale de lutte contre le sida)

NACTAL	Network of Civil Society Organizations against Child trafficking, Abuse and Labour (réseau d'organisations de la société civile contre la traite des êtres humains, la maltraitance et le travail des enfants)
NAPTIP	National Agency for Prohibition of Traffic in Persons and Other Related Matters (agence nationale pour l'interdiction de la traite des êtres humains et autres questions connexes)
NASCP	National AIDS and STIs Control Programme (programme national de lutte contre le SIDA et autres MST)
NASFAT	Nasr Allah al-Fatih Society of Nigeria (groupe de prière musulman nigérian)
NDPVF	Niger Delta People's Volunteer Force (corps de volontaires du peuple du delta du Niger)
NEITI	Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative (initiative du Nigeria pour la transparence dans les industries extractives)
NEMA	National Emergency Management Agency (agence nationale de gestion des urgences)
NHIS	National Health Insurance Scheme (régime national d'assurance maladie)
NIFST	Nigerian Institute of Food Science and Technology (institut nigérian des sciences et technologies alimentaires)
NHIS	National Health Insurance Scheme (régime national d'assurance maladie)
NNNGO	Nigeria Network of NGOs (réseau d'ONG du Nigeria)
NOhep	No Hepatitis (mouvement mondial pour l'élimination des hépatites virales)
NYSC	National Youth Service Corps (service national de la jeunesse)
NRC	Norwegian Refugee Council (conseil norvégien pour les réfugiés)
NRM	National Referral Mechanism for Protection and Assistance to Trafficked Persons in Nigeria (mécanisme national d'orientation pour la protection et l'assistance aux victimes de la traite au Nigeria)
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
ODI	Overseas Development Institute (institut de développement outre-mer)
OIT	Organisation internationale du travail
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONU Femmes	Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OEV	Orphelins et enfants vulnérables
PBOF	Pastor Bimbo Odukoya Foundation (fondation Pastor Bimbo Odukoya)
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

PE	Protection de l'enfance
PIB	Produit intérieur brut
PHC	Aéroport international de Port Harcourt
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RCCG	Redeemed Christian Church of God in Nigeria (église chrétienne des rachetés de Dieu au Nigeria)
RHS	Ressources humaines du secteur de la santé
ROSCA	Rotating Savings and Credit Association (association d'épargne et de crédit rotatif)
SAFE	Safe Access to Fuel and Energy (accès en toute sécurité au carburant et à l'énergie)
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SIYB	Start and Improve Your Business (Démarrez et améliorez votre business)
SMEDAN	Small and Medium Enterprises Development Agency of Nigeria (agence de développement des petites et moyennes entreprises du Nigeria)
SSP	Soins de santé primaire
TARV	Traitement antirétroviral
UE	Union européenne
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
US DoS	United States Department of State (ministère américain des affaires étrangères)
VdT	Victime de la traite des êtres humains
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VIH/SIDA	Infection par le virus de l'immunodéficience humaine et syndrome d'immunodéficience acquise
VS	Violence à caractère sexiste
WACOL	Women Aid Collective (collectif d'aide aux femmes)
WASH	Water, Sanitation and Hygiene (eau, assainissement et hygiène)
WOTCLEF	Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation (fondation pour l'élimination de la traite des femmes et du travail des enfants)
YouWiN	Youth Enterprise with Innovation in Nigeria (programme axé sur la création d'emplois par l'encouragement de l'esprit d'entreprise chez les jeunes)

Introduction

Le présent rapport a été rédigé par des membres du personnel du département « COI », dédié à l'information sur les pays d'origine, du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO).

Cette publication vise à fournir des informations sur les indicateurs socio-économiques clés du Nigeria. Il s'agit d'informations pertinentes aux fins de la détermination du statut de protection internationale (détermination du statut de la protection, statut de réfugié et protection subsidiaire). Les termes de référence du présent rapport sont présentés à l'[annexe 2](#).

Méthodologie

Définition des termes de référence

La définition des termes de référence pour les indicateurs socio-économiques clés se fonde sur les données relatives au Nigeria, compte tenu d'une enquête menée auprès tous les États membres avant l'élaboration desdits termes, que les résultats de cette enquête ont permis d'affiner.

Il a été décidé de concentrer les informations des indicateurs socio-économiques clés sur deux grandes villes nigérianes, à savoir Abuja et Lagos, dans la mesure du possible.

Des membres du réseau de spécialistes « COI » de l'EASO pour l'Afrique de l'Ouest et du réseau d'orientation par pays (Country Guidance Network) ont été consultés au sujet des termes de référence qui ont été finalisés en mars 2018 lors d'une réunion préparatoire en tenant compte de toutes les contributions.

Collecte de l'information

Les informations contenues dans ce rapport résultent d'une analyse documentaire de sources publiques spécialisées, en versions électronique et imprimée, arrêtée au 30 août 2018. À la suite du processus de contrôle de la qualité (voir ci-après), plusieurs informations complémentaires ont été ajoutées pour donner suite aux observations formulées lors des différentes révisions effectuées jusqu'au 4 octobre 2018.

À titre d'indication générale, l'horizon temporel pour la collecte des informations porte sur la période courant à partir de 2015.

Contrôle de la qualité (examen par les pairs et examen externe)

Afin de s'assurer que les auteurs ont respecté la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine, les spécialistes « COI » des pays et les organisations cités en tant que réviseurs à la section « [Remerciements](#) » ont procédé à une relecture. Le présent rapport a également été relu par ACCORD (centre autrichien de recherche et de conseil en recherche documentaire sur les pays d'origine et l'asile). L'EASO a effectué le dernier contrôle de qualité et a rédigé le texte. Tous les commentaires formulés par les réviseurs ont été pris en considération et la plupart d'entre eux ont été intégrés dans la version finale du présent rapport.

Structure et utilisation du présent rapport

Le rapport comporte deux grandes sections, après une brève présentation générale du Nigeria au premier chapitre.

Le deuxième chapitre fournit des informations relatives aux indicateurs socio-économiques clés :

- démographie;
- croissance économique;
- emploi;
- pauvreté;
- sécurité alimentaire;
- logement et conditions de vie;
- éducation;
- soins de santé;
- réseaux sociaux et mécanismes de soutien.

Dans la mesure des informations disponibles, l'accent est mis principalement sur la situation à Abuja et à Lagos, ainsi que sur la situation socio-économique des femmes, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des personnes rapatriées.

Le troisième chapitre apporte des précisions sur la mobilité et sur les possibilités de déplacement dans le pays.

Parallèlement au présent document, l'EASO a publié des rapports sur la [situation sécuritaire](#), les [acteurs de la protection](#) et le [ciblage d'individus](#) au Nigeria. Toutes ces publications ont paru en novembre 2018 et sont à la disposition du public sur le portail « COI » de l'EASO². Lorsque cela s'avère opportun, elles sont citées dans le présent rapport à titre de références complémentaires à consulter pour des informations plus détaillées.

² EASO COI report Nigeria, Targeting of individuals, November 2018, [url](#); EASO, COI report Nigeria, Actors of Protection, November 2018, [url](#); EASO, COI report Nigeria, Security situation, November 2018, [url](#)

Carte



Carte 1: © Nations unies³

³ UN, Map No 4228, August 2014, [url](#)

1. Présentation générale du Nigeria

Le Nigeria est une république fédérale dotée d'un régime présidentiel. Le pays est divisé en 36 États, en plus du territoire de la capitale fédérale (Federal Capital Territory, FCT) Abuja⁴. Lesdits États et FCT se répartissent en six zones géopolitiques (voir la carte ci-après):

- le Centre-Nord (sept États: Niger, Kogi, Benue, Plateau, Nas(s)arawa, Kwara et FCT),
- le Nord-Est (six États: Bauchi, Borno, Taraba, Adamawa, Gombe et Yobe),
- le Nord-Ouest (sept États: Zamfara, Sokoto, Kaduna, Kebbi, Katsina, Kano et Jigawa),
- le Sud-Est (cinq États: Enugu, Imo, Ebonyi, Abia et Anambra),
- le Sud-Sud (six États: Bayelsa, Akwa Ibom, Edo, Rivers, Cross River et Delta),
- et le Sud-Ouest (six États: Oyo, Ekiti, Osun, Ondo, Lagos et Ogun).



Carte 2: @DFAT 2018⁵

⁴ CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, [url](#)

⁵ Australia, DFAT: Country Information Report Nigeria, 9 March 2018, [url](#), p. 2

Avec une population estimée à 193 millions d'habitants (données de 2016), le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique⁶. Son taux de croissance démographique est de 2,61 %. Sa superficie totale étant de 923 768 km², la densité de population est de 212 hab./km²⁷.

Le Nigeria comporte une grande variété de groupes ethniques et de langues. Il abrite plus de 250 ethnies, dont les plus représentées sont les suivantes: Haoussa/Fulani (29 %), Yoruba (21 %), Igbo ou Ibo (18 %), Ijaw (10 %), Kanuri (4 %), Ibibio (3,5 %), Tiv (2,5 %)⁸ et Edo/Bini (2 %)⁹. Les langues principalement parlées (parmi les 519 langues vivantes du pays) sont l'anglais, l'anglais pidgin, le haoussa, le yoruba, l'igbo, le fulani et l'ijaw¹⁰.

Dans le nord, les principaux groupes ethniques sont les Haoussa et les Fulani, aux côtés de plusieurs autres groupes tels que les Kanuri (dans le nord-est). La région appelée Middle Belt (« ceinture centrale ») est composée de groupes moins importants, distincts mais apparentés. Dans le sud du pays se trouvent des locuteurs du yoruba (vers l'ouest) et de l'igbo (vers l'est). Les Ijaws constituent la principale ethnie du delta du Niger, bien qu'il s'y trouve un certain nombre d'autres groupes ethniques plus petits¹¹. Les six zones et les principaux groupes ethniques figurent sur la carte présentée ci-avant.

L'appartenance religieuse de la population se répartit presque également entre chrétiens et musulmans (sunnites). D'après une étude réalisée en 2010, la population comptait alors 48,8 % de musulmans et 49,3 % de chrétiens, contre un pourcentage de 1,9 % regroupant les adeptes de religions autochtones et les personnes sans appartenance religieuse¹².

L'économie repose en grande partie sur l'agriculture, sur le commerce et sur la production de pétrole¹³.

⁶ Nigeria, NBS, Population of Nigeria 2016, available at: [url](#)

⁷ World Population Review, Nigeria population 2018 (estimate), n.d., [url](#)

⁸ CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, [url](#); Worldatlas, Largest Ethnic Groups in Nigeria, 25 April 2017, [url](#)

⁹ Encyclopaedia Britannica, Edo People, 29 August 2018, [url](#)

¹⁰ Ethnologue, Nigeria, Languages, n.d., [url](#)

¹¹ Minority Rights Group International, Nigeria, updated January 2018, [url](#)

¹² Pew Research Centre, Global Religious Futures Projects – Nigeria, 2010, [url](#). Le «World Factbook» de la CIA donne les pourcentages suivants: musulmans (50 %), chrétiens (40 %), adeptes de croyances autochtones (10 %). CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, [url](#)

¹³ CIA Factbook – Nigeria, last updated 18 September 2018, [url](#)

2. Indicateurs de performance clés

Le présent chapitre dresse un état des lieux de la situation socio-économique générale du Nigeria et met en lumière, s'il y a lieu, les différences régionales. La situation dans les villes d'Abuja et de Lagos est évoquée en particulier dans la mesure des informations disponibles. De même, l'accent est principalement mis sur la situation socio-économique des femmes, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des personnes rapatriées, dans la mesure des informations disponibles.

2.1 Démographie

Selon les estimations, le Nigeria abrite 193 millions d'habitants (données de 2016¹⁴), soit environ 47 % de la population de l'Afrique de l'Ouest. C'est un pays « multiethnique et culturellement diversifié¹⁵ ». Le rapport de masculinité est estimé à 102,7 hommes pour 100 femmes (données de 2017)¹⁶ et le taux de croissance démographique était de 2,6 % en 2016¹⁷. Le taux de fécondité se situe à 5,7 naissances vivantes par femme, tandis que la mortalité infantile, en baisse d'après les données qui s'y rapportent, s'établit à 76,3 cas pour 1 000 naissances vivantes (données de 2015). L'espérance de vie à la naissance est de 52,6 ans pour les femmes, contre 51,2 ans pour les hommes (données de 2015)¹⁸.

Sur le plan de l'éducation, le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est de 92,8 % chez les filles, contre 94,5 % chez les garçons (données de 2013). Les chiffres observés sont nettement inférieurs dans l'enseignement secondaire, où ils s'établissent respectivement à 53,5 % et 57,8 % (données de 2013), et encore plus faibles dans l'enseignement supérieur qui accueille 8,3 jeunes femmes sur 100 et 11,8 jeunes hommes sur 100 (données de 2011)¹⁹. Le taux global de scolarisation s'élève à 70 % dans les régions méridionales, contre 30 % dans le nord²⁰.

D'après la Banque mondiale, le produit intérieur brut (PIB) du Nigeria était de 1 968,6 dollars des États-Unis (USD) par habitant en 2017²¹.

Le pays est confronté à des inégalités croissantes de revenus et d'opportunités, principalement en raison d'un manque généralisé de possibilités d'emploi, des disparités entre le nord et le sud et de la situation sécuritaire dont pâtit la croissance économique de la région du nord-est, conduisant un nombre considérable de Nigériens à vivre dans la pauvreté²². Néanmoins, d'après l'indice de transformation 2018 de la fondation Bertelsmann Stiftung (Bertelsmann Stiftung's Transformation Index, BTI), la « classe moyenne [nigériane] [...] constitue un groupe jouissant du pouvoir d'achat et de consommation le plus élevé d'Afrique »²³.

Les femmes ayant un niveau d'études secondaires ou supérieures ont accès aux secteurs public et privé et les discriminations à caractère sexiste ont diminué au sein des couches sociales moyennes et

¹⁴ Nigeria, NBS, Population of Nigeria 2016, available at: [url](#)

¹⁵ World Bank (The), Nigeria Overview, last updated 12 December 2017, [url](#). Pour de plus amples informations sur les groupes ethniques, consulter EASO COI report Nigeria, Targeting of individuals November 2018, [url](#)

¹⁶ UN Data, Country Profiles, General Information, 2017, [url](#)

¹⁷ World Bank (The), Nigeria, Country Profile, n.d., [url](#)

¹⁸ UN Data, Country Profiles, Social Indicators, 2017 [url](#)

¹⁹ UN Data, Country Profiles, Social Indicators, 2017, [url](#)

²⁰ Bertelsmann Stiftung, BTI 2018, Nigeria Country Report, Welfare Regime, Equal Opportunity, 2018, [url](#)

²¹ World Bank (The), GDP per capita (current US\$), data for 2017, [url](#)

²² World Bank (The), Nigeria Overview, last updated 12 December 2017, [url](#)

²³ Bertelsmann Stiftung, BTI 2018, Nigeria Country Report, Level of Socioeconomic Development, 2018, [url](#)

plus élevées. Les femmes constituent 42,4 % des effectifs des organismes publics. Cependant, elles ne jouent pratiquement aucun rôle politique au niveau des instances étatiques et des collectivités locales, et encore moins au niveau communautaire²⁴.

L'indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) - qui permet d'évaluer l'espérance de vie - le niveau d'éducation et le niveau de vie, place le Nigeria au 157^{ème} rang sur 189 pays, soit dans la catégorie « développement humain faible »²⁵.

2.2 Croissance économique

Les données de 2018 du BTI ont révélé qu'au cours de la période d'évaluation (de février 2015 à janvier 2017), près de 80 % des plus de 175 millions de Nigériens vivaient avec moins de 2 USD par jour²⁶. « L'excessive dépendance [du pays] [...] à l'égard du pétrole en tant que source de revenu²⁷ a déclenché la crise économique de 2015-2016, en raison de deux facteurs principaux : une forte baisse du prix du pétrole sur les marchés internationaux (-60 %) et une diminution de la production interne de pétrole (conséquence des activités des groupes militants dans le delta du Niger. »²⁸ En 2016, le naira (NGN), monnaie nationale, a connu une dévaluation de 50 %²⁹. Selon une source, ce sont « les longues années de régime militaire, l'échec de la diversification de l'économie jusqu'ici concentrée sur le pétrole brut, ainsi que la corruption endémique » qui ont plongé l'économie nigérienne dans cette conjoncture³⁰.

Au début de l'année 2017, le gouvernement a annoncé un nouveau plan de réforme économique (Economic Recovery & Growth Plan, ERGP) pour la période 2017-2020. Il comporte trois grands objectifs : « 1) rétablir la croissance, 2) investir dans la population et 3) mettre en place une économie compétitive sur le plan mondial »³¹.

Selon la fondation Bertelsmann Stiftung, le système politique doit faire face à des « problèmes relatifs à la cohérence étatique, à l'efficacité institutionnelle du gouvernement, à la sécurité intérieure, aux modèles de représentation et attitudes démocratiques, au respect de l'État de droit et à la réforme économique »³².

Au cours de l'année 2017, l'économie nigérienne a connu des difficultés de nature diverse, notamment des taux de croissance économique nuls, une gestion médiocre des affaires économiques et financières, ainsi que des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes³³. La crise a touché la plupart des secteurs de la société, causant d'importantes compressions budgétaires dans des domaines essentiels comme l'éducation³⁴ et les soins de santé³⁵.

En novembre 2017, la Banque mondiale a annoncé qu'en dépit de cette situation difficile, « l'économie nigérienne montre des signes de reprise » grâce à « une amélioration de la production pétrolière, à une production convenable dans les secteurs agricole et non pétrolier, et aux effets

²⁴ Bertelsmann Stiftung, BTI 2018, Nigeria Country Report, Level of Socioeconomic Development, 2018, [url](#)

²⁵ UNDP, Human Development Report 2016, [2017], [url](#), pp. 1-2.

²⁶ Bertelsmann Stiftung, BTI 2018, Nigeria Country Report, Level of Socioeconomic Development, 2018, [url](#)

²⁷ Kale, A., et al, Economic Recession in Nigeria: Implications for Nursing Education and Practice, (Mar. - Apr. 2017), [url](#)

²⁸ Sahara Reporters, Worst Economic Crisis in 25 Years, 5 October 2016, [url](#). For more information on the Niger Delta militant groups, see EASO COI report Nigeria, Targeting of individuals November 2018, [url](#)

²⁹ UNDP, UNDP Nigeria Annual report, 2016, [url](#), p. 1.

³⁰ This Day, Economic Crisis, How Nigeria Failed to Learn from History, 4 May 2016, [url](#)

³¹ Nigeria, Ministry of Budget & National Planning, Economic Recovery & Growth Plan 2017-2020, February 2017, [url](#)

³² Bertelsmann Stiftung, BTI 2018, Nigeria Country Report, Executive Summary, 2018, [url](#)

³³ Bertelsmann Stiftung, BTI 2018, Nigeria Country Report, Executive Summary, 2018, [url](#)

³⁴ Yenle, M. S., The Effects Of Economic Recession On Education In Nigeria, 15 December 2017, [url](#), pp. 504-505.

³⁵ Kale, A. et al, Economic Recession in Nigeria (Mar. - Apr. 2017), [url](#), pp. 56-59; Afolabi, B.M., Predictable Impact of Current Economic Recession on the Spread and Severity of Diseases in African Countries, 21 April 2017, [url](#), 3:1

positifs d'une plus grande disponibilité des devises étrangères sur l'ensemble des activités du secteur privé »³⁶.

La géographie de la croissance économique au Nigeria est très différente d'une zone à l'autre. La zone Centre-Nord est considérée par le PNUD comme étant « la zone géopolitique la plus économiquement sûre », contrairement au Sud-Sud. Si elle offre des terres fertiles se prêtant à l'exploitation agricole (facteur qui pourrait accroître l'emploi), la population ne se sent pas pour autant en sécurité sur le plan économique, car souvent elle n'est pas qualifiée pour travailler dans l'industrie pétrolière locale. Le Nord-Est est la région la plus fragile économiquement pour la population, notamment en raison de l'activité des groupes insurgés. En général, la population des zones rurales (qui vit de la terre et du petit commerce) se sent plus en sécurité sur le plan économique que celle des milieux urbains³⁷.

2.2.1 Pétrole

Le Nigeria est l'un des 15 pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)³⁸ et le plus grand exportateur africain de pétrole. Possédant également les plus grandes réserves de gaz naturel d'Afrique³⁹, il est membre du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), organisation gouvernementale internationale (12 pays membres, 7 pays observateurs) qui œuvre à renforcer la coordination et la collaboration entre ses membres⁴⁰.

En 2017, la part des pays de l'OPEP dans les exportations mondiales de pétrole brut s'élevait à 55,55 %. La part du Nigeria dans les exportations des pays de l'OPEP était de 7,28 %, correspondant à 1,81 million de barils exportés par jour⁴¹.

Le ministère nigérian des ressources pétrolières est chargé « de l'articulation, de la mise en œuvre et de la réglementation des politiques dans le secteur du pétrole et du gaz » et veille au respect de la législation par les opérateurs dudit secteur⁴². En juillet 2017, il a rendu publique sa politique nationale sur le pétrole pour la période 2017-2020, destinée à faire face à la crise du secteur⁴³. Précédemment, en juin, le gouvernement avait communiqué sa politique nationale sur le gaz⁴⁴.

L'initiative du Nigeria pour la transparence dans les industries extractives (Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative, NEITI) est l'organisme du gouvernement fédéral chargé de « promouvoir la transparence et la responsabilité dans les industries extractives du pays afin de favoriser un développement socio-économique durable et une bonne gouvernance d'entreprise, sur la base des principes et concepts de l'initiative mondiale pour la transparence dans les industries extractives (EITI) »⁴⁵.

Les ventes de pétrole du pays constituent la principale source de revenus du gouvernement⁴⁶. Selon l'OPEP, « le secteur pétrolier et gazier [du Nigeria] représente environ 10 % du produit intérieur brut et les recettes d'exportation du pétrole représentent plus de 83 % du total des recettes d'exportation »⁴⁷. Les réserves nigérianes de pétrole et de gaz sont les plus importantes d'Afrique subsaharienne;

³⁶ World Bank (The), Nigeria Economic Update, 21 November 2017, [url](#)

³⁷ UNDP, National Human Development Report, 2015, December 2015, [url](#), pp. XIV-XV

³⁸ OPEC, Nigeria facts and figures, [2017], [url](#)

³⁹ World Bank (The), Nigeria Overview, last updated 12 December 2017, [url](#)

⁴⁰ GECF, GECF Overview, n.d., [url](#)

⁴¹ OPEC, Oil Trade, OPEC Crude Exports, Nigeria, 2018, [url](#)

⁴² Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, About, n.d., [url](#)

⁴³ Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, National Petroleum Policy, 2017, [url](#), pp. 14-18

⁴⁴ Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, National Gas Policy, 28 June 2017, [url](#)

⁴⁵ NEITI, Stakeholder Analysis and Mapping Report, Introduction, June 2017, [url](#)

⁴⁶ Natural Resource Governance Institute, Inside NNPC Oil Sales: A Case for Reform in Nigeria, August 2015, [url](#), p. 20

⁴⁷ OPEC, Nigeria facts and figures, [2017], [url](#)

elles atteignent respectivement 37 milliards de barils de pétrole et 5 000 milliards de mètres cubes de gaz⁴⁸.

Les États nigériens qui produisent du pétrole sont les suivants: Abia, Akwa-Ibom, Bayelsa, Cross River, Delta, Edo, Ondo, Imo et Rivers (tous situés dans la région du delta du Niger), mais aussi Anambra et, plus récemment, l'État de Lagos⁴⁹. Les neuf États producteurs de pétrole du delta du Niger comprennent à eux seuls plus de 800 communautés productrices, plus de 900 puits pétrolières et de nombreuses « installations liées à la production pétrolière »⁵⁰. Selon les informations de 2016 du ministère des ressources pétrolières, sur les 159 gisements de pétrole que compte le pays, 78 se trouvent dans le delta du Niger⁵¹.

La NEITI indique que « les recettes du pétrole et du gaz sont normalement affectées au budget de l'État [...] en fonction de la part de l'État dans chacune des opérations. [...] Les régions productrices de pétrole et de gaz reçoivent 13 % des recettes publiques provenant de la production sur leur territoire. Ces revenus sont répartis selon une formule de répartition (52,68 % pour l'administration centrale, 26,72 % pour les administrations régionales et 20,60 % pour les administrations locales) »⁵².

Bien que 13 % des recettes pétrolières soient directement allouées aux États producteurs de pétrole, la région du delta du Niger connaît « une dégradation massive des infrastructures, une pauvreté généralisée et une dégradation de l'environnement »⁵³.

La corruption et l'irresponsabilité relatives aux revenus pétroliers posent des problèmes majeurs au Nigeria⁵⁴.

Les recettes sont versées directement au budget des États (géré par les gouverneurs des États ou gouverneurs locaux qui, au fil des ans, ont détourné les fonds), plutôt qu'aux communautés locales pour promouvoir le bien-être des populations dans les États producteurs de pétrole. Pour régler ce problème, le ministère des ressources pétrolières a annoncé en 2017 que le « gouvernement fédéral envisage de dépouiller les États du produit des fonds de dérivation à 13 %, de façon à s'assurer que les fonds sont utilisés pour le développement des communautés productrices de pétrole »⁵⁵.

Toutefois, au premier trimestre de 2018, l'allocation de 13 % aux États producteurs de pétrole a augmenté de 149 % par rapport à la même période en 2017. Selon la source, cela s'explique par « la hausse des prix du pétrole brut et l'augmentation de la production de pétrole brut »⁵⁶.

Entre autres raisons, la « chute des prix mondiaux du pétrole brut en 2015 » a amené les recettes pétrolières au niveau le plus bas depuis des années. Selon la NEITI, elles sont passées de 68 442 milliards d'USD en 2011 à 24 791 milliards d'USD en 2015, ce qui représente une baisse de 63,78 %⁵⁷.

Le gouvernement fédéral et les gouvernements des États ont dû faire face à une réduction de leur budget, ce qui a affecté, par exemple, le paiement des salaires des fonctionnaires (dans 27 États sur 36, des « difficultés pour le paiement de leurs salaires » ont été recensées)⁵⁸.

⁴⁸ Natural Resource Governance Institute, Nigeria's Oil and Gas Revenues, December 2017 [url](#), p. 2.

⁴⁹ Vanguard, 13% derivation: Oil-producing states receive N7trn in 18 years, 22 August 2017 [url](#)

⁵⁰ Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, National Petroleum Policy, 2017, [url](#), p. 41

⁵¹ EITI, Nigeria: Mapping the Labyrinth, 13 June 2016, [url](#)

⁵² EITI, Nigeria, Revenue allocation, latest data 2015, [url](#)

⁵³ Vanguard, 13% derivation: Oil-producing states receive N7trn in 18 years, 22 August 2017, [url](#)

⁵⁴ EITI, Nigeria, Overview, latest data 2015, [url](#); Social Action, The Niger Delta and the Politics of Usable Nigerians, [blog], 13 July 2017, [url](#); BBC News, Can Nigeria's president defeat oil industry corruption?, 21 October 2015, [url](#)

⁵⁵ Vanguard, 13% derivation: Oil-producing states receive N7trn in 18 years, 22 August 2017, [url](#)

⁵⁶ Vanguard, Revenue allocation to FG, others rise by 36% to N1.9trn, 2 May 2018, [url](#)

⁵⁷ NEITI, 2015 Oil & Gas Industry Audit Report, Petroleum Revenues in the past Five Years, 27 December 2017, [url](#), p. 29.

⁵⁸ Bloomberg, Nigeria revenue drops to 5-year low as tax, oil income fall, 25 April 2016, [url](#)

L'instabilité dans le delta du Niger due aux vols de pétrole brut et aux activités des groupes militants a été l'une des causes de cette baisse des revenus pétroliers⁵⁹. Pour plus d'informations sur les troubles dans le delta du Niger et sur les activités des groupes militants, consulter le rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO portant sur le ciblage d'individus au Nigeria [[EASO - COI Report - Nigeria - Targeting Individuals](#)] (novembre 2018).

2.2.2 Climat des affaires

Après plusieurs années de déclin, le classement « Doing Business 2018 » du Nigeria selon l'indice de la Banque mondiale (qui mesure la facilité de faire des affaires dans 190 pays⁶⁰) s'est amélioré, le pays s'étant hissé de la 169^{ème} place en 2016⁶¹ à la 145^{ème} place en 2017⁶². Entre 2008 et 2016, il avait perdu 50 places, en passant du 120^{ème} au 170^{ème} rang dudit classement⁶³.

Pour faire face à la récession économique, le gouvernement nigérian a approuvé l'ERGP 2017-2020, ainsi qu'un plan d'action national de 60 jours, comprenant des mesures visant à résoudre les problèmes qui entravent l'économie, notamment en matière de création d'entreprise, de permis de construire, de raccordement à l'électricité, de transfert de propriété, d'obtention de prêts, de paiement des taxes, de commerce transfrontalier et de circulation des personnes à travers les frontières⁶⁴.

Selon le gouvernement nigérian, cet ensemble de mesures vise à rationaliser et à harmoniser les procédures du processus commercial, en luttant contre la corruption généralisée, la « mauvaise gestion » et la bureaucratie, qui entravent la création et le maintien des entreprises dans le pays⁶⁵.

Parallèlement à ces mesures, un nouveau système facilitant la délivrance des visas pour les investisseurs étrangers⁶⁶ et un système de traitement des permis de séjour plus efficace (avec 28 nouveaux bureaux de l'immigration qui devraient ouvrir leurs portes au Nigeria et des permis de travail temporaires délivrés en ligne) devraient renforcer la confiance à l'égard du climat des affaires du pays⁶⁷.

En 2016, 75 380 nouvelles entreprises se sont enregistrées au Nigeria, ce qui représente une augmentation relative par rapport à 2015 (70 441 nouvelles entreprises) et rapproche les chiffres de ceux relevés avant la crise de 2014-2015 (81 144 en 2012 et 74 391 en 2013)⁶⁸. Selon les données

⁵⁹ NEITI, 2015 Oil & Gas Industry Audit Report, Petroleum Revenues in the past Five Years, 27 December 2017, [url](#), p. 29; DW, Niger Delta: Nigeria's oil-rich powder keg, 14 January 2017, [url](#)

⁶⁰ Le classement « Doing Business » de la Banque mondiale ne mesure pas tous les aspects de l'environnement commercial qui sont importants pour les entreprises ou pour les investisseurs, ni tous les facteurs qui influent sur la compétitivité. Il ne mesure pas, par exemple, la sécurité, la stabilité macroéconomique, la corruption, les compétences professionnelles de la population, la qualité sous-jacente des institutions et des infrastructures ou la solidité du système financier. « Doing Business » se concentre sur 11 domaines [création d'entreprise, obtention des permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs minoritaires, paiement des taxes, commerce transfrontalier, exécution des contrats et résolution de l'insolvabilité] dans le but spécifique de mesurer la réglementation et les obligations administratives liées au cycle de vie d'une petite ou moyenne entreprise nationale. World Bank, Doing Business, Common Misconceptions About Doing Business, n.d., [url](#); World Bank Doing Business, About Us, n.d., [url](#)

⁶¹ World Bank Group, Doing Business 2016, The Business Environment, 2016, [url](#), p. 6

⁶² Nigeria, Presidential Enabling Business Environment Council (PEBEC), Nigeria Moves Up 24 Places In The World Bank's 'Doing Business' Rankings, [2018], [url](#); World Bank, Doing Business 2018, Nigeria, [2018], [url](#)

⁶³ Oxford Business Group, Nigeria pushes to improve investment climate, 31 August 2017, [url](#)

⁶⁴ Nigeria, The State House, Economic Recovery and Growth Plan 2017-2020, last updated 29 March 2017, [url](#); Nigeria, PEBEC, Nigeria Moves Up 24 Places In The World Bank's 'Doing Business' Rankings, [2018], [url](#); Deloitte, Regulatory Alert: Nigeria's Business Climate And Ease Of Doing Business Initiatives, [blog], 6 June 2017, [url](#)

⁶⁵ Reuters, Nigeria among most improved countries in World Bank's Ease of Doing Business list, 31 October 2017, [url](#)

⁶⁶ Reuters, Nigeria among most improved countries in World Bank's Ease of Doing Business list, 31 October 2017, [url](#)

⁶⁷ Oxford Business Group, Nigeria pushes to improve investment climate, 31 August 2017, [url](#)

⁶⁸ World Bank (The), New Businesses registered (number), 2008-2016, [2018], [url](#)

disponibles pour 2014, l'endroit où il était alors le moins difficile de démarrer une entreprise était le FCT/Abuja (classé 1^{er} sur 36 États), suivi de près par Lagos au 4^e rang. Dans le même classement, Akure (État d'Ondo) apparaissait au contraire comme la région où la création d'entreprise posait le plus de difficultés⁶⁹. Selon le rapport du Bureau national de statistiques (BNS) sur l'importation de capitaux pour l'ensemble de l'année 2017, les cinq premiers États nigériens ayant enregistré les plus importants investissements d'entreprises étrangères cette année-là étaient Lagos (69,12 % du total), Abuja (28,86 %), puis Akwa Ibom, Ogun et Oyo très loin derrière⁷⁰.

Entre 2016 et 2018, les mesures particulières prises par le gouvernement nigérien ont eu une incidence directe sur le climat des affaires dans le pays. Par exemple, les indicateurs de la Banque mondiale montrent qu'à Lagos et à Kano, les démarches liées à la création d'entreprise, à l'obtention des permis de construire, au transfert de propriété, à l'accès au crédit, au paiement des taxes et à la protection des investisseurs minoritaires sont devenues plus rapides, plus faciles et/ou plus transparentes⁷¹.

M. Geoffrey Onyeama, ministre nigérien des affaires étrangères, « a assuré les investisseurs de l'engagement du gouvernement nigérien à mettre en place un climat d'investissement propice à garantir un rendement élevé »⁷².

À Abuja, des investissements dans les secteurs des minéraux et de l'agriculture sont attendus, le gouvernement ayant fait état d'« efforts pour éliminer les cas d'imposition multiple et tirer parti de la technologie afin d'améliorer [les] processus opérationnels »⁷³.

En 2017, le rythme de mise en œuvre des réformes économiques s'est ralenti en raison de l'absence du président Buhari pendant six mois pour des raisons médicales. En conséquence, « l'environnement économique reste difficile et la population, exaspérée par l'imperceptibilité des progrès en matière de niveau de vie, n'apprécie pas la lenteur des réformes »⁷⁴.

La croissance des entreprises nigérianes est entravée par un « commerce informel en plein essor », dont les activités représentent non moins de 64 % du PIB du pays⁷⁵. « La corruption généralisée, l'insuffisance des infrastructures d'énergie et de transport, les coûts élevés de l'énergie, l'incohérence de l'environnement réglementaire et juridique, l'insécurité, la lenteur et l'inefficacité de la bureaucratie et du système judiciaire, le caractère inadéquat des dispositions en matière de protection des droits de propriété intellectuelle et de leur application, ainsi que l'inefficacité du système d'enregistrement des biens » sont également de graves préoccupations pour le milieu des entreprises au Nigeria⁷⁶.

La direction générale de la coopération internationale et du développement de l'UE (DG DEVCO) estime que le gouvernement nigérien a « entrepris d'importantes réformes en matière de gestion des finances publiques, en particulier pour lutter contre la corruption »⁷⁷.

Le rapport économique établi en mars 2018 par le Fonds monétaire international (FMI) indique que même si l'économie du Nigeria est en croissance (0,8 % en 2017), et ce notamment en raison de la reprise de la production pétrolière, sa situation « reste vulnérable ». Il est précisé que le Nigeria doit

⁶⁹ World Bank Group, Doing Business in Nigeria 2014, September 2014, [url](#), pp. 56-63

⁷⁰ Nigeria, National Bureau of Statistics, Nigerian Capital Importation (Q4 & Full Year 2017), February 2018, [url](#)

⁷¹ World Bank (The), Business reforms in Nigeria DB2008-DB2018, [2018], [url](#)

⁷² Guardian (The), FG committed to favourable investment climate, Onyeama tells investors, 23 September 2017, [url](#)

⁷³ Daily Trust, Abuja is open to business, investors – Minister, 29 September 2017, [url](#)

⁷⁴ Coface, Economic Studies, Nigeria, January 2018, [url](#)

⁷⁵ Chatham House, Nigeria's Booming Borders, 7 December 2015, [url](#)

⁷⁶ US DoS, 2017 Investment Climate Statements, 29 June 2017, [url](#)

⁷⁷ EC, International Cooperation and Development, Nigeria, Overview, last update 25 June 2018, [url](#)

continuer à mettre en œuvre les réformes, afin de commencer à renforcer les secteurs « non agricoles et non pétroliers », de réduire le chômage et de stabiliser le secteur bancaire, entre autres⁷⁸.

2.3 Emploi

2.3.1 Données sur le chômage

Au troisième trimestre de 2017, le taux de chômage global au Nigeria était de 18,8 %. Cela représente une hausse de cinq points de pourcentage par rapport à la même période en 2016 (13,88 %)⁷⁹. Le tableau suivant montre la tendance à la hausse du chômage global dans le pays entre le deuxième trimestre de 2016 et le troisième trimestre de 2017 (données les plus récentes publiées par le BNS)⁸⁰.

Taux de chômage sur le marché du travail (en %)

2016 T2	2016 T3	2016 T4	2017 T1	2017 T2	2017 T3
13,30	13,88	14,20	14,40	16,20	18,80

En 2014, le BNS a modifié la méthodologie utilisée pour évaluer les données sur l'emploi et le chômage, délaissant le critère de 40 heures par semaine pour celui de 20 heures par semaine, dans le but de représenter la main-d'œuvre informelle dans le pays⁸¹. Voici la classification actuelle permettant d'évaluer les taux d'emploi et de chômage au Nigeria:

- sans emploi : personne travaillant moins de 20 heures par semaine ou ne travaillant pas;
- en sous-emploi : personne travaillant de 20 à 39 heures par semaine ou occupant un emploi sans rapport avec ses compétences et qualifications;
- en emploi : personne travaillant au moins 40 heures par semaine⁸².

Quand cette nouvelle classification n'est pas utilisée, le taux de chômage dans le pays peut atteindre 32,2 % au premier trimestre de 2016 (au lieu des 12,1 % réels pour cette période de référence)⁸³.

Selon le PNUD, le Nigeria est confronté à une recrudescence du chômage, dont le taux est passé de 3,5 % en 2006 à 13,9 % en 2016 (T3)⁸⁴. Le groupe le plus touché est celui des jeunes⁸⁵ : au cours de la période considérée, 20 millions de jeunes Nigériens sont entrés sur le marché du travail, mais nombreux sont ceux parmi eux qui n'ont pas trouvé d'emploi. Les statistiques montrent que le chômage des jeunes a doublé entre 2006 (12,7 %) et 2011 (23,9 %). Le PNUD ajoute qu'au premier trimestre de 2016, le nombre de jeunes actifs était estimé à 38,2 millions, parmi lesquels 15,2 millions

⁷⁸ IMF, IMF Staff Country Reports, Nigeria: 2018 Article IV, 7 March 2018, [url](#), pp. 1-3

⁷⁹ Nigeria, NBS, Key Statistics, Labour Markets, Unemployment rate, [2018], [url](#)

⁸⁰ Nigeria, NBS, Key Statistics, Labour Markets, Unemployment rate, [2018], [url](#)

⁸¹ Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, The Labour Market and Unemployment Situation in Nigeria, 9 March 2018, [url](#), p. 8; Nigeria, NBS, Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), January 2018 [url](#); Africa Check, Is Nigeria's unemployment rate 18.8%, as widely tweeted?, 7 March 2018, [url](#)

⁸² Nigeria, National Bureau of Statistics, Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), January 2018 [url](#), p. 1

⁸³ Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, The Labour Market and Unemployment Situation in Nigeria, 9 March 2018, available at: [url](#), p. 8

⁸⁴ UNDP, National Human Development Report 2016, 12 May 2016, [url](#), p. 11

⁸⁵ Bertelsmann Stiftung, BTI 2018, Nigeria Country Report, Executive Summary, 2018, [url](#); UNDP, National Human Development Report 2016, 12 May 2016, [url](#); Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, The Labour Market and Unemployment Situation in Nigeria, 9 March 2018, [url](#), p. 8

ou 42,24 % de chômeurs. La situation a donné lieu à un accroissement du niveau de pauvreté dans le pays, porté à près de 60 % en moyenne et à 65,3 % chez les jeunes⁸⁶.

Au troisième trimestre de 2017, les États de Jigawa, Rivers et Kaduna affichaient les taux de chômage et de sous-emploi les plus élevés du pays (62,4 %, 61,4 % et 58,6 %, respectivement); Lagos (32,7 %) et Abuja/FCT (32,5 %) se situaient dans le bas du classement⁸⁷.

Le gouvernement nigérian a lancé sa politique nationale de l'emploi, qui définit une stratégie pour lutter contre le chômage généralisé. Ladite politique met l'accent sur « la redynamisation du secteur privé, la transformation de l'agriculture, la mise en place et l'entretien d'infrastructures physiques, l'amélioration de l'accès au marché pour les entreprises privées et la disponibilité de facilités de crédit »⁸⁸.

La politique nationale de l'emploi reconnaît qu'il y a encore dans le pays une main-d'œuvre importante, dont les revenus sont cependant « insuffisants pour constituer un solide rempart contre la pauvreté »⁸⁹.

La main-d'œuvre qualifiée y est rare, en raison de « systèmes éducatifs inadéquats, de possibilités d'emploi limitées et de la migration des Nigériens instruits vers d'autres pays, notamment le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Afrique du Sud »⁹⁰.

2.3.2 Emploi formel et informel (secteurs particuliers)

Sur une population active comptant 85,08 millions de personnes au troisième trimestre de 2017, 77,55 millions de Nigériens exerçaient une forme quelconque d'activité économique pendant au moins une heure par semaine. Selon le BNS, voici comment la main-d'œuvre du pays est répartie :

Nombre de travailleurs	Heures de travail par semaine
8,46 millions	1-19 heures
18,02 millions	20-39 heures
51,06 millions	40 heures et plus
7,53 millions	au chômage ⁹¹

Les données officielles des Nations unies sur l'emploi (2017) indiquent que 27,9 % de la population travaillaient dans l'agriculture, 14,7 % dans l'industrie et 57,4 % dans les services. Malgré la baisse du nombre de travailleurs dans le secteur agricole (19,1 points de pourcentage depuis 2005)⁹², la capacité d'emploi dans le secteur formel reste faible, d'où le fait que « près des trois quarts des Nigériens travaillent dans les secteurs informel et agricole ou sont au chômage »⁹³.

⁸⁶ UNDP, National Human Development Report 2016, 12 May 2016 [url](#), p. 11

⁸⁷ Africa Check, Is Nigeria's unemployment rate 18.8%, as widely tweeted?, 7 March 2018, [url](#)

⁸⁸ Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, 9 March 2018, available at: [url](#)

⁸⁹ Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, 9 March 2018, [url](#)

⁹⁰ US DoS, 2017 Investment Climate Statements, 29 June 2017, [url](#)

⁹¹ Nigeria, National Bureau of Statistics, Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), Key Highlights, January 2018, [url](#), p. 1

⁹² UN Data, Country Profiles, Economic indicators, 2017, [url](#)

⁹³ US DoS, 2017 Investment Climate Statements, 29 June 2017, [url](#)

Les principaux secteurs économiques contribuant au PIB du pays sont l'agriculture (22,0 %) et le commerce (18,6 %), suivis par l'information et la communication (10,1 %), l'industrie manufacturière (8,5 %), les industries extractives (8,5 %) et l'immobilier (7,7 %)⁹⁴.

Plus de la moitié (55 %) de l'ensemble des travailleurs masculins travaillent dans l'agriculture, contre 36,2 % de l'ensemble des femmes en activité⁹⁵.

Le rapport du BNS pour le troisième trimestre de 2017 fournit des informations concernant l'emploi formel, par secteur et par sexe. Sur les 77 551 429 Nigériens (hommes et femmes) « en emploi », plus de 37 millions travaillent dans le secteur agricole, contre près de 11 millions dans le commerce, et les autres dans les services⁹⁶.

L'augmentation du chômage incite de nombreuses personnes à se tourner vers le secteur informel (ou « économie souterraine »), qui n'est ni surveillé, ni taxé par le gouvernement⁹⁷.

Les principales caractéristiques du secteur informel sont « l'absence de protection et de reconnaissance officielles, l'absence de couverture par la législation sur le salaire minimum et par le système de sécurité sociale, la prédominance du travail indépendant et à son propre compte, l'absence d'organisation syndicale, les faibles revenus et salaires, la faible sécurité d'emploi, ainsi que l'absence d'avantages extrasalariaux de source institutionnelle »⁹⁸.

Selon le FMI, les entreprises informelles représentent jusqu'à 65 % du PIB du pays⁹⁹. Les entreprises familiales non déclarées, le commerce ambulant, le travail domestique et les « activités officieuses des entreprises déclarées » sont quelques exemples des types d'activités que les Nigériens exercent dans le secteur informel¹⁰⁰.

En 2016, l'État de Lagos a créé le fonds fiduciaire pour l'emploi de l'État de Lagos (Lagos State Employment Trust Fund, LSETF) afin « d'apporter un soutien financier [à ses] résidents, de favoriser la création d'emplois et de richesses et de lutter contre le chômage »¹⁰¹. Parrainé par le PNUD¹⁰², le LSETF promeut et dispense des formations gratuites dans six domaines professionnels, à savoir, la construction, le divertissement, la confection, les soins de santé, l'hôtellerie et le tourisme, ainsi que la fabrication¹⁰³; elles sont organisées au sein de 14 centres de formation répartis sur l'ensemble du territoire de l'État¹⁰⁴.

Pour accéder à ces formations, les candidats doivent être âgés de 18 à 35 ans, être titulaires d'au moins un diplôme d'études secondaires de premier cycle, être au chômage et résider dans l'État de Lagos. Les demandes s'effectuent en ligne¹⁰⁵. Au 1^{er} octobre 2018, depuis la création du fonds, 2 867 étudiants (dont 50 % d'hommes et 50 % de femmes) avaient ainsi obtenu une certification professionnelle¹⁰⁶. Aucune information n'a été trouvée concernant les possibilités réelles d'insertion professionnelle des personnes formées.

⁹⁴ Nigeria, Nigeria Data Portal, Gross Domestic Product by Activity Sector, Q4 2017, [url](#)

⁹⁵ Nigeria, NBS, Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), [url](#); Labour Force Statistics: Employment by Sector Report Q3 2017, Agriculture, All=Employment+Unemployed (<20hrs), January 2018, [url](#), p. 44

⁹⁶ Nigeria, NBS, Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), January 2018, [url](#), pp. 29, 209, 569

⁹⁷ Economic Confidential, Nigeria's Shadow Economy, 10 January 2018, [url](#)

⁹⁸ Economic Confidential, Nigeria's Shadow Economy, 10 January 2018, [url](#)

⁹⁹ IMFBlog, Chart of the Week: The Potential for Growth and Africa's Informal Economy, 8 August 2017, [url](#)

¹⁰⁰ Economic Confidential, Nigeria's Shadow Economy, 10 January 2018, [url](#)

¹⁰¹ Lagos State Employability Support Project (LSESP), What is LSETF?, n.d. [url](#)

¹⁰² LSESP, Employability Support Project, FAQs, n.d., [url](#)

¹⁰³ LSESP, Training, n.d., [url](#)

¹⁰⁴ LSESP, Vocational Training Centres, n.d., [url](#)

¹⁰⁵ LSESP, Employability Support Project, FAQs, n.d., [url](#)

¹⁰⁶ LSESP, LSESP Overview, n.d., [url](#)

En 2017, le LSETF a annoncé un projet visant à créer un million d'emplois dans tout l'État, grâce à de petits prêts accordés par des organismes de microfinancement et des banques commerciales à 100 000 micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) éligibles. Les bénéficiaires sont de petits entrepreneurs comme « les coiffeurs, les petites commerçantes, les disc-jockeys, les pâtisseries à domicile, les créateurs de mode, les maçons, les fabricants de bougies, les fabricants de sachets d'eau potable et les vendeurs d'huile de noix de coco pour cheveux et de produits de beauté ». Les demandes se font sans frais, soit en ligne, soit dans l'un des 20 bureaux de liaison des zones d'administration locale de l'État de Lagos¹⁰⁷.

À Abuja, l'Abuja Enterprise Agency (AEA), organisation du FCT, encourage « le développement des PME et la réduction de la pauvreté ». Elle se consacre à « la fourniture d'excellents services de soutien par la mise en place de programmes et activités pertinents pour le démarrage et le développement des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) »¹⁰⁸.

Aucune information n'a été trouvée concernant les résultats du programme LSETF ni sur les actions entreprises par l'AEA.

2.3.3 Emploi chez certaines catégories (femmes, jeunes, PDI)

Femmes

Au troisième trimestre de 2017, la population active nigériane comptait 63,56 % d'hommes (soit 49,19 millions) contre 36,44 % de femmes (soit 28,26 millions). En chiffres absolus, les travailleurs à temps plein de sexe masculin (34,85 millions) représentaient plus de deux fois le nombre de travailleuses à temps plein (16,21 millions)¹⁰⁹.

Dans le rapport statistique 2017 du BNS sur les femmes et les hommes au Nigeria, il est indiqué ceci :

« [L]es femmes représentent environ la moitié de la population nigériane et donc potentiellement la moitié de la main-d'œuvre. Le groupe qu'elles constituent assume une charge de travail égale, si ce n'est supérieure, à celle des hommes. Toutefois, les types d'activités qu'elles exercent, les conditions dans lesquelles elles travaillent et leur accès aux possibilités d'avancement diffèrent de ceux des hommes. Par rapport à ces derniers, les femmes sont souvent désavantagées en ce qui concerne l'accès aux possibilités d'emploi et les conditions de travail; en outre, elles sont nombreuses à renoncer à leur activité ou à la réduire en raison de responsabilités familiales »¹¹⁰.

Par ailleurs, la Banque mondiale affirme que l'accès à la scolarisation et à l'emploi est plus difficile pour les femmes. En 2011, 17 millions de Nigériennes adultes, en particulier celles dont le niveau d'instruction était faible, ne travaillaient pas ou ne suivaient pas d'études. Celles qui exercent une activité sont plus susceptibles de se trouver dans des secteurs sous-rémunérés, tels que l'agriculture ou l'entretien ménager. À niveau d'instruction égal et à expérience égale, les femmes gagnent moins que les hommes¹¹¹.

Dans la fonction publique d'État, les femmes sont moins représentées, tant aux postes à responsabilité qu'aux postes subalternes. Entre 2010 et 2015, elles constituaient 38,16 % des effectifs, face à une majorité d'hommes (68,84 %). Dans les ministères, services et organismes fédéraux, le constat était

¹⁰⁷ Guardian (The), Lagos State Employment Trust Fund targets 1m jobs, 4 April 2017, [url](#)

¹⁰⁸ Abuja Enterprise Agency (AEA), Who we are, n.d., [url](#)

¹⁰⁹ Nigeria, NBS, Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), January 2018, [url](#), p. 11

¹¹⁰ Nigeria, NBS, Statistical Report on Women and Men in Nigeria 2017, February 2018, [url](#), p. 24

¹¹¹ World Bank [blog], The work of women in Nigeria, 15 March 2016, [url](#)

le même, les femmes occupant moins de 42 % des emplois entre 2014 et 2016¹¹². L'agriculture rassemble 36,24 % de la main-d'œuvre féminine, c'est-à-dire 10,24 millions de femmes¹¹³.

Le programme « Public Works for Women and Youth Empowerment » (travaux publics pour l'autonomisation des femmes et des jeunes) vise à employer 370 000 jeunes par an, avec un quota de 30 % d'emplois spécifiquement réservés aux femmes¹¹⁴.

Une majorité disproportionnée d'emplois sont occupés par des hommes dans la plupart des domaines. Ceux qui emploient plus de femmes que d'hommes font figure d'exception. Il s'agit du commerce (deuxième secteur d'emploi/travail indépendant/sous-emploi au Nigeria, par ordre d'importance), des services d'hébergement et de restauration, ainsi que des services sociaux et de santé humaine¹¹⁵.

M^{me} Monique Newiak, économiste au FMI, indique qu'au Nigeria, l'écart entre les sexes « est relativement élevé par rapport aux pays comparables »; bien qu'il y existe des lois qui accordent des droits égaux aux femmes et aux hommes, l'inégalité entre les sexes subsiste et est attribuable à des différences en matière de niveau d'instruction ou d'accès aux services financiers ou de santé. Selon la même source, les femmes « participent davantage à l'économie informelle » et sont « plus susceptibles de travailler dans l'agriculture ou dans un environnement moins productif ». Le FMI note également que les femmes sont bien moins représentées en politique (moins de 6 % des sièges au parlement) et dans le milieu des affaires, où « moins d'une entreprise sur six appartient à une femme, recueille une participation féminine ou comporte des postes de direction occupés par des femmes »¹¹⁶.

Jeunes

La population nigériane compte 70 % de personnes de moins de 30 ans¹¹⁷. Le Nigeria a connu une croissance démographique estimée à 3,2 % en 2016¹¹⁸, puis à 2,6 % en 2017, en moyenne¹¹⁹. Dans ce pays le plus peuplé d'Afrique, avec plus de 198 millions d'habitants d'après les estimations¹²⁰, la croissance de la population (entraînant un afflux sur le marché du travail) se traduit par une augmentation du nombre de chômeurs¹²¹.

Les données du premier trimestre de 2016 montrent que le taux de chômage des jeunes reste le plus élevé du pays (16,39 %)¹²² et la « catégorie des personnes de 15 à 35 ans, qui ne forme pourtant qu'un tiers de la population active, représente en revanche près des deux tiers des chômeurs »¹²³.

Avec la croissance démographique, le chômage des jeunes est considéré comme la conséquence d'un système scolaire « déficient » qui ne permet pas d'acquérir les compétences nécessaires à

¹¹² Nigeria, National Bureau of Statistics, Statistical Report on Women and Men in Nigeria 2017, Chapter 4: Work, February 2018, [url](#), p. 24

¹¹³ Nigeria, National Bureau of Statistics, Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), Gender in Employment, January 2018, [url](#)

¹¹⁴ African Development Bank Group, Federal republic of Nigeria, Country Strategy Paper 2013-2017, 2.1.3.2 Unemployment continues to be high, especially among the youth, January 2013, [url](#), p. 5

¹¹⁵ Nigeria, National Bureau of Statistics, Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), Gender in Employment, January 2018, [url](#), pp. 224, 254, 523

¹¹⁶ IMF, Transcript of podcast with Monique Newiak: "Good for Women, Good for Growth: Closing Nigeria's Gender Gap", 8 March 2018, [url](#), p. 1

¹¹⁷ Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, 9 March 2018, [url](#)

¹¹⁸ Nigeria, National Bureau of Statistics, Statistical Report on Women and Men in Nigeria 2017, February 2018, [url](#)

¹¹⁹ World Bank (The), Nigeria Overview, last updated 12 December 2017, [url](#)

¹²⁰ Nigeria, National Population Commission, Nigeria's Population Hits 198m People – Npopc Chairman, [April 2018], [url](#)

¹²¹ Brookings, Youth Unemployment in Nigeria: A Situation Analysis, 23 September 2014, [url](#)

¹²² Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, 9 March 2018, available at: [url](#), p. 8

¹²³ African Development Bank Group, Federal republic of Nigeria, Country Strategy Paper 2013-2017, January 2013, [url](#), s. 2.1.3.2, p. 5

l'employabilité. Ce phénomène est encore plus manifeste en milieu rural, où les conditions de scolarité (équipements, enseignants, etc.) sont encore plus précaires qu'en milieu urbain¹²⁴.

En 2014, une source a affirmé qu'en plus de l'inefficacité du système scolaire, d'autres facteurs comme la faiblesse du secteur industriel et l'« incohérence des politiques publiques en matière d'emploi » contribuaient aux taux de chômage élevés chez les jeunes¹²⁵.

En 2013, le Groupe de la Banque africaine de développement (GBAD) attribuait le chômage des jeunes aux quatre facteurs suivants:

- la forte croissance démographique (environ 1,8 million de nouveaux venus sur le marché du travail chaque année),
- les faibles taux d'alphabétisation,
- le climat peu propice aux investissements,
- et le manque d'investissements ciblés dans les « secteurs dominés par les jeunes »¹²⁶.

Ceci étant, le chômage des jeunes présente des disparités régionales. Les données de 2011 indiquent en effet un taux de 33 % dans le nord-est, contre 8 % dans l'État de Lagos¹²⁷.

Pour surmonter les difficultés d'accès au marché du travail formel, beaucoup se tournent vers l'emploi informel, qui apparaît comme un moyen de survie. Or, le marché informel est synonyme de revenu précaire, ainsi que d'absence de prestations et de protection sociale. La source, qui se réfère à la BAD, déclare que « l'activité informelle va souvent de pair avec la pauvreté » et que « dans les pays où [cette activité] perd du terrain, le nombre de travailleurs pauvres est également en recul, et inversement »¹²⁸.

La plupart des emplois créés au Nigeria ces dernières années relèvent du secteur informel. Les données de la Banque mondiale montrent qu'en 2013, 54 % des (1 167 740) emplois ont été créés sur le marché informel, contre 37 % dans le secteur privé et 9 % dans le secteur public¹²⁹.

Depuis 2011, le gouvernement nigérian a lancé plusieurs plans de lutte contre le chômage des jeunes, notamment le programme « Youth Enterprise with Innovation in Nigeria » (YouWiN, axé sur la création d'emplois par l'encouragement de l'esprit d'entreprise chez les jeunes), qui accorde des subventions aux PME, ou encore le programme « Public Works for Women and Youth Empowerment », dont l'objectif est d'employer 370 000 jeunes par an, avec un quota de 30 % d'emplois spécifiquement dédiés aux femmes¹³⁰.

L'Organisation internationale du travail (OIT), en collaboration avec le service national de la jeunesse (Nigerian National Youth Service Corps, NYSC), encourage « le développement de l'entrepreneuriat au Nigeria » au moyen de son programme de formation « Start and Improve Your Business » (SIYB, pour favoriser la création d'entreprises et leur meilleure gestion) dans le FCT et dans l'État d'Osun. L'objectif des formations en question est de transmettre des connaissances à des formateurs au niveau local qui formeront ensuite les entrepreneurs potentiels à démarrer puis à

¹²⁴ Brookings, Youth Unemployment in Nigeria: A Situation Analysis, 23 September 2014, [url](#)

¹²⁵ Brookings, Youth Unemployment in Nigeria: A Situation Analysis, 23 September 2014, [url](#)

¹²⁶ African Development Bank Group, Federal Republic of Nigeria, Country Strategy Paper 2013-2017, January 2013, [url](#), s. 2.1.3.2, p 5

¹²⁷ African Development Bank Group, Federal Republic of Nigeria, Country Strategy Paper 2013-2017, January 2013, [url](#), s. 2.1.3.2, p 5

¹²⁸ Economic Confidential, Nigeria's Shadow Economy, 10 January 2018, [url](#)

¹²⁹ Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, 9 March 2018, The Labour Market and Unemployment Situation in Nigeria, [url](#), p. 8

¹³⁰ African Development Bank Group, Federal republic of Nigeria, Country Strategy Paper 2013-2017, January 2013, [url](#), s. 2.1.3.2, p. 5

améliorer leur entreprise¹³¹. En avril 2018, l'OIT s'est déclarée disposée à s'associer à l'AEA dans le FCT/Abuja pour y mettre en place des formations à l'entrepreneuriat¹³².

Personnes déplacées (PDI)

Du fait de l'insurrection de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, conjuguée à la « mauvaise gouvernance et au changement climatique », ¹³³ entre 1,7 et 1,9 million de personnes ont été déplacées et sont actuellement installées dans des camps ou autres lieux assimilés, ou vivent dans des communautés d'accueil¹³⁴. En conséquence, le chômage a augmenté parallèlement à la pauvreté au sein d'une population déjà vulnérable¹³⁵.

Dans les camps comme dans les communautés d'accueil, il existe des « activités génératrices de revenus » pour les PDI, grâce à la présence de bétail et à un accès aux terres cultivables. Au sein des camps¹³⁶, elles vivent du petit commerce (29 %), du travail journalier (28 %), de l'agriculture (23 %) et de la collecte de bois de chauffage (15 %), tandis que dans les communautés d'accueil, c'est l'agriculture qui prime (57 %), devant le petit commerce (17 %) et le travail journalier (14 %)¹³⁷.

Des études sur l'emploi et sur les moyens de subsistance des PDI vivant dans les zones urbaines de Maiduguri et de l'État de Borno montrent qu'il est très difficile pour elles de gagner leur vie et d'obtenir un emploi stable. Dans les villes se trouvent principalement des micro- et petites entreprises, et seulement très peu de grandes entreprises, d'où la rareté des possibilités d'emploi¹³⁸.

Au manque de travail en milieu urbain s'ajoute le fait, dans l'État de Borno, que 80 % des PDI étaient auparavant des agriculteurs¹³⁹ (ou des pêcheurs¹⁴⁰), d'où leurs difficultés accrues pour subsister dans un environnement dépourvu de terres agricoles¹⁴¹. Certaines PDI tirent leurs revenus de chantiers ponctuels, du travail domestique, de la distribution d'eau et de la vente de bois de chauffage et de charbon de bois. Les femmes s'occupent principalement du travail domestique et de fabrication de casquettes, ainsi que de petits commerces à une échelle modeste¹⁴².

Les ménages dirigés par une femme, en particulier, « sont dans une position très vulnérable, du fait de leur capacité incertaine à générer suffisamment de revenus pour subvenir à leurs besoins mensuels, voire quotidiens »¹⁴³. Le gouvernement, les ONG et la communauté internationale s'attachent à remédier à cette vulnérabilité au moyen de « programmes relatifs aux moyens de subsistance, qui s'adressent spécifiquement aux femmes et comprennent des formations en artisanat, en couture, en chapellerie et en jardinage »¹⁴⁴. Selon l'étude de l'Internal Displacement Monitoring

¹³¹ ILO, ILO's Start and Improve Your Business training programme completed by NYSC members, 13 June 2018, [url](#)

¹³² ILO, The ILO Explores Entrepreneurial Potential in Abuja, 17 April 2018, [url](#)

¹³³ IDMP/NRC, UnSettlement: Urban displacement in the 21st century, February 2018, [url](#), p. 2

¹³⁴ IOM, Nigeria, Displacement Report 23, June 2018, [url](#), p. 4; Sahara Reporters, Number Of IDPs In Nigeria Up By 4.5% In January 2018, 11 April 2018, [url](#); UNDP Nigeria, The crisis, [2018], [url](#)

¹³⁵ UNDP Nigeria, Emergency employment for IDPs lays foundation for early recovery in north-east Nigeria, [2017], [url](#)

¹³⁶ IOM assessed the situation in camps (and camp-like settings) and host communities in Adamawa, Borno, Gombe, Taraba, Yobe and Bauchi States.

¹³⁷ IOM, Nigeria, Displacement Report 23, June 2018, [url](#), p. 22

¹³⁸ IDMP/NRC, UnSettlement: Urban displacement in the 21st century, City of Challenge and Opportunity, February 2018, [url](#)

¹³⁹ IDMP/NRC, UnSettlement: Urban displacement in the 21st century, City of Challenge and Opportunity February 2018, [url](#), p. 3

¹⁴⁰ Save the Children/USAID, Displaced And Host Community Livelihoods and Food Security, Borno State, Nigeria, 2017, [url](#), p. 12

¹⁴¹ IDMP/NRC, UnSettlement: Urban displacement in the 21st century, City of Challenge and Opportunity, February 2018, [url](#)

¹⁴² Save the Children/USAID, Displaced And Host Community Livelihoods and Food Security, Borno State, Nigeria, 2017, [url](#), pp. 12-13

¹⁴³ Save the Children/USAID, Displaced And Host Community Livelihoods and Food Security, Borno, State Nigeria, 2017, [url](#), p. 13

¹⁴⁴ IDMP/NRC, UnSettlement: Urban displacement in the 21st century, City of Challenge and Opportunity, February 2018, [url](#), p. 5

Centre (IDMC) du Norwegian Refugee Council (NRC) (centre de suivi des déplacements intérieurs du Conseil norvégien pour les réfugiés), bien qu'il existe une politique nationale pour soutenir les micro-, petites et moyennes entreprises, notamment dans les zones abritant des PDI, cette politique ne répond pas aux besoins¹⁴⁵.

2.3.4 Programme d'amnistie dans le sud du Nigeria

« En juin 2009, le président Umaru Yar'Adua a signé une proposition d'amnistie inconditionnelle pour les militants opérant dans le delta du Niger »¹⁴⁶ en vue de réduire les activités des groupes dans la région, ce qui a entraîné une diminution d'un tiers de la production pétrolière du pays¹⁴⁷. Le programme d'amnistie du gouvernement nigérian exposait une approche en trois phases en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) :

- désarmement : du 6 août au 4 octobre 2009 - collecte des données biométriques,
- démobilisation et réadaptation : période de 6 à 12 mois - conseil et orientation professionnelle,
- réintégration : jusqu'à cinq ans - formation et microcrédits¹⁴⁸.

En réaction à l'amnistie gouvernementale, le mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (Movement for the Emancipation of the Niger Delta, MEND), groupe le plus actif dans la région à l'époque, a accepté un cessez-le-feu de 60 jours en juillet 2009. Toutefois, sa réponse à l'appel du gouvernement fut la suivante : « quand nous choisirons de désarmer, nous le ferons librement, sachant que la raison de notre soulèvement, qui est l'émancipation du delta du Niger de la négligence et de l'injustice, aura été accomplie. »¹⁴⁹. Le programme d'amnistie concernait aussi les militants du corps de volontaires du peuple du delta du Niger (Niger Delta People's Volunteer Force, NDPVF) et de la milice autoproclamée du delta du Niger (Niger Delta Vigilante)¹⁵⁰.

Tout combattant disposé à remettre volontairement ses armes ne serait pas poursuivi, recevrait une compensation financière de 400 USD par mois (alors que le salaire minimum était de 60 USD par mois) et serait éligible à d'autres types de soutien (notamment en termes d'éducation dans le pays ou à l'étranger, ou de prêts pour les petites entreprises). Les dirigeants des groupes militants susmentionnés se sont vu offrir « d'importants contrats très rentables dans l'industrie pétrolière » et ont acquis du pouvoir et de l'influence grâce au programme d'amnistie¹⁵¹. Contrairement à d'autres programmes de DDR dans d'anciennes zones de conflit, le programme nigérian est entièrement géré et financé par les autorités nationales, et non par des organisations internationales¹⁵².

Au terme de la phase de désarmement, 20 192 ex-militants avaient rendu leurs armes et s'étaient inscrits au programme. Ils ont été imités par 6 166 autres en 2010, au cours de la deuxième phase d'inscription. Une source indique qu'à ce moment-là, ils étaient nombreux à s'être clairement rendu

¹⁴⁵ IDMP/NRC, UnSettlement: Urban displacement in the 21st century, City of Challenge and Opportunity, February 2018, [url](#), p. 3

¹⁴⁶ Canada, IRB, Nigeria: Government amnesty program for Niger Delta militants, (MEND) (2009-August 2011), NGA103789.FE, 5 August 2011, [url](#)

¹⁴⁷ Guardian (The), Nigeria begins amnesty for Niger Delta militants, 6 August 2009, [url](#)

¹⁴⁸ Canada, IRB, Nigeria: Government amnesty program for Niger Delta militants, (MEND) (2009-August 2011), NGA103789.FE, 5 August 2011, [url](#)

¹⁴⁹ Guardian (The), Nigeria begins amnesty for Niger Delta militants, 6 August 2009, [url](#)

¹⁵⁰ Conversation (The), How amnesty efforts in the Niger Delta triggered new violence, 9 March 2017, [url](#)

¹⁵¹ Conversation (The), How amnesty efforts in the Niger Delta triggered new violence, 9 March 2017, [url](#)

¹⁵² Onapajo, H. et al., The civilianisation of ex-combatants of the Niger Delta, 29 August 2016, [url](#)

compte de la rentabilité du programme¹⁵³. En 2012, une dernière phase a donné lieu à l'inscription de 3 642 autres combattants¹⁵⁴.

Résultats du programme d'amnistie

Grâce au programme d'amnistie, le nombre et l'intensité des attaques menées par les groupes militants ont considérablement diminué, ce qui a stimulé l'industrie pétrolière¹⁵⁵.

Toutefois, en 2011, certains signes indiquaient déjà que le programme d'amnistie échouait dans son approche. Selon M. Oluwatoyin O. Oluwaniyi, professeur à la Redeemer's University dans l'État d'Ogun, « plusieurs questions qui ont une incidence sur la réintégration communautaire doivent encore être abordées ». Les communautés locales « souffrent encore de pauvreté extrême et de sous-développement » et « manquent d'infrastructures de base comme les routes, l'eau courante et l'électricité, tandis que la pollution de la terre et de l'eau et le torchage du gaz se poursuivent sans relâche, privant les habitants de sources connues de subsistance »¹⁵⁶.

Selon MM. Tarila M. Ebiede et Armin Langer, respectivement chercheur doctorant et professeur à la Katholieke Universiteit Leuven, le gouvernement n'a pas réussi à répondre aux « griefs socio-économiques plus larges », qui sont notamment « le développement social dans les communautés pétrolières locales, la pollution environnementale et l'exclusion des communautés locales de la gouvernance de la production pétrolière dans la région du delta du Niger ». De même, il n'y a pas eu de « réintégration significative et durable », les ex-militants préférant recevoir des incitations financières plutôt que de chercher un emploi dans leur communauté. Les chercheurs sont également d'avis que le programme a eu pour effet d'inciter des jeunes à se rapprocher des groupes militants, car ils y voyaient une opportunité de bénéficier des aides financières. Pour enrayer cette tendance, en septembre 2011, le gouvernement a mis fin à l'inscription de nouveaux groupes militants dans le programme d'amnistie¹⁵⁷.

En novembre 2014, le volet réintégration du programme avait permis de former 18 706 ex-militants et jeunes, « parmi lesquels 15 392 [avaient] terminé avec succès le cursus de réintégration ». Un total de 11 294 autres personnes y étaient inscrites, quand le gouvernement a annoncé son intention d'y mettre fin avant la fin de l'année 2015. De nombreuses voix s'étant élevées contre ce projet, le président Buhari a accepté de prolonger le programme jusqu'en 2018¹⁵⁸.

Du fait de la « chute brutale des prix du pétrole » qui a durement frappé l'économie nigériane, le gouvernement a rencontré des difficultés pour le paiement des allocations mensuelles des anciens militants. L'insatisfaction qui en a résulté, conjuguée à la dépendance à l'égard des ressources du gouvernement, a conduit les ex-militants à reprendre les attaques dans la région¹⁵⁹.

Au début de 2016, de nouvelles attaques de groupes militants contre les infrastructures pétrolières et gazières ont nui à la production et aux exportations de pétrole. Toutefois, le rétablissement du programme d'amnistie a permis d'améliorer la production. Selon le ministère américain des affaires étrangères, les « effets à plus long terme des efforts de paix du gouvernement dans le delta du Niger restent cependant flous », en raison de l'augmentation des vols de pétrole¹⁶⁰.

¹⁵³ Oluwaniyi, O. O., Post-Amnesty Programme in the Niger Delta: Challenges and Prospects [2011], [url](#)

¹⁵⁴ Onapajo, H. et al., The civilianisation of ex-combatants of the Niger Delta, 29 August 2016, [url](#)

¹⁵⁵ Conversation (The), How amnesty efforts in the Niger Delta triggered new violence, 9 March 2017, [url](#); Onapajo, H. et al., The civilianisation of ex-combatants of the Niger Delta, 29 August 2016, [url](#)

¹⁵⁶ Oluwaniyi, O. O., 'Post-Amnesty Programme in the Niger Delta: Challenges and Prospects' in: Conflict Trends 2011/4, African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), available at: [url](#), p. 54.

¹⁵⁷ Conversation (The), How amnesty efforts in the Niger Delta triggered new violence, 9 March 2017, [url](#)

¹⁵⁸ Onapajo, H. et al., The civilianisation of ex-combatants of the Niger Delta, 29 August 2016, [url](#)

¹⁵⁹ Economist (The), Who are the Niger Delta Avengers?, 1 July 2016, [url](#)

¹⁶⁰ US DoS, Nigeria, 2017 Investment Climate Statements, Executive Summary, 29 June 2017, [url](#)

Pour plus d'informations sur les militants dans le delta du Niger, consulter le rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO portant sur le ciblage d'individus au Nigeria ([EASO - COI Report - Nigeria - Targeting individuals](#), novembre 2018). Au sujet de la sécurité dans cette même région, consulter le rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO portant sur la situation sécuritaire ([EASO - COI Report - Nigeria - Security Situation](#), novembre 2018).

Selon le programme de stabilité et de réconciliation du Nigeria (Nigeria Stability and Reconciliation Programme, NSRP)¹⁶¹, le programme d'amnistie n'a pas réussi à impliquer le gouvernement de l'État du Delta dans le processus de planification. La communication entre le niveau fédéral et celui des États n'a jamais été claire et transparente, d'où des attentes imprécises et une mauvaise mise en œuvre du programme dans la région¹⁶².

En mars 2018, M. Paul Boroh, général de brigade à la retraite et coordinateur du programme d'amnistie présidentielle, a été démis de ses fonctions par le président Buhari, sur fond d'allégations d'« irrégularités financières »¹⁶³ et à la demande des bénéficiaires et des parties prenantes¹⁶⁴. Le président Buhari a nommé à la tête du programme le professeur Charles Quaker Dokubo¹⁶⁵, un universitaire qui fut directeur intérimaire de la recherche et des études à l'institut nigérian des affaires internationales (Nigerian Institute of International Affairs)¹⁶⁶.

2.4 Pauvreté

Il n'existe pas de définition uniforme de la pauvreté, comme le note un rapport de la Banque mondiale. De fait, il s'agit d'un phénomène multidimensionnel: 1) manque des éléments nécessaires au bien-être matériel (nourriture, terre, logement); 2) aspects psychologiques comme le manque de pouvoir, de voix et d'indépendance (vulnérabilité à l'humiliation et à la discrimination); 3) absence d'infrastructures (routes, eau, transports, installations sanitaires)¹⁶⁷.

Le seuil international d'extrême pauvreté, établi par la Banque mondiale à la fin des années 1990 à 1 USD par jour en parité de pouvoir d'achat sur la base d'une moyenne des seuils de pauvreté nationaux dans les pays à faible revenu, a été révisé pour la dernière fois en 2015 et fixé à 1,90 USD par jour¹⁶⁸. Les personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont incapables de subvenir aux besoins quotidiens minimaux essentiels à leur survie¹⁶⁹.

2.4.1 Tendances générales

Taux de pauvreté

Selon un rapport de 2017 de la Banque mondiale, en 2013, 86 millions de Nigériens vivaient dans l'extrême pauvreté¹⁷⁰. « Malgré des années de croissance, le Nigeria a également connu une

¹⁶¹ The Nigeria Stability and Reconciliation Programme (NRSP) aims to reduce conflict in Nigeria, by provision 'of support to Nigerian stakeholders to better manage conflict resulting in wealth creation, service delivery and poverty reduction'. NRSP, Home, Welcome to Nigeria Stability and Reconciliation Programme, n.d., [url](#)

¹⁶² NRSP, Policy Brief, The role of the Delta State Government in the management of amnesty programme, 2014, [url](#), p. 2.

¹⁶³ Reuters, Nigeria's Buhari sacks head of Niger Delta amnesty programme, 13 March 2018, [url](#)

¹⁶⁴ This Day Live, With Dokubo, Amnesty Programme Gets New Life, 13 May 2018, [url](#)

¹⁶⁵ Sahara Reporters, President Buhari Sacks Boroh, Appoints New Boss For Amnesty Program, 13 March 2018, [url](#)

¹⁶⁶ Nigerian Institute of International Affairs, Professor Charles Quaker Dokubo, [2016], [url](#)

¹⁶⁷ World Bank (The)// Narayan, D., Can anyone hear us? Voices from 47 countries, December 1999, [url](#), p. 26

¹⁶⁸ World Bank, FAQs: Global Poverty Line Update, 30 September 2015, [url](#); UNDP, UNDP and the concept and measurement of poverty, Issue Brief, October 2016, [url](#)

¹⁶⁹ Ventures, Nigeria to become the extreme poverty capital of the world by 2018, 9 November 2017, [url](#)

¹⁷⁰ World Bank (The), The 2017 Atlas of Sustainable Development Goals: a new visual guide to data and development, 17 April 2017, [url](#)

augmentation considérable du nombre de personnes vivant dans la pauvreté¹⁷¹. » Entre 2003 et 2010, le pays a certes connu un important taux de croissance économique de 7,6 %, mais dans le même temps, son taux de pauvreté est resté particulièrement élevé¹⁷². Selon les données de la Banque mondiale, les pourcentages de la population nigériane vivant avec moins de 1,90 USD par jour (aux prix internationaux de 2011) étaient de 57,1 % en 1992 et de 53,5 % en 2003 et en 2009. Il n'existe pas de données disponibles pour 2016¹⁷³. En novembre 2017, Ventures Africa, « plateforme en ligne d'information, d'analyse et de discussion sur les affaires, les politiques, l'innovation et le mode de vie en Afrique », a permis d'estimer qu'à l'époque, 82 millions de Nigériens, soit 42,4 % de la population du Nigeria, vivaient dans une pauvreté extrême¹⁷⁴.

Chômage et pauvreté

Selon un article de recherche sur le secteur informel et l'emploi, « le chômage est le problème qui ronge le Nigeria »; c'est « un phénomène [...] qui cause la dégradation des conditions de vie des masses »¹⁷⁵.

Toutefois, il faut tenir compte du fait que le pays compte un nombre extrêmement élevé de personnes employées dans le secteur informel. Donc ces dernières, bien qu'officiellement recensées comme chômeurs, travaillent dans une certaine mesure. Voir la section [2.2.2](#) sur l'emploi formel et informel.

Inégalités de revenus

« Au Nigeria, les inégalités de revenus sont l'un des problèmes les plus graves, mais dont on parle le moins [...]. C'est cette disparité entre les riches et les pauvres, plus que la pauvreté elle-même, qui génère un ressentiment contre le gouvernement et pourrait alimenter les troubles civils à l'avenir », selon un ancien grand spécialiste américain de l'économie nigériane¹⁷⁶.

L'indice de l'engagement à la réduction des inégalités constitue « un nouveau classement mondial des gouvernements en fonction de ce qu'ils font pour combler l'écart entre les riches et les pauvres », à l'initiative de l'ONG Oxfam. Il couvre en la matière 152 pays. Le Nigeria « occupe la position peu enviable de dernier de la classe », ce qui signifie qu'il a produit moins d'efforts que tous les autres pays considérés pour réduire les inégalités¹⁷⁷.

« Ses dépenses sociales (dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale) sont honteusement faibles, ce qui se reflète dans les très mauvais résultats sur le plan social dont pâtissent ses citoyens. Plus de 10 millions d'enfants au Nigeria ne sont pas scolarisés et un enfant sur 10 enfants meurt avant l'âge de 5 ans. [...] [M]algré une croissance économique positive depuis de nombreuses années, la pauvreté au Nigeria a augmenté, et la quasi-totalité des produits de la croissance sont allés garnir les poches des 10 % de la population les plus riches »¹⁷⁸.

Oxfam déclare qu'entre 2004 et 2010, les niveaux d'inégalité se sont aggravés, « la classe supérieure ayant bénéficié d'exonérations fiscales douteuses et les législateurs ayant perçu des revenus parmi les plus élevés au monde »¹⁷⁹. Il est souvent considéré que la corruption et la mauvaise gestion constituent un facteur majeur contribuant aux taux de pauvreté du Nigeria, sachant que l'État dispose

¹⁷¹ Guardian (The), 'Shameful' Nigeria: a country that doesn't care about inequality, 18 July 2017, [url](#)

¹⁷² World Bank (The), Nigeria Country Brief, Economic overview and performance, April 2012, [url](#)

¹⁷³ World Bank (The), Country profile – Nigeria, n.d., [url](#)

¹⁷⁴ Ventures, Nigeria to become the extreme poverty capital of the world by 2018, 9 November 2017, [url](#)

¹⁷⁵ Yusuf, S. A., Informal Sector and Employment Generation in Nigeria, February 2014, [url](#), p. 4

¹⁷⁶ Guardian (The), 'Shameful' Nigeria: a country that doesn't care about inequality, 18 July 2017, [url](#)

¹⁷⁷ Oxfam, The Commitment to Reducing Inequality Index, 17 July 2017, [url](#), pp. 1, 10

¹⁷⁸ Oxfam, The Commitment to Reducing Inequality Index, 17 July 2017, [url](#), pp. 1, 10

¹⁷⁹ Guardian (The), 'Shameful' Nigeria: a country that doesn't care about inequality, 18 July 2017, [url](#)

d'importantes ressources¹⁸⁰. D'aucuns évoquent en outre des facteurs comme « le chômage, [...] la non-diversification de l'économie, les inégalités de revenus [...] et la médiocrité du système éducatif »¹⁸¹. L'inégalité, la pauvreté et la justice sont également souvent liées; il existe une justice accessible aux riches, tandis que les pauvres, d'après les informations disponibles, ne peuvent pas obtenir gain de cause sans argent¹⁸².

L'un des principaux facteurs à l'origine des taux élevés de pauvreté du Nigeria est sa croissance démographique, qui n'est pas compatible avec sa croissance économique. En outre, la dépendance du pays à l'égard du pétrole et des recettes qui en découlent a également été mentionnée comme un facteur contribuant aux niveaux élevés de pauvreté¹⁸³.

2.4.2 Pauvreté urbaine

Différences régionales

Il existe une différence considérable et visible entre les régions du nord et du sud du Nigeria, ainsi qu'entre ses différents États¹⁸⁴. La Middle Belt présente quant à elle la particularité d'afficher les niveaux d'inégalité les plus hauts¹⁸⁵. Les différences nord-sud en matière de pauvreté se trouvent encore accentuées par les tendances suivantes : les niveaux de scolarisation et la disponibilité de l'enseignement sont plus élevés dans le sud et l'environnement y est par ailleurs plus favorable; les gouvernements du nord dépensent en moyenne moins d'argent que ceux du sud pour leurs citoyens; en moyenne, les ménages du sud sont de plus petite taille que ceux du nord, où le contrôle des naissances se heurte à une résistance (ce qui pourrait se résoudre grâce à une éducation appropriée pour les filles)¹⁸⁶.

Selon M. Bakare Ganiyu Olalekan, chercheur en développement urbain et régional, « [l]es taux de croissance explosifs ont non seulement compliqué et exacerbé progressivement les problèmes interdépendants des établissements humains et de l'environnement, ils ont aussi considérablement accéléré la pauvreté ». Lagos est l'une des villes à la croissance la plus rapide au monde. En raison de l'urbanisation galopante du Nigeria, de nouveaux bidonvilles sont apparus; ils se développent souvent de manière incontrôlée et aussi vite que les villes, entraînant ainsi une pauvreté urbaine¹⁸⁷. Selon le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), en 2014, 50,2 % de la population urbaine du pays (qui compte près de 84 millions de personnes) vivaient dans des bidonvilles¹⁸⁸. Pour plus d'informations sur le logement et les conditions de vie, consulter la [section 2.6](#).

2.4.3 Ménages dirigés par une femme

Selon Oxfam International, « les femmes représentent entre 60 et 79 % de la main-d'œuvre rurale nigériane, mais sont cinq fois moins susceptibles que les hommes de posséder leurs propres terres. Il

¹⁸⁰ Guardian (The), 'Shameful' Nigeria: a country that doesn't care about inequality, 18 July 2017 [url](#); Oxfam, Nigeria: extreme inequality in numbers, n.d., [url](#)

¹⁸¹ Ucha, C., Poverty in Nigeria: some Dimensions and Contributing Factors, June 2010 [url](#), p. 46; See also BBC News, is Nigeria 'fantastically corrupt'?, 11 May 2016, [url](#)

¹⁸² Guardian (The), 'Shameful' Nigeria: a country that doesn't care about inequality, 18 July 2017, [url](#)

¹⁸³ Hagen-Zanker, J. et al., Social protection in Nigeria - Synthesis report, February 2012, [url](#); Ventures, Nigeria to become the extreme poverty capital of the world by 2018, 9 November 2017, [url](#)

¹⁸⁴ Center for Global Development, Poverty in Nigeria: Understanding and Bridging the Divide between North and South, 6 April 2018, [url](#)

¹⁸⁵ Hagen-Zanker, J. et al., Social protection in Nigeria - Synthesis report, February 2012, [url](#), p. 4

¹⁸⁶ Center for Global Development, Poverty in Nigeria, 6 April 2018, [url](#)

¹⁸⁷ Olalekan, B., Urbanization, Urban Poverty, Slum and Sustainable Urban Development in Nigerian Cities, 2014, [url](#), p. 14

¹⁸⁸ UN Habitat, Slum Almanac 2015 2016, Tracking Improvement in the Lives of Slum Dwellers, [url](#), p. 66

est également plus rare qu'elles aient bénéficié d'une scolarité satisfaisante. Plus des trois quarts des Nigériennes les plus pauvres n'ont jamais été à l'école et 94 % d'entre elles sont analphabètes »¹⁸⁹.

Selon un document de recherche de mars 2002 sur la question du genre et sur la pauvreté des ménages, les principales causes de la pauvreté des femmes sont liées à leur position désavantageuse sur le marché du travail, ainsi qu'à « leur accès limité aux ressources productives, à l'éducation et à des sources de revenu pour satisfaire leurs besoins fondamentaux ». L'auteur précise: « [I]'expérience démontre que toute approche en matière de lutte contre la pauvreté qui ne change rien à la situation économique des femmes tend à manquer son objectif »¹⁹⁰.

Souvent, la survie des ménages dirigés par une femme tient à l'existence de réseaux sociaux familiaux ou communautaires. Voir la [section 2.9](#).

2.4.4 Personnes déplacées (PDI)

Les PDI, considérées comme particulièrement vulnérables, luttent donc souvent plus encore que d'autres segments de la population pour gagner leur vie. Notamment dans les États du nord-est, les PDI vivent dans des conditions déplorable, à cause de l'insurrection de Boko Haram¹⁹¹. Dans l'État de Yobe, elles « connaissent des taux élevés de pauvreté et ont un accès limité aux services sociaux et de santé », selon M^{me} Fatima Kyari Mohammed, une chercheuse qui a mené une enquête sur le terrain auprès de personnes dans cette situation. « Trouver un emploi et retrouver une place dans l'économie, où le taux de chômage est déjà incroyablement élevé, est particulièrement difficile pour une personne appartenant à un groupe ethnique minoritaire »¹⁹².

En décembre 2016, le Nigeria comptait environ 1,7 million de PDI, dont un grand nombre séjournant dans les États du nord. Dans l'État de Borno, la plupart vivent dans des communautés d'accueil, des campements informels ou des abris de fortune, tandis que dans celui d'Adamawa, environ 10 % vivent au sein de camps pour PDI ou de sites assimilés. Maidiguri, la capitale de l'État de Borno, a vu sa population passer de 0,5 million d'âmes en 2006 à près de 3 millions en 2016, principalement en raison de la l'afflux de PDI. L'État d'Adamawa est le plus durement touché par l'insurrection après celui de Borno, dont il accueille également un grand nombre de déplacés. Plusieurs gouvernements d'États du nord, comme Borno, Adamawa et Yobe, ont mis en place des programmes pour venir en aide à ces personnes et les réintégrer¹⁹³.

Il se produirait dans les camps de PDI un nombre considérable de cas de traite et de mariage d'enfants. La pauvreté conduit de nombreuses femmes déplacées à marier leurs filles (de 10 à 13 ans) à des hommes plus âgés, afin d'acheter de la nourriture, de l'eau et d'autres denrées essentielles¹⁹⁴.

Les déplacés internes d'Abuja vivent à la périphérie de la ville dans des communautés informelles et d'accueil. Leur situation semble quelque peu meilleure que celle des personnes déplacées des États du nord-est. Selon la chercheuse Fatima Kyari Mohammed,

« [b]eaucoup de personnes déplacées, en particulier dans le FCT [Abuja], ont réussi à assurer un niveau de vie raisonnable pour elles-mêmes et pour leur famille. Une certaine intégration locale a lieu lorsque les personnes trouvent un emploi, sont soutenues au moyen de divers

¹⁸⁹ Oxfam, Nigeria: extreme inequality in numbers, n.d., [url](#)

¹⁹⁰ Okojie, C. E. E., Gender and Education as Determinants of Household Poverty in Nigeria, March 2002, [url](#), p. 1

¹⁹¹ OCHA, Nigeria: Humanitarian crisis continues as a result of prolonged conflict and ongoing violence, 18 August 2016, [url](#)

¹⁹² SWP, The Causes and Consequences of Internal Displacement in Nigeria and Related Governance Challenges, April 2017, [url](#), pp. 26, 31

¹⁹³ SWP, The Causes and Consequences of Internal Displacement in Nigeria and Related Governance Challenges, April 2017, [url](#), pp. 25-28

¹⁹⁴ This is Africa, Nigeria's IDP camps: where child marriages take place, 28 August 2018, [url](#)

programmes d'autonomisation, s'installent avec des membres de leur famille élargie et, dans certains cas, se marient. Les besoins fondamentaux restent une grande priorité »¹⁹⁵.

2.5 Sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire, telle que définie en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation, « existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». Cette définition présente quatre dimensions de la sécurité alimentaire: la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des aliments, ainsi que la stabilité de ces dernières dans le temps¹⁹⁶.

Au Nigeria, l'agriculture constitue le secteur d'activité principal et emploie une grande partie de la main-d'œuvre active. Néanmoins, la sécurité alimentaire y est insuffisante pour une grande partie de la population rurale et urbaine, selon une étude sur les problèmes que la sécurité alimentaire pose dans le pays (2017).

« Bien que le Nigeria s'enorgueillisse d'être le géant de l'Afrique, puisqu'il s'y est hissé au rang de première économie en 2014, le taux de pauvreté dans le pays est alarmant. Pas moins de 70 % de la population nigériane survit avec moins d'un dollar par jour et les pourcentages de cas d'insécurité alimentaire s'élèvent à 79 % dans les ménages urbains à faible revenu et à 71 % en milieu rural. [...] Dans les zones rurales du pays, le caractère inadapté des techniques intervenant après récolte et la mauvaise distribution des vivres se conjuguent à la pauvreté, créant une difficulté quasi insurmontable, en particulier vu les variations imprévisibles des conditions climatiques »¹⁹⁷.

Selon ladite étude, les causes de l'insécurité alimentaire au Nigeria sont multiples : production alimentaire insuffisante, inégalité entre les sexes, politiques inefficaces et corruption, conflits et insécurité civile, et faibles moyens technologiques pour la transformation et le stockage¹⁹⁸.

2.5.1 Prévalence

Pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (ONU-OCHA) (2017), « la situation en matière de sécurité alimentaire reste extrêmement préoccupante » dans le nord-est du Nigeria. L'OCHA estime qu'en 2018, pendant la saison creuse (de juin à septembre : période entre la plantation et la récolte), 3,7 millions de personnes devraient avoir besoin d'aide pour subvenir à leurs besoins en alimentation¹⁹⁹. Selon le réseau d'information sur la sécurité alimentaire (Food Security Information Network, FSIN), en 2017, le nord-est du Nigeria était l'une des quatre régions du monde où la crise alimentaire était la plus grave et la situation d'insécurité alimentaire était principalement attribuable aux conflits (constants) et à l'instabilité²⁰⁰. L'insurrection de Boko Haram a eu des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire, en particulier dans le nord-est²⁰¹. En 2016, le ministère de la santé a déclaré l'état d'urgence nutritionnelle dans l'État de Borno²⁰².

¹⁹⁵ SWP, The Causes and Consequences of Internal Displacement in Nigeria and Related Governance Challenges, April 2017, [url](#)

¹⁹⁶ FAO, An Introduction to the Basic Concepts of Food Security, 2008 [url](#), p. 1; Matemilola S. et al., The Challenges of Food Security in Nigeria, 2017, [url](#), p. 6

¹⁹⁷ Matemilola S., Elegbede I., The Challenges of Food Security in Nigeria, 2017, [url](#), p. 7

¹⁹⁸ Matemilola S., Elegbede I., The Challenges of Food Security in Nigeria, 2017, [url](#), pp. 9-14

¹⁹⁹ UNOCHA, North-East/Northeastern Nigeria, Humanitarian Situation Update, February 2018, [url](#), p. 2

²⁰⁰ FSIN, Global report on food crisis, 2018, [url](#), p. 1

²⁰¹ ICG, Instrument of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, 18 May 2017, [url](#)

²⁰² FEWS NET, Nigeria Food Security Alert, 7 July 2016, [url](#), p. 1

Le nombre d'enfants en situation de malnutrition et de sous-alimentation reste élevé dans le nord-est du Nigeria²⁰³. Selon les données de l'ONU, en février 2018, près de 30 000 enfants de la région ont été recensés comme souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS)²⁰⁴.

Pour certains enfants, la situation s'est encore aggravée. L'OCHA écrit ceci: « [L]e secteur observe une détérioration de la situation nutritionnelle dans le nord de l'Adamawa et à Gwoza, dans l'est de Borno, où l'on constate une augmentation des nouvelles admissions [...]. Plusieurs partenaires ont lancé une intensification des activités de nutrition à Gubio, [dans la zone d'administration locale de] Nganzai, suite à la nouvelle vague de déplacement le long de l'axe Maiduguri-Monguno »²⁰⁵.

Le Nigeria, qui compte 2,5 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition sévère, se situe ainsi au troisième rang mondial en termes de nombre d'enfants atteints de malnutrition chronique, selon le « ministre d'État » adjoint au ministère du budget et de la planification nationale, qui s'est exprimé lors de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation en 2017 à Abuja. Le ministre a été cité par le chroniqueur Oladele Oladipupo dans un article de fond du Guardian, faisant état de la croissance exponentielle de la population parallèlement à la baisse spectaculaire de la production alimentaire au Nigeria²⁰⁶.

Différences régionales

Les différences régionales sont particulièrement notables dans le nord-est (comme indiqué ci-dessus), où les activités de subsistance et les récoltes subissent les effets négatifs des conflits incessants et de l'insurrection violente. Selon les prévisions, les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe devaient se retrouver en état d'urgence²⁰⁷ en matière de sécurité alimentaire entre février et mai 2018. Certaines régions du centre et du sud-est devaient s'attendre à voir leurs récoltes réduites en raison d'inondations et d'infestations parasitaires²⁰⁸.

Le réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (Famine Early Warnings Systems, FEWS) a mis au point le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC). Il s'agit d'une échelle en cinq phases sur les niveaux de sécurité alimentaire, le niveau 5 étant le plus élevé, correspondant à la famine²⁰⁹. Pour la période d'octobre 2017 à mai 2018, le réseau FEWS prévoyait que « les récoltes de la haute saison [devaient] être d'une importance moyenne ou supérieure à la moyenne dans la plupart des régions ». Cependant, certains endroits ont subi des inondations, des épisodes de sécheresse, des conflits et/ou des infestations parasitaires, d'où des récoltes inférieures à la moyenne dans les zones concernées²¹⁰.

Entre octobre 2017 et mai 2018, 22 États nigériens ont été touchés par des inondations, tandis que l'impact des infestations parasitaires a été moyen. Certaines régions ont été plus touchées que d'autres. Les conflits entre éleveurs nomades et agriculteurs ont fait moins de victimes que les années précédentes, mais les conflits communautaires se sont propagés vers le sud²¹¹.

²⁰³ ICG, Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, 18 May 2017, [url](#)

²⁰⁴ UNOCHA, North-East Nigeria, Humanitarian Situation Update, February 2018, [url](#), p. 7

²⁰⁵ UNOCHA, North-East Nigeria, Humanitarian Situation Update, February 2018, [url](#), p. 7

²⁰⁶ Guardian (The), Investing in food security, 22 January 2018, [url](#)

²⁰⁷ FEWS NET, Integrated Phase Classification, n.d. [url](#)

²⁰⁸ FEWS NET, Nigeria, Food Security Outlook, October 2017 to May 2018, [url](#)

²⁰⁹ « Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (Integrated Food Security Phase Classification, IPC) est une échelle à cinq degrés internationalement acceptée et permettant d'indiquer la gravité de l'insécurité alimentaire aiguë. La famine (degré 5 de l'IPC) désigne la situation dans laquelle trois conditions sont réunies: au moins 20 % de la population d'une région souffrent d'un manque extrême de nourriture, au moins 30 % des enfants souffrent de malnutrition aiguë et le taux brut de mortalité dépasse 2 décès pour 10 000 habitants par jour. » FEWS NET, Nigeria Food Security Alert, 7 July 2016, [url](#)

²¹⁰ FEWS NET, Nigeria Food Security Outlook, October 2017 to May 2018, [url](#)

²¹¹ FEWS NET, Nigeria Food Security Outlook, October 2017 to May 2018, [url](#)

Le rapport d'août 2018 du FEWS note que « les populations des zones nouvellement accessibles [en mouvement en raison de l'opération militaire Last Hold] continuent d'arriver dans le nord-est du Nigeria ». De même, les conflits entre agriculteurs et éleveurs qui se poursuivent dans les États centraux poussent les personnes à se déplacer vers d'autres régions et, de ce fait, à perdre leurs moyens de subsistance. Il en résulte une augmentation de la demande d'aide alimentaire et une hausse des prix des denrées alimentaires de base dans le nord-est du pays. Ailleurs, la production de cultures vivrières de base progresse favorablement²¹².

2.5.2 Accès à l'alimentation

Selon le rapport d'avril 2018 du Food security Cluster (pôle de sécurité alimentaire), les sécheresses de plus longue durée ont entraîné une diminution des récoltes et des cheptels. Les familles rurales notamment ont un accès réduit à la nourriture, la sécheresse se répercutant sur leur dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance pour satisfaire leurs besoins en alimentation²¹³.

Le FEWS écrit ceci:

« [L']information concernant les conditions de vie des populations encore présentes dans les régions inaccessibles du nord-est est très limitée. Or, les ménages situés dans les régions auxquelles les secours humanitaires n'ont pas accès sont probablement confrontés à des contraintes plus graves pesant sur leurs besoins alimentaires et non alimentaires de base, d'où un risque accru de famine (degré 5 de l'IPC) tout au long de la période considérée dans les régions en question »²¹⁴.

Le rapport d'août 2018 du FEWS note en outre que « [d]ans la majeure partie du reste du Nigeria, les stocks alimentaires des ménages et des marchés continuent à s'écouler normalement au plus fort de la saison creuse. Pour se procurer de la nourriture, la plupart des ménages pauvres recourent à l'achat sur les marchés, aux récoltes précoces, aux aliments sauvages et au travail agricole et non agricole »²¹⁵.

Prix des denrées alimentaires de base

Les céréales, le sorgho, le maïs, le millet, le riz, le niébé, l'arachide, l'igname, la pomme de terre et le manioc sont tous des aliments de base au Nigeria. Par rapport à 2015, les prix des denrées alimentaires de base entre octobre 2017 et mai 2018 sont généralement plus élevés que les prix moyens, dans une fourchette de 50 à 100 % selon la saison. Dans le nord-est, on estime que les prix ont augmenté de 150 %²¹⁶.

Le rapport d'août 2018 du FEWS indique qu'en raison des mouvements de population, la demande d'aide alimentaire a augmenté et les prix des denrées de base sont en hausse dans le nord-est du pays. Ailleurs, la production de cultures vivrières de base progresse favorablement. Les prix des denrées de base sont toujours supérieurs à la moyenne, mais inférieurs à ceux de 2017²¹⁷.

²¹² FEWS NET, Nigeria, Food Security Outlook August 2018, [url](#)

²¹³ Food Security Cluster, Nigeria, Understanding rainfall variability, drought and farmers' coping strategies in Nigeria, 14 April 2018, [url](#)

²¹⁴ FEWS NET, Nigeria, Food Security Outlook, October 2017, [url](#)

²¹⁵ FEWS NET, Nigeria, Food Security Outlook, August 2018, [url](#)

²¹⁶ FAO, Emergency livelihoods assistance to returnees, IDPs and host communities affected by the insurgency in northeastern Nigeria, 25 July 2018, [url](#)

²¹⁷ FEWS NET, Nigeria, Food Security Outlook, August 2018, [url](#)

2.5.3 Sécurité alimentaire pour les PDI à l'intérieur de leur propre pays

L'OCHA note que « [l]e conflit dans le nord-est du Nigeria a entraîné des déplacements massifs [...] » et que la crise ne montre aucun signe d'essoufflement. « Au plus fort du conflit, jusqu'à 2,1 millions de personnes ont fui leur foyer, dont 1,7 million sont toujours déplacées à l'intérieur du pays et près de 200 000 personnes se trouvent encore au Cameroun, au Tchad et au Niger, après avoir été contraintes de fuir »²¹⁸.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),

« [d]ans le nord-est du Nigeria, l'insurrection de Boko Haram a entraîné une augmentation des déplacements et de l'insécurité alimentaire. Bien que l'accès humanitaire s'améliore, la plupart des familles déplacées dépendent encore de communautés d'accueil vulnérables pour leurs besoins de base, y compris la nourriture. Les communautés d'accueil déjà appauvries sont donc soumises à des pressions extrêmes, ce qui les expose davantage à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Les pillages et la peur des attaques ont empêché de nombreux agriculteurs de travailler dans leurs champs, ce qui a entraîné la perte de récoltes et d'actifs productifs, ainsi qu'une réduction extrême du pouvoir d'achat »²¹⁹.

Dans les régions du nord-est, le gouvernement nigérian est intervenu en apportant une aide alimentaire aux communautés d'accueil aussi bien qu'aux personnes vivant dans les camps. De plus, les partenaires de l'OCHA ont fourni des rations alimentaires d'urgence aux PDI arrivées à Bama et à Banki²²⁰.

Les PDI cherchent souvent refuge dans les centres urbains, comme en témoigne le cas de Maiduguri: « Maiduguri, capitale de l'État de Borno, ainsi que ses environs ont vu leur population doubler, passant de un à deux millions d'habitants, sous l'effet de l'afflux de personnes fuyant la violence dans d'autres régions de l'État. Dans une région déjà économiquement défavorisée, plus de trois PDI sur quatre vivent au sein de communautés d'accueil »²²¹. Il existe d'autres informations, mises à disposition par le groupe de travail « Safe Access to Fuel and Energy » (SAFE), sur les risques et les obstacles auxquels les PDI, les personnes rapatriées et les autres personnes dans le besoin sont confrontées pour accéder à des solutions énergétiques dans l'État de Borno. Elles font apparaître que parmi ces personnes, « 95 % dépendent du bois de chauffage et du charbon de bois pour leurs besoins quotidiens en énergie pour faire la cuisine, 76 % ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins quotidiens en la matière, 65 % utilisent des technologies de cuisson très inefficaces (comme les foyers ouverts et les foyers à trois pierres) et 85 % font état de risques en matière de protection lors de la collecte du bois de chauffage »²²².

En ce qui concerne la malnutrition, des données de 2016 dénotent des situations désastreuses dans le « camp de Banki près de la frontière camerounaise et dans le camp de Pulka à Gwoza ». Les mêmes données mentionnent un dépistage médical réalisé dans la zone d'administration locale de Monguno, d'après lequel « 32 % des enfants souffraient de malnutrition aiguë (MAG [malnutrition aiguë globale]), sous une forme sévère chez 13 % d'entre eux (MAS [malnutrition aiguë sévère]) »²²³.

En mars 2018, le Premium Times écrivait que dans le camp de Malkohi, il a été rapporté que l'on ne mange qu'une fois par jour. Une personne déplacée vivant dans le camp a déclaré ceci: « [d]epuis début janvier, quand ils nous ont distribué les denrées alimentaires normales pour trente jours, nous

²¹⁸ UNOCHA, About OCHA Nigeria, n.d., [url](#)

²¹⁹ Food Security Cluster, Nigeria, n.d., [url](#)

²²⁰ UNOCHA, North-East Nigeria, Humanitarian Situation Update, February 2018, [url](#)

²²¹ UNOCHA, About OCHA Nigeria, n.d., [url](#)

²²² UNOCHA, North-East Nigeria, Humanitarian Situation Update, February 2018, [url](#), p.4

²²³ FEWS NET, Nigeria Food Security Alert, 7 July 2016, [url](#), pp. 1-2

n'avons plus jamais rien reçu. [...] Les personnes vivant dans le camp ont besoin d'une intervention alimentaire urgente, car d'ici peu, certaines personnes, en particulier des enfants, mourront de faim »²²⁴.

Sécurité alimentaire à Lagos et à Abuja

Selon certaines informations, le gouvernement de l'État de Lagos se consacrerait à l'amélioration de la sécurité alimentaire²²⁵, afin d'améliorer l'emploi et de réduire la pauvreté. L'une des mesures prises par ledit gouvernement consiste à augmenter la production de riz en portant la capacité de la rizerie d'Imota de 2,5 à 16 tonnes par heure. Une nouvelle augmentation de cette capacité à 32 tonnes par heure « permettra de créer plus de 274 000 emplois sur l'ensemble de la chaîne de valeur du riz dans l'État »²²⁶. Le gouvernement subventionne la production de riz²²⁷ et lutte contre l'augmentation des prix par l'accumulation de stocks de riz, en menaçant de perquisitionner les magasins et les entrepôts²²⁸.

Les recherches menées par l'institut nigérian des sciences et technologies alimentaires (Nigeria Institute of Food Science and Technology, NIFST) indiquent que la sécurité alimentaire peut être atteinte d'ici à 2020 par la mise en œuvre efficace de politiques relatives à la disponibilité, à l'accessibilité et à l'utilisation des aliments, ainsi qu'à la stabilité de celles-ci [dans le temps]²²⁹.

2.6 Logement et conditions de vie

2.6.1 Urbanisation

Selon les estimations, le Nigeria abrite 193 millions d'habitants (données de 2016)²³⁰ et son taux de croissance démographique était de 2,6 % en 2016²³¹. Le taux d'urbanisation n'a cessé d'augmenter, passant de 40,8 % en 2007 à 49,4 % en 2017²³². En 1990, entre 27 et 36 % (selon les sources) de la population vivaient en milieu urbain. L'urbanisation procède non seulement du taux de natalité élevé, mais aussi, dans une large mesure, de l'exode rural (environ 40 % à l'échelle nationale²³³ et environ 75 % à Lagos²³⁴)²³⁵.

Selon une étude de la Banque mondiale, l'urbanisation a progressé à un taux annuel de 3,75 % depuis 2010, d'une manière largement « non planifiée et non coordonnée ». Les plus grandes zones urbaines du pays, en fonction de leur population estimée en 2016, sont Lagos (13,6 millions d'habitants²³⁶), Kano (3,7 millions), Ibadan (3,2 millions), Abuja (2,6 millions) et Port Harcourt (2,5 millions). Abuja a connu la croissance la plus rapide, avec un taux de 7,1 % par an

²²⁴ Premium Times, Displaced by Boko Haram, hungry IDPs protest food shortage, 7 March 2018, [url](#)

²²⁵ Nigeria, Lagos State, World Food Day: Lagos Restates Commitment To Food Security, n.d., [url](#)

²²⁶ Vanguard, Food security: Lagos set to increase rice production, 6 May 2017, [url](#)

²²⁷ Business Day, Food security: Lagos spends N1.05bn on Lake Rice subsidy, 23 May 2018, [url](#)

²²⁸ Vanguard, Food security: Lagos set to increase rice production, 6 May 2017, [url](#)

²²⁹ Vanguard, Food security: NIFST says policies must address 4 pillars, 14 February 2018, [url](#)

²³⁰ Nigeria, NBS, Population of Nigeria 2016, available at [url](#)

²³¹ World Bank (The), Nigeria, Country Profile, n.d., [url](#)

²³² Statista, Nigeria: Urbanization from 2007 to 2017, 2018, [url](#)

²³³ World Bank (The), Nigeria slum upgrading, involuntary resettlement, land and housing, 23 June 2015 [url](#), p. 3

²³⁴ Akinwale, O. et al., Living conditions and public health status in three urban slums of Lagos, Nigeria, January 2014 [url](#), p.

37

²³⁵ Fox, S. R. et al., Urbanisation and Urban Expansion in Nigeria. July 2015, [url](#), pp. 10-11

²³⁶ However, following a BBC article, the Lagos State government estimates the population in Lagos city at 21 million in 2017. BBC, The city that won't stop growing - How can Lagos cope with its spiralling population?, 21 August 2017, [url](#)

entre 2000 et 2016; cependant, le relais devrait être pris par Lagos, dont les prévisions de croissance annuelle entre 2016 et 2033 sont de 7,2 %²³⁷.

L'urbanisation rapide engendre de nombreux problèmes sur le plan de la situation sanitaire et des conditions de vie des citoyens. Selon des chercheurs de l'université Ahmadu Bello de Zaria, « [l']urbanisation au Nigeria est principalement due à des facteurs démographiques [...]. Cela provoque des crises sanitaires en milieu urbain: insuffisance de l'approvisionnement en eau potable, insalubrité et bidonvilles, problèmes d'assainissement et de gestion des déchets solides, double charge de morbidité et système de transports inefficace, congestionné et dangereux »²³⁸.

Raisons de l'urbanisation

En général, les raisons les plus courantes poussant aussi bien les hommes que les femmes à migrer sont la recherche d'un emploi et la recherche de possibilités d'études, à quoi s'ajoute pour les femmes la motivation de rejoindre un conjoint ou de se marier²³⁹. De nombreux habitants des bidonvilles de Lagos émigrent vers les villes pour des raisons économiques (pauvreté : 52 %, manque d'emplois : 42 %, manque de logements : 34 %)²⁴⁰.

2.6.2 Conditions de vie

La population urbaine croît plus vite que ne se développent les infrastructures, les services publics et les possibilités d'emploi nécessaires. D'où l'existence de bidonvilles urbains, la pauvreté, la congestion de la circulation, la pénurie de logements, le caractère inadapté des services gouvernementaux, l'accroissement des inégalités sociales et économiques, la violence dans les rues et la criminalité. Des problèmes de santé et d'assainissement résultent de cette urbanisation rapide à cause du manque d'électricité, d'installations pour le traitement des eaux usées, d'eau potable et de logements convenables²⁴¹. En outre, comme le note le rapport de la Banque mondiale, « [à] Lagos, [...] les écarts en matière de conditions de vie entre les quartiers spontanés et les lotissements formels sont marqués » et les écarts socio-économiques dans les quartiers de la ville s'accroissent²⁴².

Logement

Le Nigeria manque de logements adéquats, dont le nombre se situait entre 20 et 30 millions d'unités en 2014²⁴³. Alors qu'il avait été estimé que les besoins annuels seraient de 0,5 à 1 million d'unités de logement d'ici à 2020, seuls 15 à 19 % desdites unités ont été réalisées dans le cadre des programmes de planification gouvernementaux entre 1975 et 1985. En conséquence, de nombreux logements urbains sont surpeuplés. Les coûts à engager pour parvenir au nombre requis de logements pourraient s'élever à « plus de 36 000 milliards de nairas » (400 NGN = 1 USD)²⁴⁴.

Le problème du logement se pose tant à Abuja qu'à Lagos. Cependant, si à Abuja, l'existence d'un déficit de 600 000 logements ne pousse pas les propriétaires à vendre ou à louer à n'importe quel prix – et par conséquent beaucoup d'unités sont encore vacantes –, à Lagos, où il en manque 2,5 millions, les investisseurs et le gouvernement s'intéressent à l'aménagement urbain et à la construction de logements pour la vente ou la location. Sur le marché locatif, le gouvernement a lancé un programme

²³⁷ World Bank (The), Nigeria slum upgrading, involuntary resettlement, land and housing, 23 June 2015, [url](#), p. vi; World Bank, Urbanization in Nigeria: Planning for the Unplanned, 3 November 2016, [url](#)

²³⁸ Alhaji A.A. et al., Urbanization, Cities, and Health, October-December, 2017, [url](#)

²³⁹ Fox, S.R. et al., Urbanisation and Urban Expansion in Nigeria. July 2015, [url](#), p. 29

²⁴⁰ Akinwale, O. et al., Living conditions and public health status in three urban slums of Lagos, Nigeria, January 2014, [url](#), p. 37

²⁴¹ Aliyu, A.A. et al., Urbanization, Cities, and Health, October-December 2017, [url](#)

²⁴² World Bank (The), Nigeria slum upgrading, involuntary resettlement, land and housing, 23 June 2015, [url](#), p. 3

²⁴³ World Bank (The), Nigeria slum upgrading, involuntary resettlement, land and housing, 23 June 2015, [url](#), p. 4

²⁴⁴ Aliyu, A. A. et al., Urbanization, Cities, and Health, October-DecemberOct-Dec 2017, [url](#)

de « location avec option d'achat »²⁴⁵, rendant le processus de logement potentiellement plus facile pour la population²⁴⁶.

Les zones urbaines sont caractérisées par une pluralité d'habitats, comme l'indique un document de recherche publié en 2015. En dehors des quartiers résidentiels, axés sur la classe moyenne, les espaces d'habitation informelle dans les quartiers centraux des villes sont les plus anciens et les plus importants, disposant de marchés et autres services commerciaux. Généralement, ces espaces abritent les logements de la plus piètre qualité et affichent la densité de population la plus élevée. À la périphérie des zones urbaines, où sont habituellement logés les nouveaux arrivants, se trouvent des squats et des campements plus informels. La densité de population y est généralement plus faible que dans les centres-villes et l'on y constate « une diversité sur les plans ethnique, professionnel, social et religieux »²⁴⁷.

Les conditions de vie dans les bidonvilles, étudiées par exemple à Lagos, sont désastreuses. La plupart des personnes vivant dans des bidonvilles connaissent des « niveaux inacceptables d'hygiène et de santé, et sont privées des infrastructures sociales de base essentielles » (manque d'eau et d'électricité, absence d'installations pour l'élimination des déchets et pour le traitement des eaux usées)²⁴⁸.

Accès à l'eau, à l'assainissement et à l'électricité

De nombreux citoyens n'ont pas accès à l'eau potable en raison du manque d'entretien, du sous-investissement et du manque de subventions gouvernementales pour assurer l'accès des personnes pauvres à l'eau. Seuls 3 % des habitants d'Idaban et 9 % de ceux de Lagos ont accès à l'eau courante. L'eau potable provient le plus souvent de puits tubés ou de forages, utilisés par 44 % des citoyens. Cependant, à Lagos, cette eau s'obtient principalement auprès de vendeurs ambulants²⁴⁹.

L'assainissement dans les zones urbaines s'améliore, 42,7 % des ménages en ville utilisant des « installations sanitaires améliorées et non partagées », selon des données de 2013. Toutefois, cela implique qu'une grande partie des ménages utilisent encore des espaces ouverts pour se soulager, ce qui comporte de nombreux risques graves pour la santé²⁵⁰. Dans le cadre d'une enquête représentative sur les conditions de vie dans les bidonvilles, environ la moitié des personnes interrogées ont déclaré utiliser des latrines à fosse à l'arrière de leur maison (l'approvisionnement en eau étant trop irrégulier pour des toilettes à chasse d'eau); 36 % se servent en revanche d'un système de chasse, et les autres utilisent la lagune ou d'autres espaces²⁵¹.

Il n'existe pas non plus de système efficace de collecte des déchets :

« [d]e l'étude de neuf villes du Nigeria, il ressort que les déchets sont généralement déversés dans des décharges à ciel ouvert, des dépotoirs non contrôlés et des dépôts d'ordures au bord ou à proximité des grands axes. Dans de nombreuses villes, les ordures se répandent sur les routes, bloquant la circulation, et les déchets sont souvent brûlés en plein air sur le bord des routes, ce qui pose des risques potentiels de pollution atmosphérique et d'incendie »²⁵².

²⁴⁵ Nigeria, Lagos State Ministry of Housing, Rent-to-Own, July 2017, [url](#)

²⁴⁶ Propertyproinsider, Real Estate Investors Cautious Over Investment In Abuja, 23 August 2017, [url](#)

²⁴⁷ Fox, S. R. et al., Urbanisation and Urban Expansion in Nigeria. July 2015, [url](#), p. 39

²⁴⁸ Akinwale, O. et al., Living conditions and public health status in three urban slums of Lagos, Nigeria, January 2014, [url](#), p. 36

²⁴⁹ Aliyu, A. A. et al., Urbanization, Cities, and Health, October-December 2017, [url](#)

²⁵⁰ Aliyu, A. A. et al., Urbanization, Cities, and Health, October-December 2017, [url](#)

²⁵¹ Akinwale, O. et al., Living conditions and public health status in three urban slums of Lagos, Nigeria, January 2014, [url](#), p. 39

²⁵² Aliyu, A. A. et al., Urbanization, Cities, and Health, October-December 2017, [url](#)

Accès aux infrastructures et aux transports

Selon une étude portant sur la documentation relative à l'urbanisation publiée entre 1960 et 2015, « [p]lus de 95 % des déplacements urbains au Nigeria s'effectuent par la route, parmi lesquels environ 70 % en transport en commun. Les accidents de la route sont des problèmes de développement et de société qui ont des conséquences sur la santé publique. Il est flagrant que les systèmes de transport dans [les] villes sont inadaptés, inefficaces, risqués et peu fiables ». De nombreuses routes sont en mauvais état. Les grandes villes comme Lagos pâttissent de problèmes de congestion de la circulation et, partant, d'une grave pollution de l'air due aux émissions élevées de gaz d'échappement et de dioxyde de carbone²⁵³.

Accès à la terre

Le Land Use Act (LUA) de 1978 constitue le principal cadre juridique régissant l'accès à la terre. La loi confie la gestion des terres aux gouverneurs des États, qui peuvent accorder un « droit légal d'occupation » aux particuliers, tandis que les administrations locales sont habilitées à leur accorder un « droit coutumier d'occupation » des terres non urbaines. Dans les deux cas, des attestations d'occupation sont émises. En outre, la loi « vise à préserver les droits existants sur les terres améliorées » datant d'avant 1978, au moyen de « droits d'occupation réputés ». Une étude de la Banque mondiale note ceci: « [d]ans les zones rurales, voire dans certaines zones urbaines et périurbaines, une grande confusion subsiste quant au statut juridique de certaines terres et les règles de gestion foncière en vigueur avant le LUA restent fortement ancrées dans la pratique »²⁵⁴.

Comme expliqué ci-avant, le LUA ne réglemente que la propriété foncière officiellement attestée et ne reconnaît pas les établissements humains informels ni les occupations d'espace illégales. Cela implique qu'en cas de réinstallation forcée (ce qui se produit souvent du fait d'une forte concurrence pour la terre), les occupants illégaux n'ont droit à aucune compensation ou aide. Selon une étude de la Banque mondiale concernant l'amélioration des bidonvilles, la réinstallation forcée, les terres et le logement²⁵⁵, dans les villes comme Lagos, où environ 60 à 80 % des habitants vivent dans de tels établissements informels, le LUA ne résout pas les problèmes de logement.

L'expansion de la population urbaine influe sur la hausse de la demande de terrains en milieu urbain. À Lagos, la plupart des terrains non bâtis de la ville sont occupés par des immigrants ruraux. Cela entraîne le « développement incontrôlé et désordonné de bidonvilles dépourvus d'infrastructures de base et caractérisés par de très mauvaises conditions environnementales »²⁵⁶. On estime qu'en 2030, environ 2,3 millions d'hectares auront été transformés en espaces d'occupation urbaine, soit une superficie cinq fois supérieure aux 464 192 hectares de terrains urbains qui existaient en 2000²⁵⁷.

Appartenance autochtone

L'accès à la terre dépend également du statut autochtone de la personne. Partout au Nigeria, il existe des différences juridiques et sociales entre les « autochtones » et les « allochtones » [migrants]. Les premiers jouissent de plus de droits que les seconds, bien que cela ne soit pas prévu dans la Constitution. Les certificats d'appartenance autochtone (ou certificats d'origine), délivrés par les administrations locales au nom du gouverneur de chaque État, donnent accès à des services relatifs notamment à la terre, à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et aux postes politiques²⁵⁸. Les

²⁵³ Aliyu, A. A. et al., *Urbanization, Cities, and Health*, October-December 2017, [url](#), pp. 11-12

²⁵⁴ World Bank (The), *Nigeria slum upgrading, involuntary resettlement, land and housing*, 23 June 2015, [url](#), p. 7

²⁵⁵ World Bank (The), *Nigeria slum upgrading, involuntary resettlement, land and housing*, 23 June 2015, [url](#), pp. vi-vii

²⁵⁶ Akinwale, O. et al., *Living conditions and public health status in three urban slums of Lagos, Nigeria*, January 2014, [url](#), p. 37

²⁵⁷ Fox, S.R. et al., *Urbanisation and Urban Expansion in Nigeria*, July 2015 [url](#), p. 12

²⁵⁸ Canada, IRB, *Nigeria: Information on a Certificate of State of Origin*, (2015-January 2017), 30 January 2017, NGA105727.E, [url](#); UN HRC, *Report of the Special Rapporteur on Minority Issues*, Rita Izsák, 5 January 2015, [url](#)

critères de délivrance de ces certificats diffèrent d'une administration locale à l'autre, ce qui peut donc conduire à la discrimination et à la marginalisation des allochtones, selon un rapport de l'International Crisis Group²⁵⁹. Cela s'applique également aux PDI qui ne sont pas originaires de l'État dans lequel elles se sont réfugiées.

Droit de succession

Le système juridique nigérian est une combinaison de « législation nigériane, de droit anglais, de droit coutumier (y compris le droit musulman) et de jurisprudence », selon un article du Lawyers Chronicle, « le magazine pour les juristes africains », publié sur le site internet nigérian « Law Repository » (référentiel juridique).

« En matière successorale, la question de la légitimité et de la légitimation est principalement liée au statut du successeur du défunt. [...] la légitimité est le statut acquis par une personne qui est née d'une union conjugale légitime et est considérée comme légitime dès sa naissance. [...] En raison de la nature pluraliste du système juridique nigérian, différents systèmes de droit s'appliquent pour déterminer qui succède aux personnes décédées et hérite de leurs biens »²⁶⁰.

En ce qui concerne les droits successoraux des femmes, le Lawyers Chronicle note que « [d]eux types de mariages sont reconnus par la loi : les mariages légaux et les mariages coutumiers, qui comprennent les mariages en vertu du droit musulman. Par conséquent, tout discours concernant les droits successoraux des femmes au Nigeria doit tenir compte de la diversité du système juridique »²⁶¹.

Le Marriage Act de 1990 dispose que « [l]a femme mariée en vertu de cette loi jouit des mêmes droits sur le patrimoine familial acquis pendant le mariage, ainsi qu'en matière de participation à l'aliénation dudit patrimoine pendant ou après le mariage, ou au décès de son époux »²⁶². Sur la page internet de la FAO concernant les droits des femmes sur le patrimoine et l'usage de la terre au Nigeria, il est indiqué ceci: « [l]e système juridique de la charia, en place dans certains États, confère aux femmes le droit de posséder et d'aliéner des biens, y compris des terres [...]. La charia dispose aussi que les femmes peuvent hériter de biens, mais ont le droit d'hériter uniquement d'une petite partie d'un patrimoine ». Ceci étant, « [d]ans la majeure partie du pays, les mariages contractés en vertu des lois religieuses musulmanes ou d'autres lois coutumières ne sont pas reconnus ou protégés par le droit écrit, même s'il s'agit des mariages les plus courants »²⁶³.

2.6.3 Conditions de vie des femmes isolées

En 2012, les interlocuteurs de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) observaient que pour une femme sans soutien masculin à la tête de son ménage, il est très difficile d'obtenir un logement. Les propriétaires refusent souvent d'avoir pour locataire une femme célibataire et exigeraient la garantie d'un homme. Néanmoins, dans les grandes villes du sud comme Lagos, Ibadan et Port Harcourt, une femme qui dirige son propre ménage peut obtenir un logement si elle a les moyens d'en payer le loyer élevé et est en mesure de verser une avance de deux à trois ans sur le loyer. Pour les femmes sans instruction, il est difficile d'obtenir un logement dans les villes du sud, tandis que cela peut être possible dans les zones rurales grâce à la famille élargie²⁶⁴.

²⁵⁹ International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, [url](#)

²⁶⁰ Law Repository Nigeria, The Underlying Factors in the Law of Inheritance in Nigeria, 9 September 2017, [url](#)

²⁶¹ Law Repository Nigeria, The Underlying Factors in the Law of Inheritance in Nigeria, 9 September 2017, [url](#)

²⁶² FAO, Gender land and rights database – Nigeria, Women's property and use rights in personal laws, n.d., [url](#)

²⁶³ FAO, Gender land and rights database – Nigeria, Women's property and use rights in personal laws, n.d., [url](#)

²⁶⁴ Canada, IRB, Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment in large northern cities, NGA103907.E, 19 November 2012 [url](#)

Dans le nord du pays, il est extrêmement rare qu'une femme célibataire vive seule ou soit à la tête d'un ménage, aux dires des interlocuteurs du CISR. La plupart des propriétaires n'accepteraient pas de femmes célibataires comme locataires, « en raison des valeurs islamiques et traditionnelles ». D'après une autre interlocutrice, dans le nord, il arrive dans certains cas que la famille d'une femme « s'occupe du logement »²⁶⁵.

2.6.4 Conditions de vie des PDI

Au 30 juin 2018, 224 334 réfugiés nigériens déplacés en raison de l'insurrection au Cameroun, au Tchad et au Niger, étaient venus s'ajouter aux 2,25 millions de déplacés internes du pays²⁶⁶.

En juillet 2017, le UNHCR commentait ainsi les conditions de vie des PDI:

« [I]es populations déplacées vivent dans des conditions déplorable caractérisées par le surpeuplement et par un accès limité à un hébergement sûr, salubre et digne. Au Nigeria, les déplacés internes et les rapatriés accueillis dans des camps et dans des sites de déplacement vivent souvent dans des refuges bondés, ou isolés dans des zones peu sûres ou inhospitalières, ce qui les rend vulnérables face à l'exploitation et à la maltraitance. La situation est des plus précaires dans les zones d'installation telles que les camps, les sites de déplacement et les bâtiments inachevés. Le manque d'abris pose donc constamment un problème majeur et constitue l'un des principaux obstacles au retour »²⁶⁷.

PDI dans l'État de Lagos

L'État de Lagos abrite de nombreuses PDI en provenance du nord du Nigeria qui ont échappé à la violence de Boko Haram. Dans la région d'Ibeju-Lekki, un centre officiel de réintégration pour les migrants et les déplacés internes a été créé. Sa mise en place s'inscrit dans le cadre du programme d'assistance au retour volontaire et à la réintégration (Assisted Voluntary Return and Reintegration, AVRR). Il s'agit d'un centre de transit où les migrants peuvent bénéficier de services notamment en matière de conseil, d'aide au regroupement familial, d'acquisition de compétences et d'hébergement temporaire²⁶⁸.

À l'intérieur de l'État de Lagos, l'une des plus grandes concentrations de PDI se trouve à Debojo, dans la zone d'administration locale d'Ibeju Lekki²⁶⁹. Selon un article de presse, la péninsule de Lekki, qui en abrite des milliers, est le théâtre d'une concurrence entre les riches et les pauvres pour la terre. Dans ces zones, de nombreuses PDI sont des veuves qui ont fui la violence dans le nord avec leurs enfants et se retrouvent à vivre dans des bidonvilles sur des terrains publics ou privés, moyennant le paiement de montants considérables. Ils risquent d'être expulsés par les autorités locales, qui cherchent à aménager ces rares terrains à l'intention de personnes plus aisées. Les familles expulsées déménagent généralement dans un autre bidonville où elles ont des amis ou des parents²⁷⁰.

Les médias rapportent des témoignages de PDI qui « campent » dans la rue, dans des voitures abandonnées. Les enfants ne sont pas vaccinés et ne vont pas à l'école, car si l'éducation à Lagos est gratuite, les parents doivent acheter pour leurs enfants des uniformes scolaires, des chaussures, des livres et de la nourriture, et payer leurs frais de transport. Les hommes circulent souvent à

²⁶⁵ Canada, IRB, Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment in large northern cities, NGA103907.E, 19 November 2012, [url](#)

²⁶⁶ UNHCR, Regional Update, Nigeria Situation 1 - 30 June 2018, 30 June 2018 [url](#), p. 1

²⁶⁷ UNHCR, Nigeria Situation 2017, Supplementary Appeal January –December 2017, Revised, July 2017 [url](#) p. 8

²⁶⁸ Information Nigeria, FG Establishes IDP Centre In Lagos, 13 February 2016, [url](#)

²⁶⁹ Premium Times, Special Report: Lagos Forgotten Communities, 22 July 2018, [url](#)

²⁷⁰ Punch, Living under terror of 'Omo-Onile', 22 April 2017, [url](#)

motocyclette : ils acquièrent l'engin en « location-vente » auprès d'un revendeur et remboursent leur dette petit à petit, souvent à un tarif très désavantageux²⁷¹.

PDI à Abuja

Selon un reportage, Abuja dispose de plusieurs camps de PDI : Lugbe, Area One, New Kuchingoro et Kuje. L'agence nationale de gestion des situations d'urgence (National Emergency Management Agency, NEMA) est responsable du camp d'Area One²⁷². Il existerait d'autres camps à Durumi²⁷³, à Kara Majiji²⁷⁴ et à Wassa. Celui de Wassa « abrite plus de 5 000 PDI en provenance des États de Borno, d'Adamawa et de Yobe, parmi lesquelles environ 70 % de femmes et d'enfants »²⁷⁵.

Les informations émanant de ces camps sont très similaires: les PDI peinent à gagner leur vie, n'ayant pas suffisamment de nourriture, d'eau, de soins de santé et autres éléments de première nécessité. Elles se sentent abandonnées par le gouvernement, qui déclare faire « tout ce qui est en son pouvoir pour répondre à leurs besoins humanitaires, non seulement dans la capitale, mais partout dans le pays ». Dans un article, le directeur de la NEMA est cité en ces termes: « [l]es questions relatives aux déplacés internes ont toujours été et seront toujours une priorité pour notre gouvernement »²⁷⁶.

2.7 Éducation

2.7.1 Introduction

La constitution nigériane de 1999 garantit la gratuité de l'enseignement dans le pays. Le gouvernement est chargé de « veiller à ce que les chances en matière d'éducation soient égales et adaptées à tous les niveaux ». Conformément à l'article 18, paragraphe 3, point a), de ladite constitution, le gouvernement assure également « un enseignement primaire gratuit, obligatoire et universel »²⁷⁷. Ces principes sont réaffirmés dans la loi n° 26 de 2003, également connue sous le nom de Child's Rights Act (loi sur les droits de l'enfant), dont l'article 15, paragraphe 1, précise que « [t]out enfant a droit à une éducation de base gratuite, obligatoire et universelle et [qu']il incombe au gouvernement nigérien d'assurer cette éducation »²⁷⁸.

La quatrième édition de la politique nationale de l'éducation (2004) a porté à un total de neuf ans la durée de l'enseignement obligatoire (entre l'âge de 6 ans et l'âge de 14 ans) : « six ans d'enseignement primaire et trois ans d'enseignement secondaire de premier cycle »²⁷⁹. Le niveau suivant (postérieur à l'éducation de base) comprend trois années d'enseignement secondaire de deuxième cycle²⁸⁰, jusqu'à l'âge de 17 ans²⁸¹. L'enseignement postsecondaire ou supérieur comporte une branche universitaire et une branche non universitaire (établissements d'enseignement technique, écoles polytechniques et écoles monotecniques)²⁸².

²⁷¹ Cable (The), Chased from Chibok to Lagos, 14 April 2018, [url](#)

²⁷² Vanguard, Abuja Area One IDPs camp: A place of tears, uncertainty, 12 March 2015, [url](#)

²⁷³ Al Jazeera, Thousands displaced by Boko Haram languish in Abuja IDP camps, 26 March 2018, [url](#)

²⁷⁴ This Day, Nigeria: Defence Ministry Constructs Borehole, Presents Relief Materials to Abuja IDPs, 10 May 2018, [url](#)

²⁷⁵ Nigeria Health Watch, Reflections from a Journey to Wassa IDP Camp, 21 September 2017, [url](#)

²⁷⁶ Al Jazeera, Thousands displaced by Boko Haram languish in Abuja IDP camps, 26 March 2018, [url](#)

²⁷⁷ Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#), section 18(3)(a).

²⁷⁸ Nigeria, Child's Right Act, 2003, [url](#), Section 15(1)

²⁷⁹ Nigeria, National Policy on Education – 4th Edition, 2004, [url](#), p. 13

²⁸⁰ Nigeria, National Policy on Education – 4th Edition, 2004, [url](#), p. 19

²⁸¹ UNESCO Institute for Statistics, Nigeria – Education and Literacy, Education System, n.d. [url](#)

²⁸² Nigeria, National Policy on Education – 4th Edition, 2004, [url](#), pp. 36-43

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), « il n'y a pas de coûts fixes pour l'éducation au Nigeria »; les coûts sont variables « en fonction du type d'établissement scolaire, de la qualité de l'enseignement proposé et, parfois, de la situation géographique »²⁸³.

Éducation et religion

Conformément à l'article 38, paragraphe 2, de la constitution, nul n'est tenu de recevoir une instruction religieuse si elle « concerne une religion autre que la sienne ou une religion non approuvée par ses parents ou par son tuteur »²⁸⁴. Le même article dispose également, au paragraphe 3, qu'« aucune communauté ou confession religieuse ne peut être empêchée de dispenser un enseignement religieux aux élèves de cette communauté ou confession dans tout lieu d'enseignement entièrement tenu par celle-ci »²⁸⁵.

Selon l'affirmation de l'ONG Freedom House, dans son rapport de 2017 sur le Nigeria, « [l]e gouvernement fédéral respecte généralement la liberté d'enseignement ». Toutefois, comme précisé dans ledit rapport, « certains gouvernements d'États imposent une instruction religieuse dans le cadre des programmes d'enseignement primaire et secondaire ». En ce qui concerne l'enseignement supérieur, il est indiqué en outre que « les dispositions en matière d'admission des étudiants et d'embauche des enseignants font l'objet d'ingérences politiques »²⁸⁶.

Selon l'OIM, « les écoles primaires ou élémentaires dispensent un enseignement de style occidental, à l'exception des écoles coraniques qui, dans certaines régions du pays, transmettent des connaissances tirées de l'Islam »²⁸⁷. Selon l'UNICEF, de nombreux enfants du nord du Nigeria ne fréquentent que des écoles coraniques, où « on leur apprend à mémoriser et à réciter le Coran, mais pas à [se familiariser avec] le calcul, la lecture et l'écriture, et les aptitudes utiles au quotidien, nécessaires pour être efficace dans le monde actuel »²⁸⁸.

2.7.2 Accès à l'éducation

Selon l'UNICEF, au Nigeria, le taux de fréquentation de l'école primaire a augmenté au cours de ces dernières années²⁸⁹. Les derniers chiffres disponibles, fournis par l'UNESCO et datant de 2013, montrent que le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire était alors de 94,07 % chez les enfants en âge de suivre un tel enseignement²⁹⁰. En ce qui concerne l'enseignement secondaire et supérieur, les taux bruts de scolarisation étaient respectivement de 56,18 % (2013) et de 10,17 % (2011)²⁹¹. Toutefois, environ 25 % de tous les enfants inscrits au niveau primaire abandonnent l'école avant d'avoir achevé leur cursus (données de 2010)²⁹².

Cependant, 10,5 millions d'enfants ne fréquentaient pas l'école en 2017, ce qui fait du Nigeria le pays comptant le plus grand nombre d'enfants non scolarisés au monde. Environ 60 % des enfants concernés se trouvent dans le nord du pays. En raison du conflit dans cette région, qui a entraîné la mort d'enseignants et la destruction d'écoles par le feu ou leur fermeture pour des raisons de sécurité, de nombreux enfants n'ont pas accès à l'éducation²⁹³. La BBC rapporte que l'ampleur du problème a été reconnue par M. Adamu Hussaini, secrétaire permanent du ministère nigérian de l'éducation, qui

²⁸³ IOM, Returning to Nigeria, Country Information Sheet, 2015, [url](#), p. 14

²⁸⁴ Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#), section 38(2)

²⁸⁵ Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#), section 38(3)

²⁸⁶ Freedom House, Nigeria, 2017, [url](#)

²⁸⁷ IOM, Returning to Nigeria, Country Information Sheet, 2015, [url](#), p. 13

²⁸⁸ UNICEF Nigeria, Quality Basic Education. In Nigeria, bringing the Message of education for all, 13 June 2014, [url](#)

²⁸⁹ UNICEF Nigeria, Quality Basic Education – The Situation, n.d. [url](#)

²⁹⁰ UNESCO Institute for Statistics, Nigeria – Education and Literacy, n.d. [url](#)

²⁹¹ UNESCO Institute for Statistics, Nigeria – Education and Literacy, n.d. [url](#)

²⁹² World Bank, Primary completion rate, total (% of relevant age group), n.d. [url](#)

²⁹³ UNICEF Nigeria, Quality Basic Education – The Situation, n.d. [url](#)

a en outre affirmé que « les filles, les enfants des rues et les enfants des groupes nomades étaient les plus touchés ». Ce nombre élevé d'enfants non scolarisés a été attribué à des facteurs culturels, mais certains critiques font remarquer que les écoles financées au moyen de fonds publics manquent d'argent²⁹⁴. L'UNICEF évoque également des raisons économiques : « de nombreux parents n'ont tout simplement pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école »²⁹⁵.

Écart entre les sexes

Les chiffres de l'ONU montrent qu'environ 60 % des enfants non scolarisés sont des filles et qu'un grand nombre de ceux qui s'inscrivent abandonnent prématurément. Les raisons invoquées pour expliquer l'abandon scolaire des filles en particulier sont notamment « la mauvaise perception à l'égard de la valeur de l'éducation pour les filles et les mariages précoces »²⁹⁶. Freedom House souligne également le fait qu'au Nigeria, de nombreuses familles « choisissent d'envoyer leurs fils à l'école, tandis que leurs filles deviennent vendeuses ambulantes ou employées de maison »²⁹⁷.

M. Yinka Olaito, directeur exécutif du groupe d'action African Child Education Right Initiatives, basé à Lagos, a déclaré dans une interview accordée à Africa Check que « si des facteurs tels que les mythes sexistes, la religion et les croyances culturelles ont une incidence sur la scolarisation des filles, les années d'insurrection dans la région nord-est du Nigeria et d'autres troubles ont pu aggraver la situation ces dernières années »²⁹⁸.

Le gouvernement fédéral a élaboré une stratégie nationale en vue de parvenir à l'égalité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire en lançant en 2006 sa politique nationale pour l'égalité des sexes dans l'éducation de base²⁹⁹. Selon Africa Check, « certains des États les plus touchés disposent de programmes spécifiques pour faire en sorte que davantage de filles aillent à l'école, prévoyant notamment des transferts en espèces et la gratuité des uniformes »³⁰⁰.

Incidence de Boko Haram sur l'éducation

Freedom House souligne l'incidence des activités de Boko Haram sur l'éducation laïque dans le nord-est du Nigeria. L'ONG précise que « parmi les atteintes portées par Boko Haram à l'éducation laïque figurait la fermeture ou la destruction d'établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur »³⁰¹. Comme l'a indiqué la coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (Global Coalition to Protect Education from Attack, GCPEA), en 2013, « une grande partie de la violence s'est concentrée dans les États de Borno et de Yobe », où Boko Haram a empêché des milliers d'enfants « de poursuivre leur scolarité, notamment en détruisant des écoles, en chassant des membres de la communauté et en ciblant les filles dans le cadre d'enlèvements à grande échelle et d'autres formes d'attaques »³⁰². Selon l'UNICEF, entre 2009 et 2017 dans le nord-est du Nigeria, 2 259 enseignants avaient trouvé la mort et 19 000 autres s'étaient déplacés en raison des agissements de Boko Haram, qui avaient causé la destruction de près de 1 400 écoles. Dans l'État de Borno, en l'occurrence le plus touché, 57 % des écoles sont fermées³⁰³.

La GCPEA fait également état d'attaques contre le personnel et contre les installations de l'enseignement supérieur. Dans son rapport de 2018, il est précisé que « [d]es assaillants armés, des

²⁹⁴ BBC, Nigeria has 'largest number of children out-of-school' in the world, 25 July 2017 [url](#)

²⁹⁵ UNICEF Nigeria, Quality Basic Education. In Nigeria, bringing the Message of education for all, 13 June 2014 [url](#)

²⁹⁶ UNICEF Nigeria, Quality Basic Education – The Situation, n.d. [url](#)

²⁹⁷ Freedom House, Freedom in the World - Nigeria, 2017, [url](#)

²⁹⁸ Africa Check, Does Nigeria have the world's most girls out-of-school, as activist Malala claimed?, 10 August 2017, [url](#)

²⁹⁹ Nigeria, National Policy on Gender in Basic Education, January 2006 [url](#)

³⁰⁰ Africa Check, Factsheet: Grading Nigeria's progress in education, 16 July 2018 [url](#)

³⁰¹ Freedom House, Freedom in the world - Nigeria, 2017, [url](#)

³⁰² Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack, 2018 [url](#), p. 180

³⁰³ UNICEF, More than half of all schools remain closed in Borno State, 29 September 2017 [url](#)

kamikazes non identifiés, Boko Haram et les forces de sécurité gouvernementales ont tué, blessé ou détenu des dizaines d'universitaires et d'étudiants » entre 2013 et 2017, tandis que « des établissements d'enseignement supérieur ont été bombardés et incendiés lors de plusieurs incidents, dont six survenus à l'université de Maiduguri au cours de la seule année 2017 »³⁰⁴.

Pour plus d'informations, consulter le rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO portant sur le ciblage d'individus au Nigeria ([EASO - COI Report - Nigeria - Targeting individuals](#), novembre 2018).

En ce qui concerne la situation dans l'État de Lagos, le journal national Vanguard édité sur place a signalé qu'en 2018, le gouvernement de l'État avait adopté une nouvelle stratégie pour faire face aux problèmes relatifs à l'éducation des filles dans la société. Dans l'article concerné, il est affirmé que ladite stratégie consiste à construire des écoles pour filles afin d'« élargir les possibilités d'éducation des petites filles à Lagos »³⁰⁵.

Le développement des infrastructures dans les établissements publics de l'État est l'un des principaux domaines d'intervention du gouvernement de l'État de Lagos. Afin de soutenir le développement du secteur de l'éducation, 92,4 milliards de NGN y ont été alloués dans le cadre du budget de l'État de 2017. La page internet officielle du gouvernement de l'État indique ceci: « [a]ctuellement, Lagos offre un enseignement gratuit à plus d'un million d'élèves ou étudiants, répartis entre 1 010 établissements d'enseignement primaire fréquentés par environ 497 318 élèves, 670 établissements d'enseignement secondaire (premier et deuxième cycles) comptant environ 564 758 élèves, et cinq établissements d'enseignement technique et professionnel, répartis dans tout l'État »³⁰⁶.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et personnes rapatriées

Selon le rapport de la GCPEA susmentionné:

« [e]n août 2017, l'OIM faisait état de 1 757 288 personnes déplacées dans les États de l'Adamawa, de Bauchi, de Borno, de Gombe, de Taraba et de Yobe, ce qui correspond à une légère diminution par rapport aux évaluations précédentes. La majorité de la population déplacée (80 %) se trouvait dans l'État de Borno et la principale cause de déplacement était l'insurrection »³⁰⁷.

Dans ces régions, déjà durement touchées par l'insurrection de Boko Haram³⁰⁸, des efforts ont été déployés pour assurer la scolarisation des enfants des communautés d'accueil, de même que celle des enfants déplacés³⁰⁹. À cette fin, dans le cadre de l'initiative pour la sécurité dans les écoles (Safe Schools Initiative, SSI) lancée en 2014 par le gouvernement nigérian et les Nations unies, une stratégie de scolarisation en alternance a été élaborée, à adopter lorsque le nombre d'élèves déplacés est trop élevé pour leur permettre de suivre le programme scolaire normal³¹⁰. Au sujet de cette initiative, l'UNICEF fournit les détails suivants :

« [l]a scolarisation en alternance permet d'utiliser les quelques installations, services et ressources disponibles sans mettre à rude épreuve le système scolaire, en ce sens que le programme scolaire "normal" peut se dérouler normalement pour les enfants de la

³⁰⁴ Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack, 2018, [url](#), p. 183

³⁰⁵ Vanguard, Education: Lagos adopts new strategy to end gender disparity, 13 January 2018 [url](#)

³⁰⁶ Lagos State Government, Lagos and the Revival of Public Education, 13 March 2018, [url](#)

³⁰⁷ Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack, 2018, [url](#), p. 177

³⁰⁸ UNICEF, More than half of all schools remain closed in Borno State, 29 September 2017, [url](#)

³⁰⁹ UNICEF, Education Strategy for Internally Displaced (ID) Children in Host Communities, 9 November 2015, [url](#)

³¹⁰ UNICEF, Education Strategy for Internally Displaced (ID) Children in Host Communities, 9 November 2015, [url](#); Global Business Coalition for Education, Safe Schools Initiative: Protecting the Right to Learn in Nigeria, October 2015 [url](#)

communauté scolaire, mais avec un léger ajustement des horaires, permettant d'organiser des cours l'après-midi pour les enfants déplacés³¹¹ ».

En octobre 2015, la coalition mondiale des entreprises pour l'éducation (Global Business Coalition for Education, GBC-Education) indiquait que « près de 50 000 enfants chassés de leur foyer au Nigeria par Boko Haram [avaient] bénéficié de l'initiative pour la sécurité dans les écoles grâce à un programme de transfert des élèves, à un programme de reconstruction des écoles et à des stratégies éducatives novatrices dans les camps de PDI »³¹².

L'OIM vient en aide aux migrants nigériens qui souhaitent rentrer volontairement chez eux, au moyen de l'AVRR³¹³. Les programmes d'AVRR comportent différentes étapes d'intervention, parmi lesquelles l'aide à la réintégration une fois de retour au Nigeria, où les migrants peuvent bénéficier d'un « soutien pour l'éducation, par une prise en charge des frais de scolarité pour les adultes et pour les enfants »³¹⁴.

2.8 Soins de santé

2.8.1 Données de base

Espérance de vie à la naissance (2015)	52,6 ans (femmes), 51,2 ans (hommes) ³¹⁵
Taux de mortalité maternelle (2015)	814 pour 100 000 naissances vivantes ³¹⁶
Mortalité infantile	76,3 pour 1 000 naissances vivantes ³¹⁷
Taux de mortalité avant l'âge de 5 ans	186 pour 1 000 naissances vivantes ³¹⁸
Taux de fécondité	5,7 naissances vivantes par femme ³¹⁹
Nombre de médecins	4 pour 10 000 habitants ³²⁰
Nombre de sages-femmes et d'infirmières	16,1 pour 10 000 habitants ³²¹
Nombre de lits d'hôpitaux	5 pour 10 000 habitants ³²²
Pourcentage de la population utilisant des installations sanitaires non améliorées	22 % ³²³
Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air	25 % ³²⁴

³¹¹ UNICEF, Education Strategy for Internally Displaced (ID) Children in Host Communities, 9 November 2015, [url](#), pp. 7-8.

³¹² Global Business Coalition for Education, Safe Schools Initiative: Protecting the Right to Learn in Nigeria, October 2015 [url](#)

³¹³ IOM, Returning to Nigeria – Country Information Sheet, 2015, [url](#), p. 7

³¹⁴ IOM, Returning to Nigeria – Country Information Sheet, 2015, [url](#), p. 7

³¹⁵ UN Data, Country Profiles, Social Indicators, 2017 [url](#)

³¹⁶ WHO, Nigeria: country profiles, Maternal mortality in 1990-2015, n.d. [url](#)

³¹⁷ UN Data, Country Profiles, Social Indicators, 2017 [url](#)

³¹⁸ UNICEF, Nigeria, n.d. [url](#)

³¹⁹ UN Data, Country Profiles, Social Indicators, 2017 [url](#)

³²⁰ UN Data, Country Profiles, Social Indicators, 2017 [url](#)

³²¹ WHO, Nigeria, Country description, n.d. [url](#)

³²² WHO, Nigeria, Country description, n.d. [url](#)

³²³ UNICEF, Nigeria, n.d. [url](#)

³²⁴ UNICEF, Nigeria, n.d. [url](#)

Taux de prévalence du VIH/SIDA (estimations)	Adultes de 15 à 49 ans : 2,8 %, femmes de 15 à 49 ans : 3,0 %, hommes de 15 à 49 ans : 2,5 % ³²⁵
Prise en charge des personnes ayant besoin d'un traitement qui bénéficient d'un traitement antirétroviral (TARV)	33 % ³²⁶
Enfants de 0 à 14 ans bénéficiant d'un traitement antirétroviral (TARV)	26 % ³²⁷
Dépenses totales consacrées aux soins de santé, en % du PIB (2014)	3,7 % ³²⁸

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les causes les plus fréquentes de décès au Nigeria sont les suivantes: 1. infections des voies respiratoires inférieures, 2. VIH/SIDA, 3. paludisme, 4. maladies diarrhéiques, 5. complications prénatales, 6. asphyxie à la naissance et traumatisme à la naissance, 7. méningite, 8. accident vasculaire cérébral, 9. cardiopathie ischémique, 10. malnutrition protéino-énergétique³²⁹.

2.8.2 Système de santé

Le système de soins de santé nigérian s'organise en fonction des niveaux de soins, à savoir les niveaux primaire, secondaire et tertiaire³³⁰, et s'articule en un réseau privé et un réseau public³³¹. La prestation de soins de santé par le secteur public est une responsabilité partagée entre les trois niveaux de gouvernement : le gouvernement fédéral, les gouvernements des États et les administrations locales. Le système de soins de santé primaires est géré par les zones d'administration locale (LGA), tandis que les ministères de la santé des États se chargent du système de soins de santé secondaires. Les soins de santé tertiaires sont dispensés par des hôpitaux spécialisés et par des hôpitaux universitaires³³².

Le gouvernement fédéral est chargé de l'élaboration des politiques, de la réglementation, de l'intendance générale et de la prestation des soins de santé au niveau tertiaire (hôpitaux universitaires et hôpitaux spécialisés). Les gouvernements des États sont en charge des soins de santé secondaires, tandis que les LGA gèrent les soins de santé primaires³³³. Selon un rapport de la Pharm Access Foundation, « les LGA constituent le niveau de gouvernement le moins financé et le moins organisé et n'ont donc pas été en mesure de financer ni d'organiser correctement les soins de santé primaires, formant une base très fragile pour le système de santé »³³⁴. En 2016, le budget fédéral pour la santé était de 250,06 milliards de NGN³³⁵. Les dépenses totales de santé sont passées de 3 % du PIB en 2012 à 4 % en 2015³³⁶.

³²⁵ UNAIDS, Country Nigeria, Data, 2017, [url](#)

³²⁶ UNAIDS, Country Nigeria, Data, 2017, [url](#)

³²⁷ UNAIDS, Country Nigeria, Data, 2017, [url](#)

³²⁸ WHO, Nigeria, n.d. [url](#)

³²⁹ WHO, Nigeria: WHO statistical profile, Last updated: January 2015, [url](#)

³³⁰ Pharm Access Foundation, Nigerian Health Sector, Market Study Report, March 2015, [url](#), p. 10

³³¹ Cable (The), Change in Nigeria's healthcare system, 1 January 2016, [url](#)

³³² Oyibocho, E. O., et al., Sustainable Healthcare System in Nigeria, September-October 2014 [url](#), p. 30

³³³ Pharm Access Foundation, Nigerian Health Sector, Market Study Report, March 2015, [url](#), p. 10; Oyibocho, E.O., et al., Sustainable Healthcare System in Nigeria, September-October 2014, [url](#), p. 30

³³⁴ Pharm Access Foundation, Nigerian Health Sector, Market Study Report, March 2015, [url](#), p. 10.

³³⁵ Federal Republic of Nigeria, 2016 Health Budget, n.d. [url](#), p. 1

³³⁶ WHO, Global Health Expenditure Database, NHA Indicators, [url](#)

Le répertoire du ministère fédéral de la santé (Federal Ministry of Health, FMOH) indique ceci : « [e]n décembre 2011, 34 173 établissements de santé de 36 États et du FCT sont inscrits au répertoire. Parmi ceux-ci se trouvent 30 098 (88 %) établissements de soins de santé primaires (SSP), 3 992 (12 %) établissements de soins secondaires et 83 (1 %) établissements de soins tertiaires. Plus de 66 % des établissements sont publics (appartiennent au gouvernement) »³³⁷.

En 2014, selon un rapport du British Medical Institute (BMI), cité dans un rapport de la direction du commerce international du ministère du commerce des États-Unis (International Trade Administration, ITA), il existait 3 534 hôpitaux, dont 950 du secteur public. « Ces derniers incluent 54 hôpitaux tertiaires fédéraux dont 20 hôpitaux universitaires, 22 centres médicaux fédéraux, trois hôpitaux orthopédiques nationaux, le National Eye Centre [centre national d'ophtalmologie], le National ENT [centre national d'oto-rhino-laryngologie] et sept hôpitaux psychiatriques »³³⁸.

Ressources humaines du secteur des soins de santé

Un rapport publié en 2014 par l'OIM indique qu'en 2013, le nombre de médecins praticiens (30 232) représentait environ 35 % des effectifs officiellement communiqués, les données n'ayant jamais été actualisées depuis 1963. Les « nombres d'infirmières, de sages-femmes et de médecins [...] sont bien trop faibles pour que les services de santé essentiels puissent être assurés avec efficacité ». Le rapport montre qu'il y a une pénurie de personnel médical dans tout le Nigeria et que les effectifs sont inégalement répartis, puisque 4 % de l'ensemble des médecins se trouvent dans la zone Nord-Est (qui abrite 14 % de la population), contre 43,9 % dans la zone Sud-Ouest (où vivent 20 % de la population)³³⁹.

Le « ministre d'État » adjoint à la santé, cité dans le Guardian, a admis que la pénurie de personnel médical et la répartition inégale des professionnels de santé qualifiés disponibles étaient considérées comme étant à l'origine de la mauvaise prestation des services de soins de santé au Nigeria³⁴⁰.

L'alliance mondiale pour les personnels de santé (Global Health Workforce Alliance, GHWA), réseau établi par l'OMS, indique de même ceci :

« [L]e principal problème pour le Nigeria est que le personnel formé en soins de santé est insuffisant et sa répartition inégale. Le personnel de santé est concentré dans la prestation des services de soins tertiaires en milieu urbain dans le sud du pays, en particulier à Lagos [...]. Ces difficultés sont aggravées par le fait que le gouvernement fédéral accepte et réglemente trois systèmes de prestation de soins de santé, respectivement conventionnel, alternatif et traditionnel »³⁴¹.

2.8.3 Accès aux traitements

Parmi les établissements publics de soins de santé primaires, 60 % sont situés dans les régions du nord du pays. Ce sont « principalement des postes sanitaires et des dispensaires qui proposent uniquement des services thérapeutiques de base »³⁴².

Selon le gouvernement de l'État de Borno, en 2017, 6,9 millions de personnes avaient besoin d'une assistance sanitaire dans les seuls États d'Adamawa, de Borno et de Yobe. De nombreux établissements de santé étaient entièrement détruits (262 sur un total de 749 établissements) et certains étaient partiellement endommagés (215 sur 749). Néanmoins, selon l'OIM, pour les sites

³³⁷ FMOH, Directory of Health Facilities – Extract, 2011, [url](#)

³³⁸ US ITA, 2016 Top Markets Report Medical Devices, Country Case Study, Nigeria, 2016, [url](#), p. 1.

³³⁹ IOM, Promoting Better Management of Migration in Nigeria, May 2014 [url](#), pp. 16, 18, 24, 38

³⁴⁰ Guardian (The), Developing human recourse for health, 4 September 2017, [url](#)

³⁴¹ WHO/Global Health Workforce Alliance, Nigeria, n.d., [url](#)

³⁴² IOM, Promoting Better Management of Migration in Nigeria, May 2014, [url](#), p. 15

accueillant des PDI, l'accès à un établissement de santé s'est amélioré d'une certaine manière, davantage de sites disposant de tels services à moins de trois kilomètres³⁴³.

On estime qu'en 2011, dans le pays, 10 % des patients atteints d'un cancer diagnostiqué avaient accès à des soins³⁴⁴. « En 2012, au Nigeria, plus de 100 000 cas de cancer et 72 000 décès ont été signalés, les cancers du sein et du col de l'utérus représentant environ la moitié de l'ensemble des cas de cancer, selon Globocan, une base de données de l'Organisation mondiale de la santé. Les taux de mortalité sont extrêmement élevés, puisque la moitié des femmes atteintes d'un cancer du sein en meurent. »³⁴⁵ En outre, les coûts de traitement du cancer sont très élevés. Une enquête du Guardian montre que les médicaments contre le cancer peuvent coûter 300 000 NGN par mois, tandis que le prix d'une chimiothérapie ou d'une radiothérapie est d'au moins 200 000 NGN : une dépense « que le commun des mortels ne peut évidemment pas se permettre ». L'article établit un lien entre l'augmentation du taux de mortalité par cancer au Nigeria et la « médiocrité des infrastructures » (insuffisance des centres de cancérologie et des équipements)³⁴⁶.

Le Nigeria compte environ 4 millions de personnes atteintes de diabète, soit un cinquième de tous les cas de diabète en Afrique subsaharienne. Le coût médical élevé du traitement du diabète constitue un obstacle à l'accès aux soins et peut être une cause majeure d'endettement et d'appauvrissement des ménages, étant donné la rareté des mécanismes de protection contre les risques financiers au Nigeria³⁴⁷.

Selon un article publié dans le Nigerian Journal of Gastroenterology and Hepatology, le pays « est une zone de forte endémicité du VHB [virus de l'hépatite B], puisque plus de 70 % de la population présentent des signes d'infection passée par le virus et que de 7,3 % à 24 % présentent des signes sérologiques d'infection actuelle »³⁴⁸. Selon une étude du Polaris Observatory, le Nigeria figure parmi les pays africains où les taux de traitement de l'hépatite sont les plus faibles (inférieurs à 0,01 %) ³⁴⁹.

Le Nigeria dispose d'un programme national de lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA) et contre les maladies sexuellement transmissibles (MST), mis en œuvre par l'agence nationale de lutte contre le SIDA (National Agency for the Control of AIDS, NACA)³⁵⁰. Selon l'ONG AIDS Healthcare Foundation (AHF), sur les 3,4 millions de personnes vivant avec le VIH, 700 000 ont accès à un traitement³⁵¹. Selon le Guardian, au premier semestre 2017, sur les 3 228 842 personnes – selon les estimations – vivant avec le VIH (2 981 946 adultes et 246 896 enfants), seulement 31 %, soit 1 050 594 personnes (991 584 adultes et 59 010 enfants) étaient sous traitement³⁵².

Selon Mme Aisha Buhari, l'épouse du président, 95 000 adultes et environ 5 000 enfants bénéficient d'un traitement gratuit contre la tuberculose chaque année au Nigeria. Elle ajoute toutefois que « près de 500 000 Nigériens atteints de tuberculose ne reçoivent pas de traitement et souffrent donc inutilement, meurent prématurément et continuent à propager la maladie »³⁵³.

³⁴³ Nigeria, Borno State Government, Health Sector Nigeria, 19 February 2017, [url](#)

³⁴⁴ Maiyaki M.B. et al., The burden of non-communicable diseases in Nigeria, February 2014, [url](#)

³⁴⁵ Stanford Medicine News Center, Collaboration aims to improve cancer care in Nigeria, 20 April 2018, [url](#)

³⁴⁶ Guardian (The), Addressing high cost of cancer treatment in Nigeria, 5 February 2018, [url](#)

³⁴⁷ Okoronkwo, I.L., et al., Socioeconomic inequities and payment coping mechanisms used in the treatment of type 2 diabetes mellitus in Nigeria, January-February 2016, [url](#), p. 105

³⁴⁸ Nigerian Journal of Gastroenterology and Hepatology, Hepatitis B and C treatment Guidelines for Nigeria, 2 December, 2015, [url](#), p. 63

³⁴⁹ World Hepatitis Alliance, Treatment of hepatitis C has more than doubled since 2013, 28 July 2016, [url](#)

³⁵⁰ NACA, NACA's mission, n.d., [url](#)

³⁵¹ Premium Times, Only 700,000 persons have access to HIV/AIDS treatment in Nigeria, 16 September 2016, [url](#)

³⁵² Guardian (The), Nigeria: Sustaining Free HIV Treatment in Nigeria, 1 December 2017, [url](#)

³⁵³ Premium Times, 500,000 Nigerians living with tuberculosis have no access to treatment – Aisha Buhari, 19 May 2016, [url](#)

Assurance maladie

Le régime national d'assurance maladie (National Health Insurance Scheme, NHIS) a été officiellement lancé en 2005 mais, en 2015, seuls 4 % de la population y avaient recours. L'affiliation au NHIS est volontaire³⁵⁴. Voici les constatations d'un document de recherche portant sur les effets de l'assurance maladie sociale par rapport à l'objectif de couverture maladie universelle visé par le gouvernement :

« [à] l'heure actuelle, seuls 5 % environ des Nigériens bénéficient de soins de santé dont le paiement est pris en charge par le biais d'une assurance sociale ou d'une assurance privée volontaire. Si le NHIS et les assurances privées ont suffisamment gagné en popularité pour couvrir les travailleurs du secteur public fédéral, leurs familles et les travailleurs des grandes organisations privées, la grande majorité des Nigériens ne bénéficient d'aucune forme de couverture »³⁵⁵.

Soins de santé mentale

Plusieurs experts psychiatriques ont exprimé leurs préoccupations face à l'augmentation du nombre de cas de troubles mentaux au Nigeria. Ils estiment qu'une personne sur sept souffrira de maladies mentales graves et qu'une personne sur quatre souffrira d'une forme quelconque de troubles mentaux³⁵⁶. L'OMS estime à 12,1 % la prévalence des maladies mentales au cours de la vie³⁵⁷.

Le nombre de psychiatres dans le pays varie entre 130³⁵⁸ et 200³⁵⁹, selon les estimations.

Selon le directeur médical en chef de l'hôpital neuropsychiatrique fédéral de Maiduguri, « les services de santé mentale font cruellement défaut dans le nord-est du Nigeria, comme c'était le cas même avant la crise [de l'insurrection], sachant que l'hôpital neuropsychiatrique fédéral de Maiduguri est le seul de la région [de Borno] qui soit spécialisé en santé mentale, pour une population de 25 millions de personnes ». Depuis décembre 2017, le programme de santé mentale de l'OMS permet de traiter des maladies telles que « la dépression, les tendances suicidaires, l'épilepsie, la démence, les troubles dus à la consommation d'alcool ou de stupéfiants et les troubles mentaux chez les enfants »³⁶⁰.

Au sujet de la stigmatisation sociale, le neuropsychiatre Memumah Yusuf Kadiri dit ceci: « [n]ous sommes dans la partie du monde où les gens considèrent encore la santé mentale comme un tabou »³⁶¹. Selon un psychologue clinicien et consultant nigérian, en raison de la stigmatisation existante, souvent les personnes qui ont besoin d'aide ne cherchent à se faire aider que lorsqu'elles sont déjà gravement malades³⁶².

Comme les traitements psychiatriques sont coûteux, les personnes concernées s'adressent plutôt à des guérisseurs traditionnels³⁶³. Un neuropsychiatre interrogé par le Guardian indique que « des personnes souffrent, car les familles paient davantage de leur poche parce que les dispositifs de

³⁵⁴ Adewole, D. A. et al., Payment for Health Care and Perception of the National Health Insurance Scheme in a Rural Area in Southwest Nigeria, 2015 [url](#), p. 648. For further reading, see Awosusi, A. et al., Nigeria's new government and public financing for universal health coverage, September 2015 [url](#), p. 514

³⁵⁵ Okpani, A. I. et al., Nigeria's new government and public financing for universal health coverage, Sep-Oct 2015, [url](#)

³⁵⁶ Premium Times, Increased rate of mental disorder among Nigerians worried experts, 25 October 2015, [url](#)

³⁵⁷ WHO, WHO Spearheads provision of mental health serviced in primary healthcare facilities, 15 December 2017, [url](#)

³⁵⁸ Jazeera, Traditional healers fill Nigeria mental healthcare gap, 7 June 2015 [url](#); Cable (The), There are only 100 Psychiatrists in Nigeria, 21 November 2018 [url](#)

³⁵⁹ Premium Times, Increased rate of mental disorder among Nigerians worried experts, 25 October 2015, [url](#); Gureje et al., Integrating mental health into primary care in Nigeria, 21 June 2015, [url](#)

³⁶⁰ WHO, WHO Spearheads provision of mental health serviced in primary healthcare facilities, 15 December 2017, [url](#)

³⁶¹ Guardian (The), Tayo Oreola, Health, Psychiatrist canvasses passage of delayed Mental Health Bill, 18 February 2016, [url](#)

³⁶² Nigeria Healthwatch, Mental Health: the Danger of Nigeria's single Story, 27 July 2017, [url](#)

³⁶³ Al Jazeera, Traditional healers fill Nigeria mental healthcare gap, 7 June 2015, [url](#)

gestion de la santé ne fonctionnent pas et que, parfois, les traitements de santé mentale sont plus longs que prévu »³⁶⁴.

Selon un rapport de l'ACAPS sur la santé dans le nord-est du Nigeria, les besoins en matière de traitement sont encore plus grands chez certaines populations:

« [u]n grand nombre de ménages de PDI présentent d'importants besoins en matière de santé mentale, découlant d'expériences traumatisantes liées à l'insurrection et au déplacement. De nombreuses PDI ont subi des blessures graves et sont également exposées à un risque accru de violence, de discrimination, d'exclusion sociale et d'autres phénomènes entravant l'accès aux services essentiels. Tout cela a des répercussions sur leur santé mentale »³⁶⁵.

Selon un psychologue clinicien et consultant nigérian, auteur d'un article publié par Nigeria Healthwatch, il reste des défis à relever, car « [l]e seul document de politique du pays en matière de santé mentale a été élaboré en 1991. Bien qu'un projet législatif portant création d'une loi sur la santé mentale ait été déposé en 2003 et présenté à nouveau à l'Assemblée nationale en 2013, cette loi n'a pas encore été adoptée ». Il poursuit: « [e]n l'absence d'une loi dûment adoptée sur la santé mentale et en raison du manque d'infrastructures de santé mentale adéquates, de personnel professionnel, de formation et de recherche, les Nigériens souffrant d'une maladie mentale risquent d'être victimes de préjugés, de discrimination, de stigmatisation et de maltraitance »³⁶⁶.

Soins de santé maternelle

Selon une fiche d'information du centre africain de recherche sur la population et la santé (African Population and Health Research Centre, APHRC), le Nigeria se classe au deuxième rang parmi les pays du monde sur le plan de la mortalité maternelle³⁶⁷. Une femme sur 13 y meurt pendant sa grossesse ou à l'accouchement. Malgré une diminution constante de la mortalité maternelle au niveau mondial, le Nigeria progresse bien plus lentement en matière de réduction du nombre de décès, dont les causes les plus fréquentes sont des saignements abondants après l'accouchement, ainsi que des infections. Environ 60 % des accouchements ont lieu à domicile, sans l'aide d'une sage-femme. Les femmes en milieu urbain, dans le nord du pays, et en particulier les filles âgées de 15 à 19 ans, courent des risques plus élevés que les femmes et les filles dans le sud et/ou en milieu rural, car elles ont moins souvent recours à des services de santé maternelle compétents : elles accouchent généralement à domicile sans aide professionnelle et peuvent présenter des cas d'anémie, de fistule et de dystocie. Le nombre de consultations prénatales et postnatales est inférieur au nombre recommandé, en raison du coût des services, de l'éloignement des prestataires, de longs délais d'attente, ainsi que des mauvais traitements infligés par certains prestataires de soins³⁶⁸.

Le tableau suivant présente les différents taux de mortalité maternelle relevés actuellement dans le pays selon la région et le milieu (urbain ou rural) considérés:

Région	Décès maternels pour 100 000 naissances vivantes
Nord-est	1 549
Sud-ouest	165
Milieu urbain	828

³⁶⁴ Guardian (The), Tayo Oreola, Health, Psychiatrist canvasses passage of delayed Mental Health Bill, 18 February 2016, [url](#)

³⁶⁵ ACAPS, Thematic Report, Nigeria, Health in the Northeast, 24 May 2017, [url](#), p. 3

³⁶⁶ Nigeria Healthwatch, Mental Health: the Danger of Nigeria's single Story, 27 July 2017, [url](#)

³⁶⁷ APHRC, Fact Sheet June 2017, Maternal Health in Nigeria: Facts and Figures, June 2017, [url](#), p. 1.

³⁶⁸ APHRC, Fact Sheet June 2017, Maternal Health in Nigeria: Facts and Figures, June 2017, [url](#), p. 1

Milieu rural	351
---------------------	------------

Source : APHRC (based on Federal Ministry of Health, 2011, 2015; WHO Global Health Repository, 2014)³⁶⁹

2.8.4 Accessibilité et disponibilité des médicaments

Plus de 60 % de la population nigériane n'ont toujours pas accès aux médicaments. La proportion de personnes ayant accès aux médicaments essentiels indispensables au traitement des maladies chroniques, telles que le paludisme et le VIH, est estimée à 40 %. Entre 2002 et 2012, la disponibilité moyenne de certains médicaments génériques dans les établissements publics était de 26,2 %, alors qu'elle était de 36,4 % dans le secteur privé³⁷⁰.

Selon un chercheur de la faculté des sciences pharmaceutiques de l'université Nnamdi Azikiwe Awka, le système actuel de distribution des médicaments au Nigeria est chaotique. « La conséquence la plus notable du système chaotique et non organisé de distribution des médicaments est la libre circulation de produits pharmaceutiques contrefaits, non conformes aux normes ou frelatés ». Différentes sources indiquent qu'entre 15 et 70 % de tous les médicaments au Nigeria sont des contrefaçons. En outre, la mauvaise coordination des achats de médicaments et de l'approvisionnement des établissements publics conduit à une pénurie de médicaments, très fréquente dans les hôpitaux publics, en particulier dans les établissements de soins de santé primaires³⁷¹.

En général, les prix des mêmes médicaments ne sont pas très différents dans les établissements de santé publics et privés, mais il existe une importante différence de coût par rapport aux cliniques privées, qui facturent jusqu'à 184 % de plus que les établissements publics et 193 % de plus que les pharmacies de détail privées³⁷².

2.8.5 Accès des PDI aux soins de santé

En 2016, l'OMS a répondu aux besoins essentiels en matière de santé des PDI dans l'État de Borno par la mise à disposition de fournitures médicales d'urgence, qui ont été distribuées aux services de santé des camps de PDI de Mafa et de Dikwa. Cette aide faisait suite à une évaluation de la disponibilité des médicaments, selon laquelle ceux nécessaires aux patients atteints de maladies chroniques comme le diabète, l'hypertension et le cancer leur étaient inaccessibles. Pour le ministère de la santé, « [d]ans l'État [de Borno], de nombreux services de santé pour PDI ont besoin d'une telle assistance et les fournitures de l'OMS sont donc arrivées au bon moment »³⁷³. L'OCHA a fait savoir que « les besoins en matière de santé demeurent extrêmement élevés, étant donné l'état de santé critique dans lequel se trouvent déjà de nombreuses personnes et les taux de prévalence de la malnutrition sévère, de morbidité et de mortalité »³⁷⁴.

Par ailleurs, l'OCHA souligne la nécessité de soins de santé spécialisés pour les victimes de violence à caractère sexiste dans les camps. Les régions du nord-est du Nigeria sont celles où le besoin d'améliorer les installations et de fournir des médicaments, ainsi qu'un accès aux services de santé, se fait le plus sentir. Les groupes de population les plus vulnérables sont les enfants, les femmes en général, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes âgées³⁷⁵. Selon l'UNICEF, sur l'ensemble

³⁶⁹ APHRC, Fact Sheet June 2017, Maternal Health in Nigeria: Facts and Figures, June 2017, [url](#)

³⁷⁰ Obuaku, C., Essential Medicines in Nigeria: Foregrounding Access to Affordable Essential Medicines, 2014, [url](#), p. 51

³⁷¹ Ogbonna, B. et al., National drug distribution in Nigeria: Implementations for the Goals of National Drug Policy, 2016, [url](#), p. 1

³⁷² Obuaku, C., Essential Medicines in Nigeria: Foregrounding Access to Affordable Essential Medicines, 2014, [url](#), pp. 51-52

³⁷³ WHO, WHO responds to the critical health needs of IDPs in Mafa and Dikwa, Borno state, Nigeria, 6 October 2016, [url](#)

³⁷⁴ OCHA Nigeria, Humanitarian Needs overview 2017, November 2016, [url](#), p. 8

³⁷⁵ OCHA Nigeria, Humanitarian Needs overview 2017, November 2016, [url](#), pp. 16, 21

des enfants que compte la population déplacée, 9 % sont des bébés de moins d'un an³⁷⁶. Les personnes âgées (de plus de 60 ans) représentent quant à elles 6 % des PDI dans le pays³⁷⁷.

Des recherches menées en 2014 par le service de sondage NOIPolls du Nigeria indiquent que sept PDI sur 10 n'ont pas accès aux soins de santé³⁷⁸. Les PDI et les personnes vivant dans les camps sont particulièrement sujettes à la diarrhée aqueuse aiguë, aux maladies d'origine hydrique et au choléra, en raison de la pratique de la défécation en plein air, du manque d'hygiène et des conditions de promiscuité³⁷⁹. Souvent les PDI, traumatisées par la violence et les conflits, ont des besoins plus importants en matière de traitement des traumatismes et de soutien psychologique³⁸⁰.

2.9 Réseaux sociaux et mécanismes de soutien

Les autorités nigérianes aux niveaux fédéral, étatique et local ont élaboré plusieurs programmes de protection sociale pour réduire la pauvreté, les chocs économiques et la vulnérabilité économique et pour améliorer la vie des femmes et des familles. Le gouvernement Buhari se concentre sur six éléments de protection sociale, à savoir, l'augmentation du nombre d'enseignants, la lutte contre le chômage des jeunes par la formation professionnelle, des transferts conditionnels en espèces en faveur de certaines personnes pauvres, des repas pour les écoliers et un programme de microcrédit pour les vendeuses sur les marchés, les artisans et les agriculteurs³⁸¹.

2.9.1 Femmes

Les femmes célibataires qui ont un ménage à gérer, en particulier les veuves, éprouvent de nombreuses difficultés à obtenir de l'aide. Une interlocutrice de la CISR du Canada a affirmé qu'il était « très difficile d'établir un principe général » et souligné qu'il y avait « de nombreux facteurs à prendre en considération, notamment la tribu, le sous-clan, l'emplacement géographique, le niveau d'instruction et la situation socio-économique de chaque femme ». Selon un autre interlocuteur de la CISR, « les femmes qui ne bénéficient pas du soutien d'un homme se heurtent à plus de problèmes dans les grandes villes du nord que dans le sud ». Il y a d'ailleurs plus de ménages dirigés par une femme dans les grandes villes du sud que dans celles du nord. Selon les interlocuteurs de la CISR, les femmes ayant suivi des études supérieures ont de meilleures chances de survivre, même si le taux de chômage est très élevé, y compris chez les diplômées³⁸².

La situation serait particulièrement difficile pour les femmes divorcées ayant des enfants et disposant d'un faible niveau d'instruction. Elles ne peuvent compter ni sur une pension alimentaire de leur ex-mari, ni sur un soutien de la part du gouvernement. Selon une interlocutrice de la CISR, dans l'Islam, « les femmes divorcées n'ont droit à aucune pension alimentaire (sauf pendant la période de viduité, appelée *idda*) », et « en ce qui concerne les mariages chrétiens et laïques, même si des "ordonnances de soutien familial" peuvent être prononcées, celles-ci sont rarement appliquées »³⁸³.

³⁷⁶ ACAPS, Thematic Report, Nigeria, Health in the Northeast, 24 May 2017, [url](#), p. 3

³⁷⁷ Adedeji, I. et al., Unmet Health information needs and coping strategies of the elderly in IDP camps in Nigeria, 2017, [url](#)

³⁷⁸ Pharma Times, Inadequate Healthcare Delivery Deepening the Burden of IDPs, 13 February 2018, [url](#); Daily Trust, Improving the healthcare needs for Abuja IDPs, 18 January 2018, [url](#)

³⁷⁹ ACAPS, Thematic Report, 24 May 2017, Nigeria, Health in the Northeast, [url](#), p. 4

³⁸⁰ Pharma Times, Inadequate Healthcare Delivery Deepening the Burden of IDPs, 13 February 2018, [url](#)

³⁸¹ Awojobi, O., Cultivating a long-term social protection strategy in Nigeria, 25 October 2017, [url](#); see also Hagen-Zanker, J. et al., Social protection in Nigeria - Synthesis report, February 2012, [url](#)

³⁸² Canada, IRB, Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment in large northern cities, NGA103907.E, 19 November 2012, [url](#)

³⁸³ Canada, IRB, Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment in large northern cities, NGA103907.E, 19 November 2012, [url](#)

Des interlocuteurs de la CISR ont également affirmé que « le gouvernement n'offre aucun service de soutien aux femmes qui sont à la tête d'un ménage » et que le ministère de la condition féminine (Ministry of Women's Affairs) « offre très peu de services ». Il existe quelques ONG mais leurs services sont « rarement efficaces ». Dans le nord, « il y a peu d'organisations étatiques ou religieuses en mesure d'offrir un "filet de sécurité" aux femmes afin de les aider à prendre soin de leurs enfants, à générer des revenus ou à rembourser leurs dettes »³⁸⁴.

Le comité de soutien à la dignité des femmes (Committee for the Support and Dignity of Women, COSUDOW), dirigé par des religieuses catholiques et basé à Benin City, gère une maison d'accueil dont l'objectif est de « fournir un refuge aux jeunes femmes sans famille »³⁸⁵.

2.9.2 PDI à l'intérieur de leur propre pays et personnes rapatriées

Selon le ministère américain des affaires étrangères, les groupes ethniques non autochtones de la région font l'objet d'une discrimination de la part des autorités, « qui ont parfois contraint des personnes à retourner dans la région d'origine de leur groupe ethnique, dans laquelle elles n'avaient pourtant plus d'attaches »³⁸⁶.

L'appui aux PDI provient principalement de l'OIM et d'ONG nationales ou internationales. Au cours des premiers mois de 2018, l'Union européenne, en collaboration avec l'OIM, a facilité le retour volontaire d'environ 7 720 Nigériens de Libye et d'autres pays étrangers. Environ la moitié des rapatriés venaient de l'État d'Edo et 15 % de l'État du Delta. Les rapatriés auraient bénéficié d'un « financement initial garanti leur permettant de reconstruire leur vie et de se façonner un nouvel avenir grâce à des activités de formation professionnelle »³⁸⁷.

De même, l'OIM a signalé qu'au cours de l'année écoulée, avec son aide, plus de 8 000 migrants, bloqués en Libye ou ailleurs sur le chemin de l'Europe, sont rentrés au Nigeria. Ils reçoivent une aide immédiate (nourriture, examen médical, logement et un peu d'argent de poche pour rentrer chez eux). Par la suite, ils devraient bénéficier d'une aide à la réinsertion et à la création d'une petite entreprise³⁸⁸.

Cependant, les migrants nigériens que l'OIM a aidés à rentrer au Nigeria ont déclaré qu'ils s'étaient retrouvés là-bas dans une situation semblable à celle qui leur avait fait risquer leur vie en traversant le désert du Sahara : sans emploi, sans argent pour louer une chambre ou pour acheter à manger, et sans avenir³⁸⁹. On estime que 40 % des rapatriés prévoient une deuxième tentative de migration vers le nord en raison du manque d'opportunités économiques à long terme dans le pays³⁹⁰.

Le UNHCR souligne que « le conflit [dans le nord-est] touche particulièrement les groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants qui constituent la majorité de la population déplacée au Nigeria, au Cameroun, au Tchad et au Niger ». Selon les sources, il y a « un nombre croissant de ménages atypiques dirigés par des femmes, par des enfants et par des personnes âgées », représentant 18 % (6 800) des 17 700 ménages considérés comme vulnérables par le UNHCR en novembre 2016³⁹¹.

³⁸⁴ Canada, IRB, Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment in large northern cities, NGA103907.E, 19 November 2012, [url](#)

³⁸⁵ DW, Nigerian returnees face poverty and destitution back home, 2 February 2018, [url](#)

³⁸⁶ US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices, 20 April 2018, [url](#)

³⁸⁷ Premium Times, EU to assist 7,831 Nigerian returnees from Libya, 3 May 2018, [url](#)

³⁸⁸ IOM, Over 8,000 Nigerian Migrants Return Home with IOM Assistance in Past 12 Months, 8 May 2018, [url](#)

³⁸⁹ Al Jazeera, Nigeria migrants who escaped Libya restart their lives, 4 February 2018, [url](#); DW, Nigerian returnees face poverty and destitution back home, 2 February 2018, [url](#)

³⁹⁰ DW, Nigerian returnees face poverty and destitution back home, 2 February 2018, [url](#)

³⁹¹ UNHCR, Nigeria Situation 2017, Supplementary Appeal, January-December 2017, Revised, July 2017, [url](#)

2.9.3 Réseaux de soutien social

Selon un rapport de l'institut de développement outre-mer (Overseas Development Institute, ODI) sur la protection sociale au Nigeria, « [a]u niveau des communautés, les formes traditionnelles de soutien existantes s'érodent : certains groupes de prêt communautaires se dissolvent lorsque leurs membres n'ont pas les moyens de rembourser leurs dettes et les réseaux horizontaux de soutien s'effondrent en raison de difficultés financières »³⁹².

En réaction aux déplacements dans la zone Nord-Est (causés par Boko Haram) et dans la zone Centre-Nord (conséquence des conflits fonciers entre pasteurs et éleveurs), des organisations religieuses apportent leur soutien à la communauté des PDI. À titre d'exemple, citons les services du Secours catholique (Catholic Relief Services, CRS), qui se concentrent sur « trois secteurs prioritaires, à savoir, l'agriculture et les moyens de subsistance, la santé, ainsi que les interventions d'urgence et de sauvetage. Le Secours catholique aide les ménages, les communautés et les groupes d'agriculteurs à accroître leur production agricole et à diversifier leurs sources de revenus ». Il observe que les conflits et les déplacements ont « perturbé la production et le commerce agricoles, ce qui a eu des répercussions considérables sur les moyens de subsistance des communautés rurales, où les ménages dépendent principalement de l'agriculture pour se nourrir et pour subsister »³⁹³.

En 2016, l'ONG Mercy Corps a inauguré le concept de groupes d'épargne³⁹⁴ dans l'État de Gombe, auprès de ménages de PDI (aux côtés de membres de la communauté d'accueil) ayant fui les États d'Adamawa, de Borno, de Taraba et de Yobe en raison de la violence de Boko Haram. Il s'agissait de créer des filets de sécurité informels sur le plan social, d'accorder de petits prêts à court terme, de constituer une épargne pour « amortir » les chocs financiers et de « créer ou renforcer les liens sociaux et les réseaux (sociaux et professionnels) ». La majorité des membres de ces groupes d'épargne étaient des femmes et des filles très désireuses de créer leur propre entreprise³⁹⁵.

Une liste des ONG actives dans le pays, classées par domaine thématique, peut être consultée sur le site officiel du réseau d'ONG du Nigeria (Nigeria Network of NGOs, NNNGO)³⁹⁶.

2.9.4 Refuges et autres structures de soutien pour les victimes de violence domestique

Selon les informations du programme Africa Renewal des Nations unies, les formes les plus courantes de violence à l'égard des femmes au Nigeria « sont notamment le harcèlement sexuel, la violence physique, les pratiques traditionnelles néfastes, la violence émotionnelle et psychologique, la violence socio-économique et la violence contre les femmes non combattantes dans les situations de conflit »³⁹⁷.

Selon les personnes interrogées par la CISR du Canada, il existait en 2014 dans l'État de Lagos trois refuges pour femmes victimes de violence:

- l'un géré par une église,

³⁹² Hagen-Zanker, J., Holmes, R., Social protection in Nigeria - Synthesis report, February 2012 [url](#), p. 9

³⁹³ CRS (Catholic Relief Services), CRS in Nigeria, n.d., [url](#)

³⁹⁴ Les groupes d'épargne sont un « type de mécanisme financier au niveau communautaire [...] au service de plusieurs objectifs en faveur des PDI: [il s'agit de créer] des filets de sécurité sociale informels qui permettent aux membres de ces groupes d'épargner des montants fixes à des intervalles convenus; de fournir des flux de trésorerie au moyen de petits prêts à court terme; de constituer des économies pour amortir les chocs et les tensions potentiels, pour les actifs et pour renforcer les comportements en matière d'épargne; de créer ou de renforcer les liens sociaux et les réseaux (sociaux et professionnels) en renforçant la cohésion entre les membres du groupe ». Pour de plus amples informations, consulter: Mercy Corps, Tipsheet: Savings Groups in Humanitarian Response, February 2017, [url](#)

³⁹⁵ Mercy Corps, Tipsheet: Savings Groups in Humanitarian Response, February 2017, [url](#)

³⁹⁶ Nigeria Network of NGOs, List of NGOs in Nigeria on our database by thematic areas, n.d. [url](#)

³⁹⁷ UN, AfricaRenewal [blog], n.d., [url](#)

- le second, appelé Sophie's Place, géré par l'ONG ProjectAlert (20 lits),
- et le troisième géré par le ministère de la condition féminine (100 lits).

La source ajoute que les femmes peuvent rester dans le refuge de ProjectAlert plusieurs semaines gratuitement, après quoi elles doivent payer. Pour qu'une femme ait accès au refuge du ministère, il lui faut la recommandation d'un médecin³⁹⁸.

Selon la représentante du projet d'assistance juridique pour la défense (Legal Defence Assistance Project, LEDAP), interrogée par la CISR, « le ministère de la condition féminine dispose de refuges dans d'autres régions du pays, mais ce sont ceux qui se trouvent dans les villes de Lagos et d'Abuja qui ont la "meilleure capacité" par comparaison avec ceux qui se trouvent dans "d'autres régions moins avancées du pays" »³⁹⁹.

Le PNUD, dans le cadre d'un recensement des refuges pour les victimes de violence à caractère sexiste effectué en 2014, mentionne l'existence de trois autres centres pour ces femmes à Lagos:

- la Hope House, gérée par la Pastor Bimbo Odukoya Foundation (PBOF), offre un refuge aux jeunes filles célibataires enceintes âgées de 13 à 23 ans, qui sont parfois victimes de violence à caractère sexiste;
- la Genesis House, gérée par la Freedom Foundation (ONG à caractère religieux), « aide les femmes victimes de violence sexuelle et les anciennes travailleuses du sexe âgées de 13 à 25 ans »;
- en outre, le centre de réadaptation Peace Villa, géré par la Real Woman Foundation, s'adresse aux filles et aux jeunes femmes victimes d'abus sexuels ou d'exploitation sexuelle. L'orientation et la formation professionnelle font partie du programme⁴⁰⁰.

À Lagos, une équipe d'intervention en cas de violence domestique ou sexuelle (Domestic and Sexual Violence Response Team, DSVRT) a été créée, avec le soutien du gouvernement de l'État de Lagos. Il s'agit d'un collectif de « fournisseurs de services professionnels et de responsables qui répondent d'une manière concertée et en temps opportun aux différents besoins des victimes de violence domestique ou sexuelle en leur offrant une aide juridique, une aide médicale, une aide d'urgence, des conseils, ainsi qu'un soutien psychologique et psychosocial »⁴⁰¹.

En 2013, le gouvernement fédéral a ouvert un refuge à Abuja (Kurudu Centre for Women Victims of Domestic Violence)⁴⁰². Le PNUD a constaté que ce refuge d'Abuja et plusieurs autres ne fonctionnaient pas bien⁴⁰³.

Le PNUD mentionne l'existence, en 2014, de quelques autres refuges pour les victimes de violence sexiste dans le pays:

- un centre d'intervention sociale établi en 2013 à Ado par le gouvernement de l'État d'Ekiti pour l'hébergement temporaire des victimes de violence domestique (12 lits);

³⁹⁸ Canada, IRB, Nigeria: Domestic violence, including Lagos State (2011-October 2014), NGA104980.E, 10 November 2014, [url](#)

³⁹⁹ Canada, IRB, Nigeria: Domestic violence, including Lagos State (2011-October 2014), NGA104980.E, 10 November 2014, [url](#)

⁴⁰⁰ UNDP, Mapping of Laws, Policies, and Services on Gender-Based Violence and Its Intersections with HIV, May 2014 [url](#), pp. 50-52

⁴⁰¹ DSVRT, Welcome to DSVRT – who we are, n.d., [url](#)

⁴⁰² Canada, IRB, Nigeria: Domestic violence, including Lagos State (2011-October 2014), NGA104980.E, 10 November 2014, [url](#)

⁴⁰³ UNDP, Mapping of Laws, Policies, and Services on Gender-Based Violence and Its Intersections with HIV, May 2014, [url](#), pp. 50-52

- un refuge à Enugu (est du Nigeria) pour l'hébergement temporaire des femmes et des filles victimes de violence domestique, géré par l'association de femmes Women's Aid Collective (WACOL);
- dans l'État de Cross River, deux refuges créés par l'épouse du gouverneur pour les victimes de violence domestique: le foyer d'accueil Destiny Care Centre pour les enfants abandonnés ou victimes de violence sexuelle et le foyer d'accueil Mothers against Child Abandonment pour les adolescentes enceintes;
- dans l'État de Kaduna, un abri en cours de construction en 2014, à l'initiative du Fonds des Nations unies pour la population (United Nations Population Fund, UNFPA) et du ministère des affaires féminines et du développement social de Kaduna⁴⁰⁴.

Une liste où figurent quelques-uns des services d'assistance téléphonique, des organismes de soutien juridique et des refuges disponibles au Nigeria peut être consultée en ligne⁴⁰⁵.

2.9.5 Orphelinats et autres structures de soutien pour les enfants non accompagnés

L'article 17, paragraphe 3, de la constitution nigériane dispose, en référence à la protection de l'enfance, que « [l']État oriente sa politique de manière à ce que- f) les enfants, les adolescents et les personnes âgées soient protégés contre toute forme d'exploitation et contre toute négligence morale et matérielle »⁴⁰⁶.

Selon les données de l'UNICEF, en 2012, 11,5 millions d'enfants étaient « orphelins, toutes causes confondues ». En outre, 2,2 millions d'enfants étaient « orphelins à cause du SIDA »⁴⁰⁷. Les sources consultées au cours de la période couverte par le présent rapport n'ont pas permis de trouver des données plus récentes quant au nombre d'orphelins.

Dans l'État de Lagos, en l'absence de parents capables et désireux de s'acquitter de leurs obligations parentales de protéger leur(s) enfant(s) et de subvenir à ses (leurs) besoins vitaux fondamentaux, le gouvernement de l'État en a la responsabilité; il doit assumer la garde et chercher des solutions de rechange, en procédant par exemple au repérage et à la sélection d'un orphelinat pour l'enfant ou les enfants. « En conséquence, l'enfant devient pupille de l'État de Lagos, sous la supervision du ministère de la jeunesse, des sports et du développement social »⁴⁰⁸.

Dans le nord-est du Nigeria, plus de 30 000 enfants ont perdu ou ont été séparés de leurs parents dans le cadre du conflit avec Boko Haram. Les deux tiers d'entre eux sont pris en charge par un membre de leur famille, tandis qu'environ 10 000 enfants sont livrés à eux-mêmes. Les travailleurs humanitaires tentent de trouver quelqu'un de leur famille ou de les réunir avec leurs parents au moyen de programmes pointus de recherche et de réunification des familles dans tout le nord-est du pays. Or, selon l'UNICEF, il s'agit d'un processus très difficile et de longue haleine, en raison du grand nombre de personnes déplacées et en déplacement. Il est constaté que même une fois que la trace de membres de la famille a été retrouvée, le processus de réunification n'est pas toujours simple. Les personnes assurant une prise en charge temporaire et les familles d'accueil ne seraient pas toujours disposées à laisser les enfants repartir pour rejoindre leur famille, certains étant envoyés travailler ou

⁴⁰⁴ UNDP, Mapping of Laws, Policies, and Services on Gender-Based Violence and Its Intersections with HIV, May 2014, [url](#), pp. 50-52

⁴⁰⁵ Onegeria, Resources for Domestic Violence Agencies in Nigeria, 20 September 2017, [url](#)

⁴⁰⁶ UNWOMEN, Global Database on Violence Against Women, Section 17 of the Constitution, 2010, [url](#); Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, [url](#), section 17 (3)

⁴⁰⁷ UNICEF, At a glance: Nigeria, Statistics, n.d., [url](#)

⁴⁰⁸ Ogunmokun, T., Legal Arrangements For Children Without Parents Or Guardians In Nigeria, September 2017, [url](#)

mariés de force pour de l'argent. Par ailleurs, dans certains cas, les enfants ne veulent pas retourner dans leur famille biologique⁴⁰⁹.

Orphelinats

Il existe plusieurs orphelinats privés au Nigeria, mais les chiffres exacts n'ont pu être trouvés dans les sources consultées aux fins du présent rapport. L'association des exploitants d'orphelinats et de foyers d'accueil du Nigeria (Association of Orphanages and Homes Operators in Nigeria, ASOHON) a fait appel aux gouvernements des États et au gouvernement fédéral pour qu'ils apportent leur concours à l'équipement et à la modernisation des orphelinats en milieu rural⁴¹⁰. Le manque de financement contribue à la difficulté de prendre soin des enfants orphelins et des enfants abandonnés⁴¹¹.

Selon l'ONG Management Sciences for Health (MSH), « [m]ême s'il est courant, au Nigeria, que des membres de la famille élargie et de la communauté s'occupent des orphelins et des enfants vulnérables (OEV), la capacité et les ressources de ces personnes et ménages sont excessivement sollicitées en raison du nombre croissant d'OEV et de la complexité de leurs besoins »⁴¹².

Au nombre des défis et problèmes communs signalés, auxquels les orphelinats nigériens sont confrontés, figurent le manque de professionnalisme de certains éducateurs, le manque de personnel et la surcharge de travail, ainsi que la rémunération souvent insuffisante. En outre, de nombreux bâtiments abritant des orphelinats ne disposent pas de l'équipement nécessaire eu égard aux infrastructures, aux conditions sanitaires de base et aux exigences en matière de santé. La corruption est répandue et il arrive que des dons disparaissent⁴¹³.

Il y aurait à Lagos, à Abia et dans d'autres États des orphelinats non approuvés ou illégaux⁴¹⁴. Un article sur les problèmes en la matière dans le pays mentionne l'existence de « faux orphelinats », apparemment créés pour blanchir de l'argent ou pour vendre des enfants nigériens⁴¹⁵.

Le média Africafeeds fait état d'un incident au cours duquel des bébés ont été sauvés d'un faux orphelinat puis placés dans des « foyers d'accueil approuvés par le gouvernement ». Selon le commissaire d'État à la jeunesse et au développement social de Lagos, 162 enfants étaient concernés⁴¹⁶. Au sujet du même incident, la BBC signale qu'« il n'est pas rare que les autorités nigérianes procèdent à des perquisitions dans des "usines à bébés" ». Dans certains cas, des soins de santé sont promis aux femmes enceintes célibataires uniquement afin d'enlever leurs enfants. Il arrive aussi que des femmes soient violées et mises enceintes »⁴¹⁷.

2.9.6 Refuges pour les victimes de la traite des êtres humains

L'agence nationale pour l'interdiction de la traite des êtres humains (National Agency for the Prohibition of Trafficking in Persons, NAPTIP)⁴¹⁸ gère huit (ou neuf⁴¹⁹) refuges pour les victimes de la traite au Nigeria, d'une capacité d'accueil de 313 personnes. Chacune des neuf juridictions suivantes

⁴⁰⁹ Reuters, On the run from Boko Haram's lost children hope to find families again, 30 January 2017 [url](#)

⁴¹⁰ Vanguard, ASOHON tasks govts FG on technical support for orphanages, 3 July 2017, [url](#)

⁴¹¹ Online Nigeria, Orphanages cry out for funding, 22 February 2018, [url](#)

⁴¹² MSH, Supporting Orphans and Vulnerable Children in Nigeria: A Conversation with Obialunamma ("Oby") Onoh, 11 July 2014, [url](#)

⁴¹³ Falae, Vivian, Problems of orphanage homes in Nigeria, updated January 2018, [url](#); Nwaneri D.U. et al., Assessment of facilities and best practices in orphanages in Benin City, 2016, [url](#)

⁴¹⁴ Information Nigeria, 12 Kids Rescued from Illegal Orphanage in Lagos, Niyi, 7 December 2016, [url](#); Guardian (The), Abia commissioner charges orphanages on illegal operators and child traffickers, 14 April 2018, [url](#)

⁴¹⁵ NAIJ.com, Problems of orphanage homes in Nigeria, updated January 2018, [url](#)

⁴¹⁶ Africafeeds, Over 100 babies rescued from 'fake' orphanages in Nigeria, 26 April 2018, [url](#)

⁴¹⁷ BBC, Nigeria 'baby factory' raided in Lagos, 26 April 2018, [url](#)

⁴¹⁸ Nigeria, NAPTIP, About Us, n.d., [url](#). See EASO, COI report Nigeria, Actors of Protection, November 2018, [url](#), Section 9.

⁴¹⁹ US DoS, 2017 Trafficking in Persons Report, June 2017 [url](#)

dispose d'un refuge : Abuja (38 places), Lagos (60 places), Benin (40 places), Uyo (45 places), Enugu (30 places), Kano (30 places), Sokoto (30 places), Maiduguri (20 places) et Makurdi (20 places)⁴²⁰.

Les refuges (de transit ou fermés), gérés par l'unité de gestion des refuges de la NAPTIP, offrent aux victimes de la nourriture, des vêtements, des produits d'hygiène, des possibilités d'exercice physique et un enseignement de base. Les victimes peuvent y rester jusqu'à six semaines et, si nécessaire, être orientées ensuite vers des refuges gérés par des « ONG partenaires »⁴²¹.

Le ministère des affaires féminines gère deux refuges accueillant les victimes de la traite qui leur sont envoyées par la NAPTIP⁴²². Certaines ONG gèrent des refuges dans tout le pays : l'African Network Against Human Trafficking (ANAHT) [réseau africain contre la traite des êtres humains] à Bakhita Villa (Lagos)⁴²³, la Nigerian Conference of Women Religious [conférence nigériane des femmes religieuses] à Benin City⁴²⁴, la Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation (WOTCLEF) [fondation pour l'élimination de la traite des femmes et du travail des enfants] à Abuja⁴²⁵ et Grace Gardens à Jos (État de Plateau)⁴²⁶.

Par ailleurs, l'unité de réadaptation de la NAPTIP apporte aux victimes une aide complémentaire, notamment des conseils et des soins de réadaptation, ainsi qu'une formation professionnelle (par exemple en tricot, en tissage, en création de mode, en coiffure, en restauration, en fabrication de chapeaux, en fabrication de perles ou en photographie). Elle propose en outre « une thérapie psychosociale, des conseils personnalisés et collectifs, l'orientation professionnelle, des conseils aux familles et des réunions de concertation »⁴²⁷.

Au besoin, la NAPTIP oriente les victimes vers des hôpitaux et cliniques partenaires à des fins de traitement médical et psychologique⁴²⁸. « Plus de 13 000 victimes sont passées par les refuges de la NAPTIP », selon sa directrice générale Mme Julie Okah-Donli⁴²⁹.

En août 2016, le gouvernement fédéral a publié les lignes directrices relatives au mécanisme national d'orientation pour la protection et l'assistance aux victimes de la traite au Nigeria. Ce document, rédigé en collaboration avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), définit les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes en matière d'appui aux victimes de la traite dans le pays⁴³⁰.

Plusieurs ONG travaillant dans le domaine de la prévention/lutte contre la traite des êtres humains sont enregistrées auprès d'une organisation faîtière qui coordonne leurs activités, à savoir, le réseau d'organisations de la société civile contre la traite des êtres humains, la maltraitance et le travail des

⁴²⁰ US DoS, 2017 Trafficking in Persons Report, June 2017, [url](#); NAPTIP, Counselling And Rehabilitation, Shelter Management Section, n.d., [url](#)

⁴²¹ Nigeria, NAPTIP, Counselling And Rehabilitation, Shelter Management Section, n.d., [url](#); US DoS, 2017 Trafficking in Persons Report, June 2017, [url](#)

⁴²² US DoS, 2017 Trafficking in Persons Report, June 2017, [url](#)

⁴²³ ANAHT (African Network Against Human Trafficking), [website], n.d. [url](#); UK FCO, The fight to end human trafficking, 6 December 2017 [url](#); Daily Mail, Nigeria struggles against human trafficking, 24 October 2015, [url](#)

⁴²⁴ EASO, COI Report Nigeria Sex Trafficking of Women, 2015, [url](#)

⁴²⁵ WOTCLEF, 2015 Annual Programmatic Report, [2016], [url](#)

⁴²⁶ Serving in Nigeria, Grace Gardens, n.d., [url](#)

⁴²⁷ Nigeria, NAPTIP, Counselling And Rehabilitation, Rehabilitation Section, n.d., [url](#)

⁴²⁸ US DoS, 2017 Trafficking in Persons Report, June 2017, [url](#)

⁴²⁹ Leadership, FG, IOM Rescued 10,500 Human Trafficking Victims From Libya – DG NAPTIP, 31 July 2018, [url](#)

⁴³⁰ Nigeria, NAPTIP, UNODC Launch National Referral Mechanism Document, 4 August 2017 [2016], [url](#); Information Nigeria, Human Trafficking: Fg Launches National Guidelines To Assist Victims, 7 August 2016, [url](#); Tribune, Over 5,000 Nigerians trafficked abroad, says NAPTIP, 7 August 2016, [url](#)

enfants (Network of Civil Society Organizations against Child trafficking, Abuse and Labour, NACTAL)⁴³¹.

La NAPTIP a annoncé que les ONG non enregistrées auprès du NACTAL, mais qui s'occupent tout de même de refuges pour les victimes de la traite (et collectent des fonds pour ces activités), devaient fermer pour ne pas « s'exposer à des poursuites ». L'agence ajoute que le NACTAL a été créé pour répondre à la nécessité de réglementer les activités du secteur⁴³².

En juin 2017, la NAPTIP a rendu obligatoire pour l'ensemble des ONG et des consultants nigériens actifs dans la lutte contre la traite des êtres humains « d'obtenir l'autorisation du bureau du conseiller à la sécurité nationale [...], sans laquelle aucune organisation, locale ou étrangère, ne pourra fonctionner », en ce compris les entités qui gèrent des refuges. Ce processus se fera en collaboration avec le NACTAL⁴³³.

En septembre 2017, la NAPTIP a annoncé qu'elle contrôlerait toutes les ONG travaillant dans la lutte contre la traite des êtres humains. Selon sa directrice générale Julie Okah-Donli, « l'ère des programmes et des interventions désordonnés, qui en grande partie ne sont pas mesurables et où il n'y a pas de compte à rendre, doit cesser » et « tous les partenaires travaillant dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains doivent être crédibles, responsables et dignes de confiance ». Le NACTAL « devrait également faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation »⁴³⁴.

En février 2018, le gouvernement de l'État d'Edo a annoncé qu'il était prévu de construire, pour accueillir les personnes de la région qui ont été victimes de la traite ou de la migration illégale, des refuges permanents où des programmes de réadaptation et de réintégration seront mis en place pour les personnes rapatriées⁴³⁵.

Pour plus d'informations sur les victimes de la traite des êtres humains, consulter le rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO portant sur le ciblage d'individus au Nigeria ([EASO - COI Report - Nigeria - Targeting individuals](#), novembre 2018). Pour plus d'informations sur les refuges pour les victimes de la traite, consulter le rapport [EASO - Rapport d'information sur les pays d'origine \(COI\)- Nigeria - Traite des femmes à des fins sexuelles](#), Octobre 2015, section 4.5.1.

⁴³¹ NACTAL, Vision & Mission, Our Objectives, n.d., [url](#)

⁴³² Premium Times, NAPTIP to prosecute 'unknown' groups running shelters for rescued trafficking victims – DG, 11 May 2017, [url](#)

⁴³³ Vanguard, NAPTIP tasks NGOs to seek clearance from ONSA, 13 June 2017, [url](#)

⁴³⁴ Daily Trust, NAPTIP vets NGO's working against human trafficking, 26 September 2017, [url](#)

⁴³⁵ Vanguard, Human trafficking: Edo Govt. plans permanent shelters for returnees, 17 February 2018, [url](#)

3. Mobilité et déplacements internes

3.1 Vols internationaux et intérieurs opérationnels

Selon le site internet Nigeria Travel Online, « il existe 22 aéroports opérationnels au Nigeria, exploités par l'Autorité aéroportuaire fédérale du Nigeria (Federal Airports Authority of Nigeria, FAAN) »⁴³⁶.

Les horaires des vols sont susceptibles d'être modifiés et il arrive que les compagnies aériennes ne communiquent pas les données les plus récentes en la matière sur leurs sites internet. Les vols intérieurs et internationaux affichés en ligne ne reflètent pas nécessairement les vols réellement opérationnels. Lagos et Abuja sont largement desservis par des vols intérieurs assurés par différentes compagnies aériennes. Les compagnies nigériennes couvrent des destinations sur le continent africain, en Europe, aux États-Unis ainsi que dans la péninsule arabique.

Les législateurs nigériens déplorent l'état dans lequel se trouvent l'aéroport d'Enugu et l'aéroport international de Port Harcourt: « Ce que nous avons constaté à l'aéroport d'Enugu, c'est une dégradation très grave des infrastructures; nous avons vu des nids-de-poule sur les pistes et il est très dangereux pour les avions d'y atterrir. Nous sommes surpris que des vols internationaux soient organisés dans cet aéroport où il n'y a pas d'eau courante et où les toilettes sont en mauvais état »⁴³⁷.

En ce qui concerne les récents foyers d'Ebola déclarés dans certains pays d'Afrique de l'Ouest et compte tenu des liaisons aériennes directes entre le Nigeria et l'Afrique de l'Ouest, un porte-parole de la FAAN a déclaré que « des organismes compétents, y compris les services de santé portuaires, ont été mobilisés et collaborent efficacement pour assurer à tout moment la sécurité des passagers et des usagers des aéroports »⁴³⁸.

3.1.1 Vols internationaux

Nigeria Travel Online mentionne quatre aéroports internationaux à partir desquels opèrent des services de vols internationaux :

- l'aéroport international Murtala Muhammed de Lagos (LOS),
- l'aéroport international Nnamdi Azikiwe d'Abuja (ABV),
- l'aéroport international de Port Harcourt (PFH),
- l'aéroport international Mallam Aminu Kano (KAN)⁴³⁹.

La FAAN mentionne deux autres aéroports internationaux :

- l'aéroport international Akanu Ibiam (ENU), qui dessert Enugu,
- l'aéroport international Margaret Ekpo (CBQ), à Calabar⁴⁴⁰.

Aéroport international Murtala Muhammed de Lagos (LOS)

L'aéroport, communément appelé « aéroport international de Lagos » et également désigné par son acronyme MMIA, constitue « la première porte d'entrée aérienne internationale du Nigeria ». Le terminal a été rénové à plusieurs reprises depuis les années 1970, mais sa reconstruction la plus

⁴³⁶ Nigeria Travel online, Airlines in Nigeria, n.d., [url](#)

⁴³⁷ Premium Times, Lawmakers express disgust over state of Nigerian airports, 27 October 2017, [url](#)

⁴³⁸ The Nation, Ebola: FG steps up efforts at airports, 10 May 2018, [url](#)

⁴³⁹ Nigeria Travel online, Airlines in Nigeria, n.d., [url](#)

⁴⁴⁰ FAAN, Website, n.d., [url](#)

radicale a commencé en 2013. Le hall a été agrandi et « de nouveaux systèmes de prise en charge des passagers ont été installés, qui permettent d'en gérer plus d'un millier par heure »⁴⁴¹.

Selon Nigeria Travel Online, l'aéroport exploite des vols intérieurs à destination des villes suivantes :

- Abuja, Benin City, Calabar, Enugu, Kano, Owerri, Port Harcourt, Uyo, Warri (Aero Contractors),
- Abuja, Asaba, Benin City, Calabar, Enugu, Gombe, Jos, Kaduna, Kano, Maiduguri, Owerri, Port Harcourt, Sokoto, Uyp, Warri, Yola (Arik Air),
- Benin City, Ibadan (Associated Aviation),
- Abuja (ChanChangi Airlines),
- Abuja (Dana Airlines),
- Abuja, Port Harcourt (First Nation Airways),
- Abuja, Gombe, Kano, Maiduguri, Port Harcourt, Yola (Irs Airlines),
- Asaba, Ibandan, Ilorin (Overland Airways).

L'aéroport propose également des vols internationaux à destination de :

- Accra (Aero Contractors),
- Paris-Charles de Gaulle (Air France),
- Rome-Fiumicino (Alitalia),
- Accra, Bamako, Banjul, Cotonou, Dakar, Freetown, Johannesburg, London-Heathrow, Luanda, Monrovia, New York JFK, Ouagadougou (Arik Air),
- Bangui, Cotonou, Kinshasa, Lomé, Libreville, Yaoundé (Asky Airlines),
- London-Heathrow (British Airways),
- Atlanta (Delta Airlines),
- Le Caire (Egypt Air),
- Dubaï (Emirates),
- Addis Abeba (Ethiopian Airlines),
- Abu Dhabi (Etihad Airlines),
- Madrid (Iberia Airlines),
- Nairobi (Kenya Airways),
- Amsterdam (KLM),
- Francfort (Lufthansa),
- Beyrouth (Middle East Airlines),
- Doha (Qatar Airlines),
- Casablanca, Cotonou (Royal Air Maroc),
- Amman, Accra (Royal Jordanian),
- Kigali (Rwandair),
- Johannesburg (South African Airways),
- Houston-Intercontinental (Turkish Airways),
- London-Heathrow (Virgin Atlantic Airways)⁴⁴².

Aéroport international Nnamdi Azikiwe d'Abuja (ABV)

Environ 3 millions de passagers transitent chaque année par l'aéroport d'Abuja (également désigné par son acronyme NAIA). Il a été ouvert en 2002 et dispose de deux terminaux (un pour les vols internationaux et un pour les vols intérieurs)⁴⁴³.

Le site internet de la FAAN mentionne que le projet de « construction d'une deuxième piste dans cet aéroport, afin de réduire l'encombrement sur la seule piste en service, en est à un stade avancé. Une

⁴⁴¹ FAAN, Murtala Muhammed International Airport, n.d., [url](#)

⁴⁴² Nigeria travel online, Airlines in Nigeria, n.d., [url](#)

⁴⁴³ FAAN, Nnamdi Azikiwe International Airport, n.d., [url](#)

partie dédiée au fret est également incluse dans la conception du nouveau terminal international ultramoderne actuellement en construction à l'aéroport »⁴⁴⁴.

Selon Nigeria Travel Online, l'aéroport exploite des vols intérieurs à destination des villes suivantes :

- Lagos, Owerri, Port Harcourt (Arik Air),
- Benin City, Calabar, Enugu, Gombe, Ibadan, Ilorin, Kano, Katsina, Lagos, Maiduguri, Owerri, Port Harcourt, Sokoto, Uyo, Warri, Yola (Arik Air),
- Benin City, Ibadan, Markudi (Associated Aviation),
- Lagos (ChanChangi Airlines),
- Lagos (Dana Air),
- Lagos (First Nation Airways),
- Gombe, Kano, Lagos, Maiduguri, Port Harcourt, Yola, Kaduna (IRS Airlines),
- Asaba, Ibadan, Ilorin (Overland Airways).

L'aéroport propose également des vols internationaux à destination de:

- Paris-Charles de Gaulle (Air France),
- Accra (Arik Air),
- Lomé, Niamey (ASKY Airways),
- London-Heathrow (British Airways),
- Accra, New York JFK (Delta Airlines),
- Le Caire (Egypt Air),
- Addis Abeba (Ethiopian Airlines),
- Francfort (Lufthansa)⁴⁴⁵.

Aéroport international de Port Harcourt (PFH)

L'aéroport international de Port Harcourt (également désigné par son acronyme PHIA), situé dans le bassin pétrolier et gazier du delta du Niger, constitue « un pôle économique très important ». Le site internet de la FAAN mentionne que « l'ancien terminal de l'aéroport est en cours de rénovation, quoiqu'il continue d'exploiter des vols commerciaux »⁴⁴⁶.

Dans une entrevue accordée au Daily Trust en avril 2018, un analyste en aéronautique déclarait que l'aéroport de Port Harcourt n'avait pas changé par rapport à ce qu'il était deux ans auparavant, « lorsqu'il était qualifié de pire aéroport au monde »⁴⁴⁷. Le 15 août 2018, la direction de l'aéroport a indiqué que la construction de son aile internationale était « en cours » et devrait être achevée avant décembre [2018]⁴⁴⁸.

Selon Nigeria Travel Online, l'aéroport exploite des vols intérieurs à destination des villes suivantes :

- Abuja, Lagos (Aero Contractors),
- Abuja, Lagos (Arik Air),
- Lagos (Air Nigeria),
- Lagos (ChanChangi Airlines),
- Lagos (Dana Air),
- Abuja, Lagos (IRS Airlines).

L'aéroport propose également des vols internationaux à destination de:

⁴⁴⁴ FAAN, Nnamdi Azikwe International Airport, n.d., [url](#)

⁴⁴⁵ Nigeria travel online, Airlines in Nigeria, n.d., [url](#)

⁴⁴⁶ FAAN, Port Harcourt International Airport, n.d., [url](#)

⁴⁴⁷ Daily Trust, Expert calls Port Harcourt Airport "shameful portrait of a nation", 22 April 2018, [url](#)

⁴⁴⁸ Eagle Online (The), Port Harcourt Airport Management Laments Non-Completion Of Alternative Road, 15 August 2018, [url](#)

- Paris-Charles de Gaulle (Air France),
- Francfort (Lufthansa),
- Douala, Malabo, Pointe-Noire, Port Gentil (Region Air)⁴⁴⁹.

Aéroport international Mallam Aminu Kano (KAN)

Également désigné par son acronyme MAKIA, l'aéroport se situe à Kano, dans le nord du pays. Selon la FAAN, il s'agit de « l'un des aéroports internationaux les plus anciens du pays ». Point de transit important pour le hajj, c'est-à-dire le pèlerinage musulman annuel vers La Mecque, c'est aussi un lieu de correspondance majeur pour les voyageurs aériens partant du nord du Nigeria vers différentes parties du monde⁴⁵⁰.

Selon Nigeria Travel Online, l'aéroport exploite des vols intérieurs à destination des villes suivantes :

- Abuja, Lagos (Aero Contractors),
- Abuja, Lagos (Arik Air),
- Abuja, Lagos (IRS Airlines).

L'aéroport propose également des vols internationaux à destination de :

- Le Caire (Egypt Air),
- Beyrouth (Middle East Airlines),
- Jeddah (Saudia),
- Khartoum, N'Djamena (Sudan Airways)⁴⁵¹.

Aéroport international Akanu Ibiam (ENU)

L'aéroport est situé à Enugu, « un important centre d'influence politique, culturelle, commerciale et administrative dans le sud-est du pays »⁴⁵².

Selon le service de suivi des vols Flightradar24, l'aéroport exploite des vols intérieurs à destination des villes suivantes :

- Lagos (Aero Contractors),
- Abuja, Lagos (Air Peace),
- Abuja, Lagos (Arik Air),
- Lagos, Port Harcourt (Med-View Airline).

L'aéroport propose également des vols internationaux à destination de :

- Addis Abeba (Ethiopian Airlines)⁴⁵³.

Aéroport international Margaret Ekpo (CBQ)

L'aéroport est également connu sous le nom d'« aéroport de Calabar »⁴⁵⁴, puisqu'il se situe dans cette ville qui est la capitale de l'État de Cross River. La communauté la plus proche de l'aéroport est Ediba Qua Town⁴⁵⁵.

Bien que la FAAN le mentionne en tant qu'aéroport international, selon le service de suivi des vols Airporthia, cet aéroport exploite uniquement des vols intérieurs à destination des villes suivantes :

⁴⁴⁹ Nigeria travel online, Airlines in Nigeria, n.d., [url](#)

⁴⁵⁰ FAAN, Mallam Aminu Kano International Airport, n.d., [url](#)

⁴⁵¹ Nigeria travel online, Airlines in Nigeria, n.d., [url](#)

⁴⁵² FAAN, Akanu Ibiam International Airport, n.d., [url](#)

⁴⁵³ Flightradar24, Enugu Akanu Ibiam International Airport, n.d., [url](#)

⁴⁵⁴ World Airport Codes, Margaret Ekpo international Airport, n.d., [url](#)

⁴⁵⁵ FAAN, Margaret Ekpo International Airport, Calabar, n.d., [url](#)

- Lagos (Arik Air),
- Abuja (Air Peace),
- Abuja (Aerolineas Sosa)⁴⁵⁶.

3.1.2 Vols intérieurs

Selon la FAAN, il existe des aéroports nationaux dans les villes suivantes : Benin City, Ilorin, Sokoto, Yola, Ibadan, Kaduna, Katsina, Maiduguri, Makurdi, Minna et Akure⁴⁵⁷.

Un certain nombre de compagnies aériennes nationales opèrent dans le pays, selon le portail touristique Come To Nigeria⁴⁵⁸.

3.2 Accès aux aéroports et liberté de circulation

3.2.1 Liberté de circulation

La liberté de circulation pour tous les Nigériens est prévue par la constitution de 1999, en vertu de l'article 41, paragraphe 1 :

« [t]out citoyen nigérien a le droit de circuler librement sur l'ensemble du territoire du Nigeria et d'y résider, et aucun citoyen nigérien ne peut être expulsé du Nigeria ni se voir opposer un refus d'y entrer ou d'en sortir [...]. Aucune disposition [...] du présent article n'invalide une loi qui est raisonnablement justifiable dans une société démocratique - a) imposant des restrictions au séjour ou à la circulation de toute personne ayant commis ou dont il est raisonnable de penser qu'elle a commis une infraction pénale afin de l'empêcher de quitter le Nigeria; ou b) prévoyant le renvoi de toute personne du Nigeria vers tout autre pays »⁴⁵⁹.

Le rapport de 2018 de l'ONG Freedom House sur la liberté dans le monde signale que, malgré cette garantie légale, « les responsables de la sécurité imposent fréquemment des couvre-feux du crépuscule à l'aube et d'autres restrictions en matière de circulation dans les zones touchées par la violence communautaire ou par l'insurrection islamiste »⁴⁶⁰. De même, le rapport de 2017 du ministère américain des affaires étrangères sur les pratiques en matière de droits de l'homme indique que « les responsables de la sécurité ont parfois restreint la liberté de circulation en imposant des couvre-feux dans les zones faisant l'objet d'attaques terroristes et de violences ethno-religieuses »⁴⁶¹.

La liberté de circulation à l'intérieur du pays a été restreinte au moyen de couvre-feux et d'autres mesures connexes imposées au niveau fédéral, de l'État ou local « dans les États de l'Adamawa, de Borno et de Yobe, dans le cadre des opérations menées contre Boko Haram ». Le ministère américain des affaires étrangères précise que « d'autres États ont imposé des couvre-feux en réaction à des événements tels que des violences ethno-religieuses ». La source ajoute que la « police a mené des opérations d'interpellation et de fouille dans les villes ainsi que sur les grands axes routiers et, à l'occasion, a mis en place des postes de contrôle »⁴⁶².

⁴⁵⁶ Airportia, Calabar Margaret Ekpo International CBQ, Arrivals, n.d., [url](#); Navitime Transit, CBQ Margaret Ekpo International Airport, n.d., [url](#); FAAN, Margaret Ekpo International Airport, Calabar, n.d., [url](#)

⁴⁵⁷ FAAN, Domestic Airports, n.d., [url](#)

⁴⁵⁸ Come to Nigeria, Domestic Airlines Nigeria, n.d., [url](#)

⁴⁵⁹ Nigeria, The constitution of the Federation of Nigeria, n.d., [url](#), section 41(1).

⁴⁶⁰ Freedom House, Freedom in the World 2018, Nigeria, G1, January 2018, [url](#)

⁴⁶¹ Freedom House, Freedom in the World 2018, Nigeria, G1, January 2018, [url](#)

⁴⁶² US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices - Nigeria, 20 April 2018, [url](#)

À la fin de l'année 2017, M. Ibrahim Idris, chef de la police nigériane, a ordonné la levée immédiate des barrages routiers de la police dans l'ensemble du pays⁴⁶³. Toutefois, de nombreux « postes de contrôle tenus par l'armée et par la police sont restés en place »⁴⁶⁴.

3.3 Questions relatives à l'entrée et à l'établissement

Il existe des différences juridiques à l'échelle nationale entre les « autochtones », dont le père est né dans la région, et les « allochtones », qui s'y sont installés ultérieurement. Les personnes considérées comme des « citoyens autochtones » bénéficient d'un accès préférentiel à la terre⁴⁶⁵. Le Groupe de crise international note que « cela donne lieu aussi bien à des griefs qu'à une concurrence politique féroce, conduisant trop souvent à la violence »⁴⁶⁶.

Quoique ces différences juridiques et sociales soient mises en œuvre par les administrations locales, la constitution de 1960 ne fournit aucune définition du statut d'autochtone ou d'allochtone⁴⁶⁷, mais donne une interprétation de la notion d'« appartenance »⁴⁶⁸. Le Groupe de crise international explique que « l'appartenance autochtone a acquis une valeur constitutionnelle lors de l'indépendance en 1960 pour éviter aux minorités ethniques d'être englouties par les groupes Hausa-Fulani, Igbo et Yoruba plus nombreux, et pour préserver leur identité culturelle et politique, ainsi que leurs institutions de gouvernance traditionnelles »⁴⁶⁹.

Les administrations locales, au nom du gouverneur de chaque État, délivrent certificats d'appartenance autochtone (ou certificats d'origine) qui donnent accès à la terre, à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et aux postes politiques, entre autres. Les critères de délivrance de ces certificats diffèrent d'une administration locale à l'autre, ce qui peut donc conduire à la discrimination et à la marginalisation des allochtones⁴⁷⁰. [Consulter le rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO portant sur le ciblage d'individus au Nigeria [[EASO - COI Report - Nigeria - Targeting individuals](#)] (novembre 2018), section 3.7].]

⁴⁶³ BBC, Why Nigeria wants to remove police roadblocks, 26 September 2017, [url](#)

⁴⁶⁴ US DoS, 2017 Country Reports on Human Rights Practices - Nigeria, 20 April 2018, [url](#)

⁴⁶⁵ Canada, IRB, Nigeria: Information on a Certificate of State of Origin (2015-January 2017), 30 January 2017, NGA105727.E, [url](#)

⁴⁶⁶ ICG, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, [url](#)

⁴⁶⁷ UN HRC, Report of the Special Rapporteur on Minority Issues, Rita Izsák, 5 January 2015, [url](#), par. 20

⁴⁶⁸ Dans la constitution nigériane, la notion d'« appartenance », en référence à une personne dans un État, renvoie à « une personne dont l'un des parents ou l'un des grands-parents était membre d'une communauté autochtone de cet État ». Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, Part IV, art. 318 (1), 1999, [url](#)

⁴⁶⁹ ICG, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, [url](#)

⁴⁷⁰ ICG, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, [url](#); UN HRC, Report of the Special Rapporteur on Minority Issues, Rita Izsák, 5 January 2015, [url](#), par. 20-22

Bibliography

- ACAPS, Thematic Report, Nigeria, Health in the Northeast, 24 May 2017, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/57121>, accessed 20 June 2018
- Adegedi, Isaac A., Matthew Ayegboyin, Abolaji Azeez, Omolara Ejiade, Chinwe Onuegbu, Unmet Health information needs and coping strategies of the elderly in IDP camps in Nigeria, in: CEC Journal: Issue 3, Barots Institute for Constructive Engagement of conflict, 2017, <http://scalar.usc.edu/works/cec-journal-issue-3/unmet-health-information>, accessed 20 June 2018
- Adewole, David A., Ayodeji M. Adebayo, Emeka I. Udeh, Vivian N. Shaahu, and Magbagbeola D. Dairo, Payment for Health Care and Perception of the National Health Insurance Scheme in a Rural Area in Southwest Nigeria, in: The American Society of Tropical Medicine and Hygiene, 2015, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4559712/pdf/tropmed-93-648.pdf>, accessed 19 June 2018
- AEA (Abuja Enterprise Agency), Who we are, n.d. <https://www.aea.org.ng/about-aea/mission-and-vision>, accessed 4 October 2018
- Afolabi, B. M., Predictable Impact of Current Economic Recession on the Spread and Severity of Diseases in African Countries: Focus on Nigeria, in: Journal of Prevention and Infection Control, vol. 3, issue 1, 21 April 2017, <http://infectioncontrol.imedpub.com/predictable-impact-of-current-economic-recession-on-the-spread-and-severity-of-diseases-in-african-countries-focus-on-nigeria.php?aid=19332>, accessed 20 June 2018
- Africa Check, Factsheet: Grading Nigeria's progress in education, 16 July 2018 <https://africacheck.org/factsheets/factsheet-grading-nigerias-progress-in-education/>, accessed 25 September 2018
- Africa Check, Is Nigeria's unemployment rate 18.8%, as widely tweeted?, 7 March 2018 <https://africacheck.org/reports/nigerias-unemployment-rate-18-8-widely-tweeted/>, accessed 4 July 2018
- Africafeeds, Over 100 babies rescued from 'fake' orphanages in Nigeria, Isaac Kaledzi, <https://africafeeds.com/2018/04/26/over-100-babies-rescued-from-fake-orphanages-in-nigeria/>, accessed 25 July 2018
- African Development Bank Group, Federal Republic of Nigeria, Country Strategy Paper 2013-2017, January 2013 <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Nigeria%20-%202013-2017%20-%20Country%20Strategy%20Paper.pdf>, accessed 12 July 2018
- Agribiz, Food security: Lagos spends N1.05bn on Lake Rice subsidy, 23 May 2018, <https://agribiz.info/2018/05/food-security-lagos-spends/>, accessed 4 October 2018
- Airportia, Calabar Margaret Ekpo International CBQ, Arrivals, n.d. <https://www.airportia.com/nigeria/margaret-ekpo-international-airport>, accessed 1 June 2018
- Akinwale, Olaoluwa & Adeneye, Adeniyi & Musa, Zaidat & Oyediji, Kola & Sulyman, MA & Lekan John, Oyefara & Adejoh, PE & Adeneye, Adejuwon, Living conditions and public health status in three urban slums of Lagos, Nigeria, in: South East Asia Journal of Public Health vol. 3, nr. 1, 2013, pp. 36-41, available at: https://www.researchgate.net/publication/273682019_Living_conditions_and_public_health_status_in_three_urban_slums_of_Lagos_Nigeria, accessed 20 July 2018

Alhaji A. Aliyu and Lawal Amadu, Urbanization, Cities, and Health: The Challenges to Nigeria – A Review, in: *Annals of African Medicine*, vol. 16, nr. 4, Oct-Dec 2017, pp. 149–158, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5676403/>, accessed 24 June 2018

Al Jazeera, Nigeria migrants who escaped Libya restart their lives, 4 February 2018, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/nigeria-migrants-escaped-libya-restart-lives-180130063051831.html>, accessed 30 July 2018

Al Jazeera, Thousands displaced by Boko Haram languish in Abuja IDP camps, 26 March 2018, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/thousands-displaced-boko-haram-languish-abuja-idp-camps-180325070133915.html>, accessed 26 July 2018

Al Jazeera, Traditional healers fill Nigeria mental healthcare gap, 7 June 2015, <https://www.aljazeera.com/news/2015/06/traditional-healers-nigeria-mental-healthcare-psychiatric-150606161409127.html>, accessed 18 June 2018

ANAHT (African Network Against Human Trafficking), [website], n.d. <http://www.anaht.org/>, accessed 15 August 2018

APHRC (African Population and Health Research Centre), Fact Sheet June 2017, Maternal Health in Nigeria: Facts and Figures, June 2017, <http://aphrc.org/wp-content/uploads/2017/06/APHRC-Maternal-Health-in-Nigeria-%E2%180%93-Facts-and-Figures.pdf>, accessed 27 April 2018

Arnold Ikedichi Okpani, Seye Abimbola, Nigeria's new government and public financing for universal health coverage, *Niger Medical Journal*, 56(5), 305–310, Sep-Oct 2015, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4698843/>, accessed 27 June 2018

Association for Reproductive and Family Health, The Impact Of Hiv And Aids On Children In Nigeria, 2 July 2015, <http://arfh-ng.org/the-impact-of-hiv-and-aids-on-children-in-nigeria/>, accessed 4 October 2018

Awosusi, A. et al., Nigeria's new government and public financing for universal health coverage, in: *The Lancet*, Vol. 3, September 2015, [http://www.thelancet.com/pdfs/journals/langlo/PIIS2214-109X\(15\)00088-1.pdf](http://www.thelancet.com/pdfs/journals/langlo/PIIS2214-109X(15)00088-1.pdf), accessed 19 June 2018

Azonzeh Ukah, the Redeemed Christian Church Of God (RCCG), Nigeria. Local identities and global processes in African Pentecostalism, January 2003, https://www.researchgate.net/publication/36449692_THE_REDEEMED_CHRISTIAN_CHURCH_OF_GOD_RCCG_NIGERIA_LOCAL_IDENTITIES_AND_GLOBAL_PROCESSES_IN_AFRICAN_PENTECOSTALISM, accessed 1 August 2018

Bakare Ganiyu Olalekan, Urbanization, Urban Poverty, Slum and Sustainable Urban Development in Nigerian Cities: Challenges and Opportunities, *IISTE*, Vol. 4, No 18, 2014, <http://iiste.org/Journals/index.php/DCS/article/viewFile/15980/16153>, accessed 2 August 2018

BBC News, Can Nigeria's president defeat oil industry corruption?, 21 October 2015 <https://www.bbc.com/news/world-africa-34580862>, accessed 25 June 2015

BBC News, Nigeria has 'largest number of children out-of-school' in the world, 25 July 2017, <https://www.bbc.com/news/world-africa-40715305>, accessed 24 August 2018

BBC News, Nigeria 'baby factory' raided in Lagos, 26 April 2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-43905606>, accessed 24 July 2018

BBC News, The city that won't stop growing - How can Lagos cope with its spiralling population?, 21 August 2017, <https://www.bbc.co.uk/news/resources/idx-sh/lagos>, accessed 20 July 2018

BBC, Why Nigeria wants to remove police roadblocks, 26 September 2017, <https://www.bbc.com/news/world-africa-41403334>, accessed 28 July 2018

Bertelsmann Stiftung, Transformation Index, BTI 2018, Nigeria Country Report, 2018 <http://www.bti-project.org/de/berichte/laenderberichte/detail/itc/NGA/>, accessed 7 June 2018

Bloomberg, Nigeria revenue drops to 5-year low as tax, oil income fall, 25 April 2016 <https://www.bloomberg.com/professional/blog/nigeria-revenue-drops-to-5-year-low-as-tax-oil-income-fall/>, accessed 21 June 2018

Brookings, Youth Unemployment in Nigeria: A Situation Analysis, 23 September 2014 <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2014/09/23/youth-unemployment-in-nigeria-a-situation-analysis/>, accessed 12 July 2018

Business Day, Food security: Lagos spends N1.05bn on Lake Rice subsidy, 23 May 2018, <https://www.businessdayonline.com/companies/agriculture/article/food-security-lagos-spends-n1-05bn-lake-rice-subsidy/>, accessed 6 August 2018

Cable (The), Change in Nigeria's healthcare system, 1 January 2016, <https://www.thecable.ng/change-in-nigerias-healthcare-system>, accessed 16 July 2018

Cable (The), Chased from Chibok to Lagos: How Boko Haram victims are struggling to survive, 14 April 2018, <https://www.thecable.ng/chased-chibok-lagos-boko-haram-victims-struggling-survive>, accessed 26 July 2018

Cable (The), There are only 100 psychiatrists in Nigeria, 21 November 2018, <https://www.thecable.ng/100-psychiatrists-nigeria>, accessed 27 June 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: Domestic violence, including Lagos State; legislation, recourse, state protection and services available to victims (2011-October 2014), 10 November 2014, NGA104980.E, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=455596>, accessed 1 August 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: Government amnesty program for Niger Delta militants, particularly with respect to the Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND) (2009-August 2011), NGA103789.FE, 5 August 2011, available at: <http://www.refworld.org/docid/50740a192.html>, accessed 12 July 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: Information on a Certificate of State of Origin, including purpose of document, issuing and signing authority, and requirements and procedures to obtain the document; information on the appearance of the certificate, including security features and information contained in the document; whether the appearance of the document is uniform throughout the country (2015-January 2017), NGA105727.E, 30 January 2017, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=456900>, accessed 26 July 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), Nigeria: Whether women who head their own households, without male or family support, can obtain housing and employment in large northern cities, such as Kano, Maiduguri, and Kaduna, and southern cities, such as Lagos, Ibadan, Port Harcourt; government support services available to female-headed households, NGA103907.E, 19 November 2012, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=454259>, accessed 27 July 2018

Center for Global Development/ Dapel Zuhuman, Poverty in Nigeria: Understanding and Bridging the Divide between North and South, 6 April 2018, <https://www.cgdev.org/blog/poverty-nigeria-understanding-and-bridging-divide-between-north-and-south>, accessed 25 April 2018

Chatham House, Nigeria's Booming Borders: The Drivers and Consequences of Unrecorded Trade, 7 December 2015 <https://www.chathamhouse.org/publication/nigerias-booming-borders-drivers-and-consequences-unrecorded-trade>, accessed 2 July 2018

Chimobi Ucha, Poverty in Nigeria: some Dimensions and Contributing Factors, in: Global Majority E-Journal, Vol. 1, No. 1, June 2010, <https://pdfs.semanticscholar.org/1e17/521182f3a4498eccd8eb1b8e3905130de971.pdf>, accessed 25 July 2018

Coface, Economic Studies, Nigeria, January 2018 <http://www.coface.com/Economic-Studies-and-Country-Risks/Nigeria>), accessed 25 June 2018

Conversation (The), How amnesty efforts in the Niger Delta triggered new violence, 9 March 2017 <https://theconversation.com/how-amnesty-efforts-in-the-niger-delta-triggered-new-violence-74085>, accessed 12 July 2018

CP SWG (Child Protection sub-Working Group), Minimum Standards on Gender, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/122016_nga_minimum_standards_on_gender_age_emergency_education_prog.pdf, accessed 24 July 2018

CP SWG (Child Protection sub-Working Group), what do We Know About Unaccompanied and Separated Children (UASC), July 2015, available at: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/nga_uasc_dashboard_2015-07-16.pdf, accessed 24 July 2018

CRS (Catholic Relief Services), CRS in Nigeria, n.d., <https://www.crs.org/our-work-overseas/where-we-work/nigeria>, accessed 1 August 2018

Daily Mail, Nigeria struggles against human trafficking, 24 October 2015 <http://www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-3287824/Nigeria-struggles-against-human-trafficking.html>, accessed 2 August 2018

Daily Trust, Abuja is open to business, investors – Minister, 29 September 2017 <https://www.dailytrust.com.ng/abuja-is-open-to-business-investors--minister.html>, accessed 4 July 2018

Daily Trust, Expert calls Port Harcourt Airport “shameful portrait of a nation”, 22 April 2018, <https://www.dailytrust.com.ng/expert-calls-port-harcourt-airport-shameful-portrait-of-a-nation.html>, accessed 4 October 2018

Daily Trust, Improving the healthcare needs for Abuja IDPs, 18 January 2018, <https://www.dailytrust.com.ng/improving-the-healthcare-needs-for-abuja-idps.html>, accessed 20 June 2018

Daily Trust, NAPTIP vets NGO’s working against human trafficking, 26 September 2017 <https://www.dailytrust.com.ng/naptip-vets-ngo-s-working-against-human-trafficking.html>), accessed 2 August 2018

Deloitte, Regulatory Alert: Nigeria’s Business Climate And Ease Of Doing Business Initiatives, [blog], 6 June 2017 <https://blog.deloitte.com/ng/regulatory-alert-nigerias-business-climate-and-ease-of-doing-business-initiatives/>, accessed 25 June 2018

Domestic Violence Nigeria, Help for Domestic Violence, n.d., <https://domesticviolence.com.ng/help-for-domestic-violence/>, accessed 1 August 2018

DSVRT (Domestic and Sexual Violence Response Team), Welcome to DSVRT – who we are, n.d. <http://www.dsvrtilagos.org/Who%20we%20are.html>, accessed 1 August 2018

DW (Deutsche Welle), Niger Delta: Nigeria’s oil-rich powder keg, 14 January 2017 <http://www.dw.com/en/niger-delta-nigerias-oil-rich-powder-keg/a-37134909>, accessed 25 June 2018

DW (Deutsche Welle), Nigerian returnees face poverty and destitution back home, 2 February 2018, <https://www.dw.com/en/nigerian-returnees-face-poverty-and-destitution-back-home/a-42431011>, accessed 28 July 2018

Eagle Online (The), Port Harcourt Airport Management Laments Non-Completion Of Alternative Road, 15 August 2018, <https://theeagleonline.com.ng/port-harcourt-airport-management-laments-non-completion-of-alternative-road/>, accessed 4 October 2018

EASO (European Asylum Support Office), EASO, COI report Nigeria, Actors of Protection, November 2018, https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_ActorsofProtection.pdf, accessed 6 November 2018

EASO (European Asylum Support Office), COI Report Nigeria Sex Trafficking of Women, 2015 <https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/BZ0415678ENN.pdf>, accessed 2 August 2018

EASO (European Asylum Support Office), COI report Nigeria, Security situation, November 2018, https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_SecuritySituation.pdf, accessed 6 November 2018

EASO (European Asylum Support Office), COI report Nigeria, Targeting individuals, November 2018, https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/2018_EASO_COI_Nigeria_TargetingIndividuals.pdf, accessed 6 November 2018

EC (European Commission), International Cooperation and Development, Nigeria, Overview, last update 25 June 2018 https://ec.europa.eu/europeaid/countries/nigeria_en, accessed 25 June 2018

Economic Confidential, Nigeria's Shadow Economy, 10 January 2018 <https://economicconfidential.com/2018/01/nigerias-shadow-economy/>, accessed 22 June 2018

Economist (The), Who are the Niger Delta Avengers?, 1 July 2016, <https://www.economist.com/blogs/economist-explains/2016/07/economist-explains>, accessed 3 June 2018

EITI (Extractive Industries Transparency Initiative), Nigeria, latest data 2015 <https://eiti.org/nigeria#revenue-allocation>, accessed 21 June 2018

EITI, Nigeria: Mapping the Labyrinth, 13 June 2016 <https://eiti.org/news/nigeria-mapping-labyrinth>, accessed 24 June 2018

Encyclopaedia Britannica, Edo people, 29 August 2018, <https://www.britannica.com/topic/Edo-people>, accessed 17 October 2018

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), [website], n.d. <http://www.faan.gov.ng/>, accessed 29 May 2018

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), Akanu Ibiam International Airport, n.d. <http://www.faan.gov.ng/akanu-ibiam-international-airport/>, accessed 24 June 2018

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), Domestic Airports, n.d. <http://www.faan.gov.ng/domestic-airports/>, accessed 29 May 2018.

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), Mallam Aminu Kano International Airport, n.d. <http://www.faan.gov.ng/mallam-aminu-kano-international-airport>, accessed 24 June 2018

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), Margaret Ekpo International Airport, Calabar, n.d. <http://www.faan.gov.ng/calabar-airport/>, accessed 24 June 2018

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), Murtala Muhammed International Airport, n.d. <http://www.faan.gov.ng/mmia/>, accessed 24 June 2018

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), International airports, n.d.

<http://www.faan.gov.ng/international-airports/>, accessed 1 June 2018

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), Nnamdi Azikwe International Airport, n.d.

<http://www.faan.gov.ng/nnamdi-azikwe-international-airport/>, accessed 24 June 2018

FAAN (Federal Airport Authority of Nigeria), Port Harcourt International Airport, n.d.

<http://www.faan.gov.ng/port-harcourt-international-airport/>, accessed 24 June 2018

FAO (Food and Agriculture Organization), An Introduction to the Basic Concepts of Food Security. In: Food Security, Information for Action: Practical Guides, EC-FAO Food Security Programme, 2008,

<http://www.fao.org/docrep/013/al936e/al936e00.pdf>, accessed 7 August 2018

FAO (Food and Agriculture Organization), Emergency livelihoods assistance to returnees, IDPs and host communities affected by the insurgency in northeastern Nigeria (Adamawa, Borno and Yobe states), 25 July 2018 <http://www.fao.org/emergencies/countries/detail/en/c/213439/>, accessed 1 October 2018

FAO (Food and Agriculture Organization), Gender land and rights database – Nigeria, Women's property and use rights in personal laws, n.d.,

http://www.fao.org/gender-landrights-database/country-profiles/countries-list/national-legal-framework/womens-property-and-use-rights-in-personal-laws/en/?country_iso3=NGA, accessed 4 October 2018

FEWS (Famine Early Warnings Systems Network), Nigeria Food Security Outlook, Main season harvests in much of the northeast have been severely limited by the ongoing conflict,

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Main%20season%20harvests%20in%20much%20of%20the%20northeast%20have%20been%20severely%20limited%20by%20the%20ongoing%20conflict.pdf>, accessed 20 April 2018

FEWS (Famine Early Warnings Systems Network), Nigeria, Food Security Outlook, Populations from newly accessible areas continue to arrive in northeast Nigeria, August 2018,

<http://fews.net/west-africa/nigeria>, accessed 1 October 2018

FEWS (Famine Early Warnings Systems Network), Integrated Phase Classification, n.d.

<http://fews.net/IPC>, accessed 30 June 2018

FEWS (Famine Early Warnings Systems Network), Nigeria Food Security Alert, 7 July 2016,

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20160707%20NE%20Nigeria%20Alert-2.pdf>, accessed 16 April 2018

Flightradar24, Enugu Akanu Ibiam International Airport, n.d.

<https://www.flightradar24.com/data/airports/enu>; accessed 1 June 2018

Focus Economics, What is GDP per capita? GDP per capita Data, Nigeria, 2017 <https://www.focus-economics.com/economic-indicator/gdp-per-capita>, accessed 19 June 2018

Food Security Cluster, Displacement Overviews - Gajiram, Gajiganna and Tungushe, 9 April 2018,

<http://fscluster.org/nigeria/document/displacement-overviews-gajiram-gajiganna>, accessed 16 April 2018

Food Security Cluster, Nigeria, n.d. <http://fscluster.org/nigeria/working-groups>, accessed 17 April 2018

Food Security Cluster, Nigeria, Understanding rainfall variability, drought and farmers' coping strategies in Nigeria, 14 April 2018,

<http://fscluster.org/nigeria/document/understanding-rainfall-variability>, accessed 17 April 2018

Fox, Sean, Bloch, Robin, Monroy, Jose, and Ojo Adegbola, Urbanisation and Urban Expansion in Nigeria. Urbanisation Research Nigeria (URN) Research Report. London: ICF International, July 2015,

https://www.researchgate.net/publication/281677412_Urbanisation_and_Urban_Expansion_in_Nigeria, accessed 20 July 2018

Freedom House, Freedom in the world – Nigeria, 2017 <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/nigeria>, accessed 24 August 2018.

Freedom House, Freedom in the World - Nigeria, 2018, January 2018, <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/nigeria>, accessed 4 October 2018

FSIN (Food Security Information Network), Global report on food crisis, 2018, <http://fscluster.org/sites/default/files/documents/wfp-0000068917.pdf>, accessed 2 October 2018

GECF (Gas Exporting Countries Forum), GECF Overview, n.d. <https://www.gecf.org/countries/country-list.aspx>, accessed 25 June 2018

Global Business Coalition for Education, Safe Schools Initiative: Protecting the Right to Learn in Nigeria, October 2015, <http://gbc-education.org/initiatives/safe-schools-initiative/>, accessed 28 August 2018

Global Coalition to Protect Education from Attack, Education under attack, 2018, http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/eua_2018_full.pdf, accessed 24 August 2018

Guardian (The), Abia commissioner charges orphanages on illegal operators and child traffickers, 14 April 2018, <https://guardian.ng/news/abia-commissioner-charges-orphanages-on-illegal-operators-and-child-traffickers/>, accessed 4 October 2018

Guardian (The), Addressing high cost of cancer treatment in Nigeria, 5 February 2018, <https://guardian.ng/features/focus/addressing-high-cost-of-cancer-treatment-in-nigeria/>, accessed 26 June 2018

Guardian (The), Developing human recourse for health, 4 September 2017 <https://guardian.ng/issue/developing-human-resource-for-health/>, accessed 12 June 2018

Guardian (The), FG committed to favourable investment climate, Onyeama tells investors, 23 September 2017 <https://guardian.ng/news/fg-committed-to-favourable-investment-climate-onyeama-tells-investors/>, accessed 2 July 2018

Guardian (The), Investing in food security, 22 January 2018, <https://guardian.ng/opinion/investing-in-food-security/>, accessed 15 April 2018

Guardian (The), Lagos State Employment Trust Fund targets 1m jobs, 4 April 2017 <https://guardian.ng/appointments/lagos-state-employment-trust-fund-targets-1m-jobs/>, accessed 31 July 2018

Guardian (The), Nigeria begins amnesty for Niger Delta militants, 6 August 2009 <https://www.theguardian.com/world/2009/aug/06/niger-delta-militants-amnesty-launched>, accessed 12 July 2018

Guardian (The), Nigeria: Sustaining Free HIV Treatment in Nigeria, 30 November 2017, <https://guardian.ng/features/sustaining-free-hiv-treatment-in-nigeria/>, accessed 21 June 2018

Guardian (The), 'Shameful' Nigeria: a country that doesn't care about inequality, 18 July 2018, <https://www.theguardian.com/inequality/2017/jul/18/shameful-nigeria-doesnt-care-about-inequality-corruption>, accessed 25 April 2018

Guardian (The), Tayo Oreola, Health, Psychiatrist canvasses passage of delayed Mental Health Bill, 18 February 2016, <https://guardian.ng/features/psychiatrist-canvasses-passage-of-delayed-mental-health-bill/>, accessed 18 June 2018

Gureje Oye, Jibril Abdulmalik, Lola Kola, Emmanuel Musa, Mohammad Taghi Yasamy, Kazeem Adebayo, Integrating mental health into primary care in Nigeria: report of a demonstration project using the mental health gap action programme intervention guide, in: BMC Health Services Research 2015, 21 June 2015, <https://bmchealthservres.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12913-015-0911-3>, accessed 10 August 2018

Hagen-Zanker, Jessica, Holmes Rebecca, Social protection in Nigeria - Synthesis report, ODI (Overseas Development Institute), February 2012, https://www.researchgate.net/publication/264888146_Social_protection_in_Nigeria_Synthesis_report, accessed 27 July 2018

Hakeem Onapajo Moshood, Abdul-Wasi Babatunde, The civilianisation of ex-combatants of the Niger Delta, Progress and challenges in reintegration, in: African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), Conflict Trends, African Journal on Conflict Resolution, Volume 16, No. 1, 29 August 2016 <http://www.accord.org.za/ajcr-issues/civilianisation-ex-combatants-niger-delta/>, accessed 12 July 2018

International Crisis Group, Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, 18 May 2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/b126-instruments-pain-iv-food-crisis-north-east-nigeria>, accessed 17 April 2018

IDMP (Internal Displacement Monitoring Centre) and NRC (Norwegian Refugee Council), UnSettlement: Urban displacement in the 21st century, City of Challenge and Opportunity, Employment and livelihoods for internally displaced people in Maiduguri, Borno State, February 2018 <http://www.internal-displacement.org/sites/default/files/inline-files/20180209-idmc-nigeria-case-study.pdf>, accessed 1 August 2018

ILO (International Labour Organisation), The Nigeria National Employment Policy 2017, 9 March 2018, http://www.ilo.org/addisababa/countries-covered/nigeria/WCMS_619096/lang--en/index.htm, accessed 4 July 2018

ILO (International Labour Organisation), The ILO Explores Entrepreneurial Potential in Abuja, 17 April 2018 http://www.ilo.org/addisababa/about-us/offices/abuja/WCMS_626142/lang--en/index.htm, accessed 31 July 2018

ILO (International Labour Organization), ILO's Start and Improve Your Business training programme completed by NYSC members, 13 June 2018 http://www.ilo.org/addisababa/about-us/offices/abuja/WCMS_632403/lang--en/index.htm, accessed 4 July 2018

IMF (International Monetary Fund), IMF Staff Country Reports, Nigeria: 2018 Article IV Consultation-Press Release, Staff Report, and Statement by the Executive Director for Nigeria, 7 March 2018 <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/03/07/Nigeria-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-45699>, accessed 2 July 2018

IMF (International Monetary Fund), IMF Staff Country Reports, Nigeria: 2018 Article IV Consultation-Press Release, Staff Report, and Statement by the Executive Director for Nigeria, 7 March 2018 <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/03/07/Nigeria-2018-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-45699>, accessed 25 September 2018

IMF (International Monetary Fund), Transcript of podcast with Monique Newiak: "Good for Women, Good for Growth: Closing Nigeria's Gender Gap", 8 March 2018 <https://www.imf.org/en/News/Podcasts/All-Podcasts/2018/03/07/nigeria-a4-2018>, accessed 2 July 2018

IMFBlog, Chart of the Week: The Potential for Growth and Africa's Informal Economy, 8 August 2017 <https://blogs.imf.org/2017/08/08/chart-of-the-week-the-potential-for-growth-and-africas-informal-economy/>, accessed 25 September 2018

IOM (International Organization for Migration), Promoting Better Management of Migration in Nigeria, Needs assessment of the Nigerian Health Sector, May 2014, <http://nigeria.iom.int/sites/default/files/newsletter/ANNEX%20XXIV%20Needs%20Assessment%20of%20the%20Nigeria%20health%20Sector.pdf>, accessed 19 June 2018

IOM (International Organization for Migration), Nigeria, Displacement Report 23, June 2018 <https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/Nigeria%20-%20Displacement%20Report%2023%20%28June%202018%29.pdf?file=1&type=node&id=3854>, accessed 31 July 2018

IOM (International Organization for Migration), Restart Nigeria, n.d. <https://nigeria.iom.int/restart-nigeria>

IOM (International Organization for Migration), Returning to Nigeria – Country Information Sheet, 2015, <https://malta.iom.int/sites/default/files/2015%20Documents/Publications/Returning%20to%20Nigeria%20Country%20Information%20Sheet.pdf>, accessed 27 August 2018.

Information Nigeria, 12 Kids Rescued from Illegal Orphanage in Lagos, Niyi, 7 December 2016, <http://www.informationng.com/2016/12/12-kids-rescued-pastors-home-lagos.html>, accessed 24 July 2018

Information Nigeria, FG Establishes IDP Centre In Lagos, 13 February 2016, <http://www.informationng.com/2016/02/fg-establishes-idp-centre-in-lagos.html>, accessed 25 July 2018

Information Nigeria, Human Trafficking: Fg Launches National Guidelines To Assist Victims, 7 August 2016 <http://www.informationng.com/2016/08/human-trafficking-fg-launches-national-guidelines-to-assist-victims.html>, accessed 2 August 2018

International Business Times, World's largest orphanage? Nigeria plans home for 8,000 children affected by Boko Haram, 30 March 2017, <https://www.ibtimes.co.uk/worlds-largest-orphanage-nigeria-plans-home-8000-children-affected-by-boko-haram-1614576>, accessed 24 July 2018

International Crisis Group, Curbing Violence in Nigeria (I): The Jos Crisis, 17 December 2012, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/curbing-violence-nigeria-i-jos-crisis>, accessed 12 August 2018

Invested Development, The Benefits of Informal Savings Groups, 30 April 2012 <http://investeddevelopment.com/2012/04/the-benefits-of-informal-savings-groups/>, accessed 1 August 2018

Kale, A., Maigari, B. et al, Economic Recession in Nigeria: Implications for Nursing Education and Practice, in: IOSR Journal of Nursing and Health Science (IOSR-JNHS), Volume 6, Issue 2 Ver. IX (Mar. - Apr. 2017), pp. 54-62 <http://www.iosrjournals.org/iosr-jnhs/papers/vol6-issue2/Version-9/G0602095462.pdf>, accessed 20 June 2018

KPMG International Cooperative, Nigeria - Country Profile, 2012, <https://www.kpmg.com/Africa/en/KPMG-in-Africa/Documents/Nigeria.pdf>, accessed 19 June 2018

Law Repository Nigeria, The Underlying Factors in the Law of Inheritance in Nigeria, 9 September 2017, <http://www.blog.lawrepository.com.ng/2017/09/the-underlying-factors-in-law-of.html>, accessed 26 July 2018

Leadership, FG, IOM Rescued 10,500 Human Trafficking Victims From Libya – DG NAPTIP, 31 July 2018 <https://leadership.ng/2018/07/31/fg-iom-rescued-10500-human-trafficking-victims-from-libya-dg-naptip/>, accessed 1 August 2018

LSESP (Lagos State Employability Support Project), Employability Support Project, FAQs, n.d. <http://lspesp.ng/faqs>, accessed 31 July 2018

LSESP (Lagos State Employability Support Project), LSESP Overview, n.d. <http://lspesp.ng/employer/recruitment>, accessed 25 September 2018

LSESP (Lagos State Employability Support Project), Training, n.d. <http://lspesp.ng/courses>, accessed 31 July 2018

LSESP (Lagos State Employability Support Project), Vocational Training Centres, n.d. <http://lspesp.ng/vtc>, accessed 31 July 2018

LSESP (Lagos State Employability Support Project), What is LSETF?, n.d. <http://lspesp.ng/>, accessed 31 July 2018

Matemilola S., Elegbede I., The Challenges of Food Security in Nigeria, Open Access Library Journal, Vol. 4, e4185, 2017, https://file.scirp.org/pdf/OALibJ_2017121914311656.pdf, accessed 17 July 2018

Maiyaki, M. B., Garbati, M. A., 'The burden of non-communicable diseases in Nigeria; in the context of globalization', in: Annals of African Medicine, Vol. 13, Issue 1, February 2014 <http://www.annalsafmed.org/article.asp?issn=1596-3519;year=2014;volume=13;issue=1;spage=1;epage=10;aulast=Maiyaki>, accessed 20 June 2018

MSH (Management Sciences for Health), Supporting Orphans and Vulnerable Children in Nigeria: A Conversation with Obialunamma ("Oby") Onoh, 11 July 2014, <http://www.msh.org/news-events/stories/supporting-orphans-and-vulnerable-children-in-nigeria-a-conversation-with>, accessed 24 July 2018

Mercy Corps, Tipsheet: Savings Groups in Humanitarian Response, Lessons from Northeast Nigeria with Displaced Populations, February 2017, <https://www.mercycorps.org/sites/default/files/Mercy-Corps-Tipsheet-Savings-Groups-Nigeria-Response.pdf>, accessed 1 August 2018

NACA (National Agency for the Control of AIDS), NACA's mission, n.d., <https://naca.gov.ng/nacas-mission/>, accessed 21 June 2018

NACTAL (Network of Civil Society organization against Child trafficking, Abuse and Labour), Vision & Mission, Our Objectives, n.d. <https://nactal.org/mission/>, accessed 2 August 2018

NAIJ.com, List of International airports in Nigeria and their locations, <https://www.naija.ng/1109195-list-international-airports-nigeria-locations.html#1109195>, accessed 1 June 2018

NAPTIP, Counselling And Rehabilitation, Rehabilitation Section, n.d. https://www.naptip.gov.ng/?page_id=142, accessed 1 August 2018

NAPTIP, NAPTIP, UNODC Launch National Referral Mechanism Document, 4 August 2017 [2016] <https://www.naptip.gov.ng/?p=1188>, accessed 2 August 2018

Nation (The), FCT launches policy on 10.5m out of school kids, 27 March 2018, <http://thenationonlineng.net/fct-launches-policy-10-5m-school-kids/>, accessed 28 August 2018.

Natural Resource Governance Institute, Inside NNPC Oil Sales: A Case for Reform in Nigeria, Reform in the current context, August 2015 https://resourcegovernance.org/sites/default/files/NRGI_InsideNNPCOilSales_CompleteReport.pdf, accessed 21 June 2018

Natural Resource Governance Institute, Nigeria's Oil and Gas Revenues: Insights From New Company Disclosures, December 2017 <https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/nigeria-oil-revenue.pdf>, accessed 21 June 2018

Navitime Transit, CBQ Margaret Ekpo International Airport, n.d.
<https://transit.navitime.com/en/flight/CBQ>, accessed 1 June 2018

NEITI (Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative), 2015 Oil & Gas Industry Audit Report, Petroleum Revenues in the past Five Years, 27 December 2017, available at:
<https://eiti.org/sites/default/files/documents/neiti-oil-gas-report-2015-full-report-281217.pdf>, accessed 21 June 2018

NEITI (Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative), Stakeholder Analysis and Mapping Report, Introduction, June 2017 <http://www.neiti.gov.ng/index.php/resources/internal-resources/publications>, accessed 21 June 2018

Nigeria, 2016 Health Budget, n.d. <http://www.health.gov.ng/doc/2016HealthBudget.pdf>, accessed 3 October 2018

Nigeria, A Bill For An Act To Provide And Protect The Right Of The Nigerian Child And Other Related Matters, 2003, available at:
https://www.unicef.org/nigeria/ng_publications_Childs_Right_Act_2003.pdf, accessed 4 June 2018;

Nigeria, Constitution of the Federal Republic of Nigeria, 1999, <http://www.nigeria-law.org/ConstitutionOfTheFederalRepublicOfNigeria.htm>, accessed 16 August 2018.

Nigeria, Federal Ministry of Budget & National Planning, Economic Recovery & Growth Plan 2017-2020, February 2017 <http://www.budgetoffice.gov.ng/index.php/economic-recovery-growth-plan-2017-2020>, accessed 19 June 2018

Nigeria, Federal Ministry of Health, Comprehensives EPI multi-Year Plan 2011-2015, http://www.nationalplanningcycles.org/sites/default/files/planning_cycle_repository/nigeria/cmyp_2011-2015_country_final.pdf, accessed 26 June 2018

Nigeria, Federal Ministry of Health, Directory of Health Facilities – Extract, 2011, <https://drive.google.com/file/d/0B1DAmtM1BcbMMGpSRFFwZGVGOTQ/view>, accessed 4 October 2018

Nigeria, Federal Ministry of Health Abuja, National Policy for Mental Health Services Delivery Nigeria, August 2013, http://cheld.org/wp-content/uploads/2015/02/national_policy_for_mental_health_service_delivery_2013_.pdf, accessed 18 June 2018

Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, About, n.d.
<http://petroleumresources.gov.ng/about/>, accessed 20 June 2018

Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, National Gas Policy, Nigeria Government Policy and Actions, June 2017, <http://www.7bigwins.com/national-gas-policy-approved-by-fec-in-june-2017/>, accessed 25 June 2018

Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, National Petroleum Policy, Nigeria Government Policy and Actions, Executive Summary, 2017, <http://www.7bigwins.com/wp-content/uploads/2017/07/National-Petroleum-Policy-Approved-by-FEC-in-July-2017.pdf>, accessed 25 June 2018

Nigeria, Federal Ministry of Petroleum Resources, National Petroleum Policy, Nigeria Government Policy and Actions, Environmental Impact of Petroleum on the Niger Delta, 2017
<http://www.7bigwins.com/wp-content/uploads/2017/07/National-Petroleum-Policy-Approved-by-FEC-in-July-2017.pdf>, accessed 25 June 2018

Nigeria, Lagos State, Lagos and the Revival of Public Education, 13 March 2018, <https://lagosstate.gov.ng/blog/2018/03/13/lagos-and-the-revival-of-public-education/>, accessed 27 August 2018.

- Nigeria, Lagos State, World Food Day: Lagos Restates Commitment To Food Security, n.d. <https://lagosstate.gov.ng/blog/2017/10/04/world-food-day-lagos-restates-commitment-to-food-security/>, accessed 6 August 2018
- Nigeria, NBS (National Bureau of Statistics), Key Statistics, Labour Markets, Unemployment rate, [2018] <http://www.nigerianstat.gov.ng/>, accessed 6 July 2018
- Nigeria, NBS (National Bureau of Statistics), Labour Force Statistics Vol. 2: Employment by Sector Report (Q3 2017), January 2018, <http://nigerianstat.gov.ng/elibrary>, accessed 4 July 2018
- Nigeria, NBS (National Bureau of Statistics), Nigerian Capital Importation (Q4 & Full Year 2017), February 2018, <http://www.nigerianstat.gov.ng/download/733>, accessed 25 September 2018
- Nigeria, NBS (National Bureau of Statistics), Population of Nigeria 2016, available at <http://nigeria.opendataforafrica.org/crhsjdg/population-of-nigeria-2016>, accessed 20 July 2018
- Nigeria, NBS (National Bureau of Statistics), Statistical Report on Women and Men in Nigeria 2017, Chapter 4: Work, February 2018, <http://www.nigerianstat.gov.ng/>, accessed 6 July 2018
- Nigeria, National Policy on Education – 4th Edition, 2004, http://wbfiles.worldbank.org/documents/hdn/ed/saber/supporting_doc/AFR/Nigeria/TCH/National%20Policy%20on%20Education.pdf, accessed 27 August 2018.
- Nigeria, National Policy on Gender in Basic Education, January 2006, http://www.education.gov.ng/images/docs/news/nat_pol_gen.pdf, accessed 25 September 2018
- Nigeria, National Population Commission, Nigeria's Population Hits 198m People – Npopc Chairman, [April 2018], <http://population.gov.ng/nigerias-population-hit-198m-people-npopc-chairman/>, accessed 19 June 2018
- Nigeria, Nigeria Data Portal, Gross Domestic Product by Activity Sector, Q4 2017, <http://nigeria.opendataforafrica.org/>, accessed 12 July 2018
- Nigeria, Presidential Enabling Business Environment Council (PEBEC), Nigeria Moves Up 24 Places In The World Bank's 'Doing Business' Rankings, [2018], <http://pebec.gov.ng/2017/11/01/nigeria-moves-24-places-world-banks-business-rankings/>, accessed 2 July 2018
- Nigeria, The Nigeria National Employment Policy 2017, 9 March 2018, available at: http://www.ilo.org/addisababa/countries-covered/nigeria/WCMS_619096/lang--en/index.htm, accessed 4 July 2018
- Nigeria, The State House, Economic Recovery and Growth Plan 2017-2020, last updated 29 March 2017 <http://www.budgetoffice.gov.ng/index.php/economic-recovery-growth-plan-2017-2020/economic-recovery-growth-plan-2017-2020/download>, accessed 1 October 2018
- Nigeria, The State House, Economic Recovery and Growth Plan 2017-2020, [2017] <https://statehouse.gov.ng/policy/economy/economic-recovery-and-growth-plan/>, accessed 2 July 2018
- Nigeria Healthwatch, Mental Health: the Danger of Nigeria's single Story, 27 July 2017, <https://nigeriahealthwatch.com/mental-health-the-danger-of-nigerias-single-story/#.Wypl10kUmUI>, accessed 20 June 2018
- Nigeria Healthwatch, Reflections from a Journey to Wassa IDP Camp: Can we all do more? 21 September 2017, <https://nigeriahealthwatch.com/reflections-from-a-journey-to-wassa-idp-camp-can-we-all-do-more/#.W1jVIH4yWfc>, accessed 26 July 2018
- Nigeria travel online, Airlines in Nigeria, n.d. <http://www.nigeria.to/airlines/airlines.php>, accessed 12 August 2018

NRSP (Nigeria Stability and Reconciliation Programme), Policy Brief, The role of the Delta State Government in the management of the amnesty programme, 2014 http://www.nsrp-nigeria.org/wp-content/uploads/2014/11/E189-NSRP-Policy-Brief-DTSG-in-Amnesty-Magt_FINAL_web.pdf, accessed 12 July 2018

NRSP (Nigeria Stability and Reconciliation Programme), Welcome, n.d. <http://www.nsrp-nigeria.org/>, accessed 12 July 2018

Nigeria Travel online, Airlines in Nigeria, n.d. <http://www.nigeria.to/airlines/airlines.php>, accessed 29 May 2018.

Nigeria, Borno State Government, Health Sector Nigeria, Northeast Nigeria Response, 19 February 2017, <http://origin.who.int/health-cluster/countries/nigeria/Borno-Health-Sector-Bulletin-Issue-19.PDF>, accessed 2018

Nigeria, Lagos State Government, Rent-to-Own Booklet Housing, July 2017? <https://lagosstate.gov.ng/wp-content/uploads/2017/07/BOOKLET-HOUSING.pdf>, accessed 4 July 2018

Nigerian Institute of International Affairs, Professor Charles Quaker Dokubo, [2016] <http://www.niia.gov.ng/charles-dokubo/>, accessed 12 July 2018

Nigerian Journal of Gastroenterology and Hepatology, Hepatitis B and C treatment Guidelines for Nigeria 2015, Vol. 7 No. 2 December, 2015, pp. 63-75, <http://soghinjournal.com/download/articles/Vol-7-2-07-18.pdf>, accessed 26 June 2018

Nigerian Tribune (The), FCT education policy for people with disabilities ready soon – Muhammad Bello, 3 February 2018, <https://www.tribuneonline.ng.com/130053/>, accessed 28 August 2018.

World Hepatitis Alliance, Treatment of hepatitis C has more than doubled since 2013, 28 July 2016 <http://www.worldhepatitisalliance.org/news/jul-2016/treatment-hepatitis-c-has-more-doubled-2013-yet-99-people-are-still-being-denied-life>, accessed 22 June 2018

Nwaneri D.U., Sadoh A.E., Assessment of facilities and best practices in orphanages in Benin City, south-south region, Nigeria, in: Journal of Community Medicine and Primary Health Care, Vol 28, No 2, 2016, <https://www.ajol.info/index.php/jcmphc/article/view/154698>, accessed 25 July 2018

Olufemi A. Fasanmade, MD, Samuel Dagogo-Jack, MD, Diabetes Care in Nigeria, in: Annals of Global Health, Vol. 81, No 6. 2015, https://ac.els-cdn.com/S2214999615013090/1-s2.0-S2214999615013090-main.pdf?_tid=40188f68-2891-4faa-b92e-2bce7ce5ccdf&acdnat=1530018718_b07cd4335e28c92bdbb7c5ec6076c578, accessed 26 June 2018

Obuaku, C., Essential Medicines in Nigeria: Foregrounding Access to Affordable Essential Medicines, in: African Sociological Review, Vol. 18, N. 2, 2014, <http://www.ajol.info/index.php/asr/article/viewFile/135382/124881>, accessed 20 June 2018

Ogbonna Brian Onyebuchi, National drug distribution in Nigeria: Implementations for the Goals of National Drug Policy, in: European Journal of Pharmaceutical and medical research, 2016, http://www.ejpmr.com/admin/assets/article_issue/1451537865.pdf, accessed 19 June 2018

Okojie, Christiana E., Gender and Education as Determinants of Household Poverty in Nigeria, United Nations University, World Institute for Development Economics Research, Discussion Paper No. 2002/37, March 2002, <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/dp2002-37.pdf>, accessed 25 September 2018

Okoronkwo I L, Ekpemiro J N, Onwujekwe O E, Nwaneri A C, Iheanacho P N., Socioeconomic inequities and payment coping mechanisms used in the treatment of type 2 diabetes mellitus in Nigeria, in: Nigerian Journal of Clinical Practice, Vol. 19, Issue 1, January-February 2016, <http://www.njcponline.com/article.asp?issn=1119->

[3077;year=2016;volume=19;issue=1;spage=104;epage=109;aulast=Okoronkwo](#), accessed 22 June 2018

Oladayo, Awojobi, Cultivating a long-term social protection strategy in Nigeria, SocialProtection.org, 25 October 2017, <http://socialprotection.org/learn/blog/cultivating-long-term-social-protection-strategy-nigeria>, accessed 27 July 2018

Oluwaniyi, Oluwatoyin, 'Post-Amnesty Programme in the Niger Delta: Challenges and Prospects' in: Conflict Trends 2011/4, African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), available at: <http://lekiworld.com/AU/docs/175.pdf>, accessed 28 September 2018

Online Nigeria, Orphanages cry out for funding, 22 February 2018, <http://newsnow.onlinenigeria.com/news/adv.php?blurb=705435>, accessed 4 October 2018

Onotai, Lucky O. and Nwankwo, N. C., A review of the Nigerian health care funding system and how it compares to that of South Africa, Europe and America, in: Journal of Medicine and Medical Sciences, Vol 3(4), April 2012, <http://www.interesjournals.org/full-articles/a-review-of-the-nigerian-health-care-funding-system-and-how-it-compares-to-that-of-south-africa-europe-and-america.pdf?view=inline>, accessed 19 June 2018

OPEC, Nigeria facts and figures, [2017] http://www.opec.org/opec_web/en/about_us/167.htm, accessed 20 June 2018

OPEC, Oil trade, Share of OPEC Members' crude oil exports, 2017 <https://asb.opec.org/index.php/interactive-charts/oil-trade>, accessed 20 June 2018

Oxfam, Nigeria: extreme inequality in numbers, n.d. <https://www.oxfam.org/en/even-it-nigeria/nigeria-extreme-inequality-numbers>, accessed 26 April 2018

Oxfam, The Commitment to Reducing Inequality Index, A new global ranking of governments based on what they are doing to tackle the gap between rich and poor, 17 July 2017 <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620316/rr-commitment-reduce-inequality-index-170717-en.pdf;jsessionid=608955BF15B8060BE7B977F262C28043?sequence=31>, accessed 12 August 2018

Oxford Business Group, Nigeria pushes to improve investment climate, 31 August 2017 <https://oxfordbusinessgroup.com/news/nigeria-pushes-improve-investment-climate>, accessed 24 June 2018

Oyibocha, E.O., et al., Sustainable Healthcare System in Nigeria: Vision, Strategies and Challenges, in: IOSR Journal of Economics and Finance, Vol. 2, Issue 2, Sept-Oct. 2014, <http://www.iosrjournals.org/iosr-jef/papers/vol5-issue2/D0522839.pdf>, accessed 20 June 2018

Pharm Access Foundation, Nigerian Health Sector, Market Study Report, March 2015, https://www.rvo.nl/sites/default/files/Market_Study_Health_Nigeria.pdf, accessed 19 June 2018

Pharma Times, Inadequate Healthcare Delivery Deepening the Burden of IDPS, 13 February 2018, <http://pharmatimes.com.ng/inadequate-healthcare-delivery-deepening-the-burden-of-idps/>, accessed 18 June 2018

Premium Times, 500,000 Nigerians living with tuberculosis have no access to treatment – Aisha Buhari, 19 May 2016 <http://www.premiumtimesng.com/news/more-news/203749-500000-nigerians-living-tuberculosis-no-access-treatment-aisha-buhari.html>, accessed 21 June 2018

Premium Times, Displaced by Boko Haram, hungry IDPs protest food shortage, <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/260994-displaced-boko-haram-hungry-idps-protest-food-shortage.html>, accessed 17 April 2018

Premium Times, EU to assist 7,831 Nigerian returnees from Libya, 3 May 2018, <https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/267007-eu-to-assist-7831-nigerian-returnees-from-libya.html>, accessed 27 July 2018

Premium Times, Increased rate of mental disorder among Nigerians worried experts, 25 October 2015, <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/192121-increased-rate-of-mental-disorder-among-nigerians-worries-experts.html>, accessed 18 June 2018

Premium Times, Lawmakers express disgust over state of Nigerian airports, 27 October 2017, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/247453-lawmakers-express-disgust-state-nigerian-airports.html>, accessed 29 May 2018

Premium Times, NAPTIP to prosecute 'unknown' groups running shelters for rescued trafficking victims – DG, 11 May 2017 <https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/230975-naptip-prosecute-unknown-groups-running-shelters-rescued-trafficking-victims-dg.html>, accessed 2 August 2018

Premium Times, Only 700,000 persons have access to HIV/AIDS treatment in Nigeria, 16 September 2016, <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/210517-700000-persons-access-hiv-aids-treatment-nigeria.html>, accessed 21 June 2018.

Premium Times, Special Report: Lagos Forgotten Communities: How IDPs suffer in Nigeria's wealthiest state (1), 22 July 2018, <https://www.premiumtimesng.com/health/health-interviews/277340-special-report-lagos-forgotten-communities-how-idps-suffer-in-nigerias-wealthiest-state-1.html>, accessed 25 July 2018

Propertyproinsider, Real Estate Investors Cautious Over Investment In Abuja, 23 August 2017 <https://www.propertypro.ng/blog/real-estate-investors-cautious-over-investment-in-abuja/>, accessed 4 July 2018

Punch, Living under terror of 'Omo-Onile' :Lagos' female IDPs braving uncertainty to make a living, 22 April 2017, <http://punchng.com/living-under-terror-of-omo-onile-lagos-female-idps-braving-uncertainty-to-make-a-living/>, accessed 25 July 2018

Quartz, Nigeria has become the poverty capital of the world, 25 June 2018, <https://qz.com/africa/1313380/nigerias-has-the-highest-rate-of-extreme-poverty-globally/>, accessed 2 August 2018

Quartz, Informal cash savings groups are driving female entrepreneurship in Nigeria, n.d. <https://qz.com/566627/informal-cash-savings-groups-are-driving-female-entrepreneurship-in-nigeria/>, accessed 1 August 2018

Reuters, Nigeria among most improved countries in World Bank's Ease of Doing Business list, 31 October 2017 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-business/nigeria-among-most-improved-countries-in-world-banks-ease-of-doing-business-list-idUSKBN1D033K>, accessed 2 July 2018

Reuters, Nigeria's Buhari sacks head of Niger Delta amnesty programme, 13 March 2018 <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-delta/nigerias-buhari-sacks-head-of-niger-delta-amnesty-programme-idUSKCN1GP2E0>, accessed 12 July 2018

Reuters, On the run from Boko Haram, Nigeria's lost children hope to find families again, Kerian Guilbert, 30 January 2017, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-bokoharam-children-idUSKBN15E1AR>, accessed 25 July 2018

Sahara Reporters, Number Of IDPs In Nigeria Up By 4.5% In January 2018, 11 April 2018 <http://saharareporters.com/2018/04/11/number-idps-nigeria-45-january-2018>, accessed 31 July 2018

Sahara Reporters, President Buhari Sacks Boroh, Appoints New Boss For Amnesty Program, 13 March 2018 <http://saharareporters.com/2018/03/13/president-buhari-sacks-boroh-appoints-new-boss-amnesty-program>, accessed 12 July 2018

Sahara Reporters, Worst Economic Crisis in 25 Years: What Nigeria Can Do To Get Out Of Recession, 5 October 2016 <http://saharareporters.com/2016/10/05/worst-economic-crisis-25-years-what-nigeria-can-do-get-out-recession-tony-ishiekwene>, accessed 20 June 2018

Save the Children/USAID, Displaced And Host Community Livelihoods Borno State Nigeria, HEA Urban Baseline Report, Analysis of livelihood and coping Strategies, 2017 <https://resourcecentre.savethechildren.net/node/12534/pdf/wfp-0000023579.pdf>, accessed 1 August 2018

Serving in Nigeria, Grace Gardens, n.d. <https://www.servinginnigeria.com/grace-gardens/>, accessed 1 August 2018

Social Action [blog], The Niger Delta and the Politics of Usable Nigerians, 13 July 2017 <http://saction.org/the-niger-delta-and-the-politics-of-usable-nigerians/>, accessed 25 June 2018;

SOS Children Villages, Nigeria, n.d. <http://www.sosvillages-nigeria.org/>, accessed 24 July 2018

Stanford Medicine News Centre, Collaboration aims to improve cancer care in Nigeria, 20 April 2018, <https://med.stanford.edu/news/all-news/2018/04/collaboration-aims-to-improve-cancer-care-in-nigeria.html>, accessed 26 June 2018

Statista, Nigeria: Urbanization from 2007 to 2017, June 2018, <https://www.statista.com/statistics/455904/urbanization-in-nigeria/>, accessed 19 July 2018

Yusuf, S.A., Informal Sector and Employment Generation in Nigeria, February 2014, <http://mpr.ub.uni-muenchen.de/55538/>, accessed 27 July 2018

SWP, The Causes and Consequences of Internal Displacement in Nigeria and Related Governance Challenges, Working Paper FG 8, April 2017 https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/arbeitspapiere/Mohammed_2017_Internal_Displacement_Nigeria.pdf, accessed 2 August 2018

Temitayo Ogunmokun, Legal Arrangements For Children Without Parents Or Guardians In Nigeria, Legalnaija, September 2017, <http://www.legalnaija.com/2017/09/legal-arrangements-for-children-without.html>, accessed 25 July 2018

Nation (The), Ebola: FG steps up efforts at airports, 10 May 2018 <http://thenationonlineng.net/ebola-fg-steps-up-efforts-at-airports/>, accessed 30 May 2018

This Day, Economic Crisis: How Nigeria Failed to Learn from History, 4 May 2016 <https://www.thisdaylive.com/index.php/2016/05/04/economic-crisis-how-nigeria-failed-to-learn-from-history/>, accessed 20 June 2018

This Day, Nigeria: Defence Ministry Constructs Borehole, Presents Relief Materials to Abuja IDPs, 10 May 2018, <https://www.thisdaylive.com/index.php/2018/05/10/defence-ministry-constructs-borehole-presents-relief-materials-to-abuja-idps/>, accessed 26 July 2018

This Day Live, With Dokubo, Amnesty Programme Gets New Life, 13 May 2018 <https://www.thisdaylive.com/index.php/2018/05/13/with-dokubo-amnesty-programme-gets-new-life/>, accessed 12 July 2018

This is Africa, Nigeria's IDP camps: where child marriages take place, 28 August 2018, <https://thisisafrika.me/nigerias-idp-camps-where-child-marriages-take-place/>, accessed 20 September 2018

Tribune, Over 5,000 Nigerians trafficked abroad, says NAPTIP, 7 August 2016

<http://www.tribuneonlineng.com/amp/13306/>, accessed 2 August 2018

UK, Foreign & Commonwealth Office, The fight to end human trafficking: Nigerian women religious' perspective, [blog], 6 December 2017 <https://blogs.fco.gov.uk/sallyaxworthy/2017/12/06/the-fight-to-end-human-trafficking-nigerian-women-religious-perspective/>, accessed 2 August 2018

UK Home Office, Country Information and Guidance, Nigeria: Background information, including actors of protection, and internal relocation, 9 June 2015,

<http://www.refworld.org/pdfid/55794ae04.pdf>, accessed 14 June 2018

UNAIDS, Country Nigeria, 2017, <http://www.unaids.org/en/regionscountries/countries/nigeria>, accessed 18 June 2018

UN (United Nations) Data, Country Profiles, 2017 <http://data.un.org/en/iso/ng.html>, accessed 19 June 2018

UNDP (UN Development Programme), UNDP and the concept and measurement of poverty, Issue Brief, October 2016,

<http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Sustainable%20Development/ISSUE%20BRIEF%20-UNDP%20and%20the%20concept%20and%20measurement%20of%20poverty%20pc%20V2.pdf>, accessed 29 September 2018

UNDP (UN Development Programme), Nigeria, Emergency employment for IDPS lays foundation for early recovery in north-east Nigeria, 2017,

<http://www.ng.undp.org/content/nigeria/en/home/crisis-response/stories/----emergency-employment-for-idps-lays-foundation-for-early-reco/>, accessed 31 July 2018

UNDP (UN Development Programme), Mapping of Laws, Policies, and Services on Gender-Based Violence and Its Intersections with HIV, May 2014

<http://naca.gov.ng/sbccvch/sites/default/files/Mapping%20of%20Policies%20on%20GBV%20and%20HIV%20%282%29.pdf>, accessed 1 August 2018

UNDP (UN Development Programme), National Human Development Report, 2015, Human Security and Human Development in Nigeria, December 2015

http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_national_human_development_report_for_nigeria.pdf, accessed 4 July 2018

UNDP (UN Development Programme), National Human Development Report 2016, 12 May 2016,

<http://www.ng.undp.org/content/nigeria/en/home/library/poverty/national-human-development-report-2016/>, accessed 4 July 2018

UNDP (UN Development Programme), National Human Development Report 2018, [2017],

http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/NGA.pdf, accessed 7 June 2018

UNDP (UN Development Programme), UNDP Nigeria Annual report, 2016

http://www.ng.undp.org/content/nigeria/en/home/library/human_development/undp-nigeria-annual-report-2016.html, accessed 2 July 2018

UNDP (UN Development Programme), Nigeria, The crisis, 2018

http://www.ng.undp.org/content/nigeria/en/home/ourwork/crisispreventionandrecovery/in_depth/, accessed 31 July 2018

UNESCO, Institute for Statistics, Nigeria – Education and Literacy, n.d.,

<http://uis.unesco.org/country/NG#slideoutmenu>, accessed 24 August 2018.

UN Habitat, Slum Almanac 2015 2016, Tracking Improvement in the Lives of Slum Dwellers, n.d.,

<https://unhabitat.org/slum-almanac-2015-2016/>, accessed 20 September 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Regional Update, Nigeria Situation, covering 1 to 30 June 2018, 30 June 2018, https://www.ecoi.net/en/file/local/1438430/1930_1531815118_64727.pdf, accessed 28 July 2018

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Nigeria Situation 2017, Supplementary Appeal, January-December 2017, Revised, July 2017, <http://www.unhcr.org/597704b87.pdf>, accessed 4 October 2018

UN HRC (United Nations Human Rights Council), Report of the Special Rapporteur on Minority Issues, Rita Izsák, Mission to Nigeria (17 to 28 February 2014). (A/HRC/28/64/Add.2), 5 January 2015, https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Documents/A_HRC_28_64_Add_2_ENG.doc, accessed 12 August 2018

UNICEF (United Nations Children's Fund), Nigeria, Excluded and invisible children, n.d. https://www.unicef.org/nigeria/children_1934.html, accessed 24 July 2018

UNICEF (United Nations Children's Fund), Maternal mortality, February 2017, <https://data.unicef.org/topic/maternal-health/maternal-mortality/>, accessed 18 June 2018

UNICEF (United Nations Children's Fund), Nigeria, last updated 7 January 2018, <https://www.unicef.org/appeals/nigeria.html>, accessed 24 July 2018

UNICEF (United Nations Children's Fund), Nigeria, Maternal and child health, https://www.unicef.org/nigeria/children_1926.html, accessed 27 April 2018

UNICEF (United Nations Children's Fund), Nigeria, n.d. <https://data.unicef.org/country/nga/>, accessed 18 June 2018

UNICEF (United Nations Children's Fund), Nigeria, Quality Basic Education – The Situation, n.d., <https://www.unicef.org/nigeria/education.html>, accessed 24 August 2018.

UNICEF (United Nations Children's Fund), Nigeria, Quality Basic Education. In Nigeria, bringing the Message of education for all, 13 June 2014, https://www.unicef.org/nigeria/education_8453.html, accessed 27 August 2018.

UNICEF (United Nations Children's Fund), Education Strategy for Internally Displaced (ID) Children in Host Communities, 9 November 2015, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/unicef_strategy_for_education_of_internally_displaced_id_children_in_host_communities_rv-may_2015.pdf, accessed 27 August 2018.

UNICEF (United Nations Children's Fund), More than half of all schools remain closed in Borno State, epicentre of the Boko Haram crisis in northeast Nigeria, 29 September 2017, https://www.unicef.org/media/media_100953.html, accessed 20 August 2018.

UN OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), About OCHA Nigeria, n.d. <https://www.unocha.org/nigeria/about-ocha-nigeria>, accessed 16 April 2018

UN OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Nigeria, Humanitarian Needs overview 2017, November 2016, available at https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_nga_2017_hno_13012017.pdf, accessed 20 June 2018

UN OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Nigeria: Humanitarian crisis continues as a result of prolonged conflict and ongoing violence, 18 August 2016, <http://www.unocha.org/story/nigeria-humanitarian-crisis-continues-result-prolonged-conflict-and-ongoing-violence> accessed 1 October 2018

UN OCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), North-East Nigeria, Humanitarian Situation Update, February 2018,

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/31032018_ocha_nga_humanitarian_situation_update.pdf, accessed 17 April 2018

UNWOMEN, Global Database on Violence Against Women, Section 17 of the Constitution, Nigeria, 2010, available at <http://evaw-global-database.unwomen.org/en/countries/africa/nigeria/2010/section-17-of-the-constitution>, accessed 25 July 2018

US ITA (Department of Commerce, International Trade Administration), 2016 Top Markets Report Medical Devices, Country Case Study, Nigeria, 2016, http://trade.gov/topmarkets/pdf/Medical_Devices_Nigeria.pdf, accessed 19 June 2018

US DoS (Department of State), 2017 Country Reports on Human Rights Practices - Nigeria, 20 April 2018, <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2017/af/277033.htm>, accessed 25 September 2018

US DoS (Department of State), 2016 Country Reports on Human Rights Practices - Nigeria, 3 March 2017 <https://www.state.gov/documents/organization/265500.pdf>, accessed 25 September 2018

US DoS (Department of State), 2017 Investment Climate Statements, 29 June 2017 <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2017/af/269767.htm>, accessed 4 July 2018

US DoS (Department of State), 2017 Trafficking in Persons Report, June 2017 <https://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/countries/2017/271255.htm>, accessed 21 May 2018

Vanguard, 13% derivation: Oil-producing states receive N7trn in 18 years, 22 August 2017 <https://www.vanguardngr.com/2017/08/13-derivation-oil-producing-states-receive-n7trn-18-years/>, accessed 24 June 2018

Vanguard, Abuja Area One IDPs camp: A place of tears, uncertainty, 12 March 2015, <https://www.vanguardngr.com/2015/03/abuja-area-one-idps-camp-a-place-of-tears-uncertainty/>, accessed 25 July 2018

Vanguard, ASOHON tasks govts FG on technical support for orphanages, 3 July 2017, <https://bettercarenetwork.org/sites/default/files/ASOHON%20tasks%20govts%20FG%20on%20technical%20support%20for%20orphanages%20-%20Vanguard%20News%20copy.pdf>, accessed 4 October 2018

Vanguard, Education: Lagos adopts new strategy to end gender disparity, 13 January 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/01/education-lagos-adopts-new-strategy-end-gender-disparity/>, accessed 27 August 2018.

Vanguard, Food security: Lagos set to increase rice production, 6 May 2017, <https://www.vanguardngr.com/2017/05/food-security-lagos-set-increase-rice-production/>, accessed 6 August 2018

Vanguard, Food security: NIFST says policies must address 4 pillars, 14 February 2018, <https://www.vanguardngr.com/2018/02/food-security-nifst-says-policies-must-address-4-pillars/>, accessed 6 August 2018

Vanguard, Human trafficking: Edo Govt. plans permanent shelters for returnees, 17 February 2018 <https://www.vanguardngr.com/2018/02/human-trafficking-edo-govt-plans-permanent-shelters-returnees/>, accessed 2 August 2018

Vanguard, NAPTIP tasks NGOs to seek clearance from ONSA, 13 June 2017 <https://www.vanguardngr.com/2017/06/naptip-tasks-ngos-seek-clearance-onsa/>, accessed 2 August 2018

Ventures, Nigeria to become the extreme poverty capital of the world by 2018, 9 November 2017, <http://venturesafrica.com/nigeria-set-to-become-the-extreme-poverty-capital-by-2018/>, accessed 26 April 2018

Vanguard, Revenue allocation to FG, others rise by 36% to N1.9trn, 2 May 2018

<https://www.vanguardngr.com/2018/05/revenue-allocation-fg-others-rise-36-n1-9trn/>, accessed 25 June 2018

Vivian Falae, Problems of orphanage homes in Nigeria, updated January 2018, NAIJ.com,

<https://www.naija.ng/1135351-problems-orphanage-homes-nigeria.html#1135351>, accessed 24 July 2018

WENR (World Education News + Reviews), Education System Profiles, Education in Nigeria, 7 March 2017, <https://wenr.wes.org/2017/03/education-in-nigeria>, accessed 30 September 2018

WHO (World Health Organisation), Global Health Expenditure Database, NHA Indicators, <http://apps.who.int/nha/database/ViewData/Indicators/en>

WHO (World Health Organisation), Nigeria, n.d., <http://www.who.int/countries/nga/en/>, accessed 18 June 2018

WHO (World Health Organisation), Nigeria, Country description, n.d.

http://www.who.int/workforcealliance/countries/Nigeria_En.pdf, accessed 21 June 2018

WHO (World Health Organisation), Nigeria: country profiles, Maternal mortality in 1990-2015, n.d.

http://www.who.int/gho/maternal_health/countries/nga.pdf?ua=1, accessed 4 October 2018

WHO (World Health Organisation), Nigeria: WHO statistical profile, Last updated: January 2015,

<http://www.who.int/gho/countries/nga.pdf?ua=1>, accessed 4 August 2018

WHO (World Health Organisation), WHO responds to the critical health needs of IDPs in Mafa and Dikwa, Borno state, Nigeria, 6 October 2016, <http://www.afro.who.int/news/who-responds-critical-health-needs-idps-mafa-and-dikwa-borno-state-nigeria>, accessed 20 June 2018

WHO (World Health Organisation), WHO Spearheads provision of mental health serviced in primary healthcare facilities, 15 December 2017, <http://www.afro.who.int/news/who-spearheads-provision-mental-health-services-primary-healthcare-facilities>, accessed 18 June 2018

WHO (World Health Organisation)/Global Health Workforce Alliance, Nigeria, n.d.

<http://www.who.int/workforcealliance/countries/nga/en> accessed 18 June 2018

World Airport Codes, Margaret Ekpo international Airport, n.d. <https://www.world-airport-codes.com/nigeria/margaret-ekpo-international-1168.html>, accessed 29 May 2018

World Bank (The), Business reforms in Nigeria DB2008-DB2018, [2018]

<http://www.doingbusiness.org/reforms/overview/economy/nigeria>, accessed 2 July 2018

World Bank (The), Can anyone hear us? Voices from 47 countries, December 1999,

<http://siteresources.worldbank.org/INTPOVERTY/Resources/335642-1124115102975/1555199-1124115187705/ch2.pdf>, accessed 12 August 2018

World Bank (The), Country profile – Nigeria, n.d.

http://databank.worldbank.org/data/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=NGA, accessed 12 August 2018

World Bank (The), Doing Business in Nigeria 2014, September 2014

<http://www.doingbusiness.org/~media/WBG/DoingBusiness/Documents/Subnational-Reports/DB14-Nigeria.pdf>, accessed 2 July 2018

World Bank Group (The), Doing Business 2016, The Business Environment, Economic Overview, 2016

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23323/Doing0business0efficiency00Nigeria.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, accessed 2 July 2018

World Bank (The), Doing Business 2018, Nigeria, [2018]

<http://www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/nigeria>, accessed 2 July 2018

World Bank (The), Doing Business, About Us, n.d., <http://www.doingbusiness.org/en/about-us>, accessed 25 September 2018

World Bank (The), Doing Business, Common Misconceptions About Doing Business, n.d. <http://www.doingbusiness.org/Methodology/Common-Misconceptions>, accessed 29 September 2018

World Bank (The), FAQs: Global Poverty Line Update, 30 September 2015, <http://www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/global-poverty-line-faq>, accessed 30 September 2018

World Bank (The), GDP per capita (current US\$), data for 2017, <https://data.worldbank.org/indicator/ny.gdp.pcap.cd>, accessed 25 September 2018

World Bank (The), New Businesses registered (number), 2008-2016, [2018] <https://data.worldbank.org/indicator/IC.BUS.NREG?end=2016&locations=NG&start=2008>, accessed 25 June 2018

World Bank (The), Nigeria Country Brief, Economic overview and performance, April 2012, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/NIGERIAEXTN/0,,menuPK:368906~pagePK:141132~piPK:141107~theSitePK:368896,00.html>, accessed 27 July 2018

World Bank (The), Nigeria, Country Profile, n.d. http://databank.worldbank.org/data/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=NGA, accessed 28 September 2018

World Bank (The), Nigeria Economic Update: The Case for Sustaining State Fiscal Reforms, 21 November 2017 <http://www.worldbank.org/en/country/nigeria/publication/nigeria-economic-update-the-case-for-sustaining-state-fiscal-reforms>, accessed 20 June 2018

World Bank (The), Nigeria Data, <https://data.worldbank.org/country/nigeria>, accessed 26 April 2018

World Bank (The), Nigeria slum upgrading, involuntary resettlement, land and housing - lessons learned from the experience in Lagos and other mega-cities, Report nr ACS13975, 23 June 2015, World Bank Group, <http://documents.worldbank.org/curated/en/347391472444343246/pdf/ACS13975-REVISED-P154166-PLIC-LMDGP-Study-20150623-Final.pdf>, accessed 23 July 2018

World Bank (The), Overview, last updated 12 December 2017, <http://www.worldbank.org/en/country/nigeria/overview>, accessed 2 August 2018

World Bank (The), Primary completion rate, total (% of relevant age group), n.d. <https://data.worldbank.org/indicator/SE.PRM.CMPT.ZS?locations=NG>, accessed 30 September 2018

World Bank (The), The 2017 Atlas of Sustainable Development Goals: a new visual guide to data and development, 17 April 2017 <http://blogs.worldbank.org/opendata/2017-atlas-sustainable-development-goals-new-visual-guide-data-and-development>, accessed 12 August 2018

World Bank (The) The work of women in Nigeria [blog], 15 March 2016 <http://blogs.worldbank.org/african/the-work-of-women-in-nigeria>, accessed 13 July 2018

World Bank (The), Urbanization in Nigeria: Planning for the Unplanned, 3 November 2016, <https://blogs.worldbank.org/african/peoplemove/urbanization-in-nigeria-planning-for-the-unplanned>, accessed 24 July 2018

World Psychiatric Association, Association of Psychiatrists in Nigeria (APN), n.d. http://www.wpanet.org/detail.php?section_id=5&content_id=238, accessed 27 June 2018

WOTCLEF (Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation), 2015 Annual Programmatic Report, [2016] <http://wotclef.org.ng/WOTCLEF%202015%20ANNUAL%20REPORT.pdf>, accessed 2 August 2018

Yenle, Mershak S., The Effects Of Economic Recession On Education In Nigeria, 15 December 2017, in: People: International Journal of Social Sciences, Vol. 3 Issue 3, pp. 502-509 <https://www.grdspublishing.org/index.php/people/article/viewFile/921/808>, accessed 20 June 2018

Termes de référence.

- **Présentation du Nigeria**

- Informations générales sur le Nigeria

- **Indicateurs socio-économiques clés**

Il s'agit de donner un aperçu de la situation générale et de présenter les différences régionales (le cas échéant), ainsi que la situation particulière des villes d'**Abuja** et de **Lagos** (dans la mesure des données disponibles).

- Démographie
- Économie
 - Pétrole
 - Entreprises
- Emploi
 - Données sur le chômage
 - Emploi formel et informel (secteurs particuliers)
 - Emploi chez certaines catégories (femmes, PDI et personnes rapatriées)
 - Programme spécial d'amnistie dans le sud du Nigeria
- Revenu
 - Tendances générales
 - Pauvreté urbaine
 - Ménages dirigés par une femme
 - Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et personnes rapatriées
- Sécurité alimentaire
 - Accès à l'alimentation
 - Sécurité alimentaire pour les PDI et pour les personnes rapatriées
- Logement et conditions de vie (eau, assainissement et hygiène)
 - Urbanisation
 - Accès à la terre, droits de propriété, droit de succession
 - Conditions de vie des PDI et des personnes rapatriées
- Éducation
 - Données de base, offre en matière d'éducation / accès à l'éducation (y compris pour les filles)
 - Accès des PDI et des personnes rapatriées à l'éducation
- Soins de santé
 - Données de base, offre en matière de soins de santé / accès aux soins
 - Soins de santé mentale

- Soins de santé maternelle
- Disponibilité de médicaments
- Accès des PDI et des personnes rapatriées aux soins de santé
- Réseaux et mécanismes de soutien
 - Structures familiales (élargies) et soutien de la famille
 - Autres structures sociales (groupes d'épargne, groupes d'âge)
 - Orphelinats et autres structures de soutien pour les enfants non accompagnés
 - Refuges et autres structures de soutien pour les victimes de la traite des êtres humains
 - Refuges et autres structures de soutien pour les victimes de violence domestique
- Situation des groupes vulnérables au regard des points qui précèdent
 - Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
 - Personnes rapatriées (y compris de Libye et d'autres pays)
 - Femmes (y compris victimes de traite à des fins sexuelles)
 - Enfants (travail forcé / travail des enfants, orphelins, etc.)
- **Mobilité et déplacements internes**
 - Vols internationaux et intérieurs opérationnels
 - Situation et accessibilité des aéroports pour des déplacements internes (fonctionnalité/sécurité)
 - Situation sur les routes / postes de contrôle à proximité des villes principales
 - Conditions d'entrée et de résidence (distinction entre autochtones et allochtones)
 - Papiers d'identité requis / exigences relatives au déménagement / à la réinstallation



Publications Office

doi: 10.2847/68784